offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°17 • 3 EUROS • MARS 08

SANS CAPITALISME UN COM-MERCE

MATÉRIEL

Vous pouvez commander les autocollants
1 euro les 10
7 euros les 100
en nous écrivant à OLS, 21ter, rue Voltaire 75011 Paris
chèque à l'ordre de Spipasso

CD

Ce CD (en format MP3) regroupe 21h d'émission de radio. Il peut être écouté sur un ordinateur ou sur certains lecteurs.
Prix : 5,5 euros (port compris), chèque à l'ordre de Spipasso à envoyer à OLS, 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Six principes fondent l'OLS :

1. **Indépendance**
2. **Fédéralisme**
3. **Assembléisme**
4. **Anti-autoritarisme**
5. **Rupture**
6. **Appui mutuel**

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. **L'organisation n'est pas une fin en soi** et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissons pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, **nous refusons les logiques de représentation**. Dans une société fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle**.

Nous luttons plus particulièrement **contre l'apartheid social**, **les dominations** (sexisme, homophobie, exploitation économique…), **pour la liberté de circulation et d'installation**. Nous participons aux **luttes contre la précarité et le développement de la misère**, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à **briser l'autonomie du pouvoir**. Il ne doit pas être accaparé par une minorité, mais demeurer au sein de la société : il doit être socialisé.

Nous sommes partie prenante de l'**unification des mouvements libertaires** et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des **pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes**. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre « **l'alternative** ».

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
06 70 61 94 34 ols@no-log.org.
http://offensive.samizdat.net

LES GROUPES DE L'OLS

OLS Chapacans Marseille
c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille
06 70 61 94 34
chapacans@riseup.net

OLS Paris 21ter, rue Voltaire
75011 Paris
ols.paris@no-log.org

OLS Toulouse
ols@no-log.org

EN CONTACT

Var c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat 13001 Marseille

Offensive sonore
émission de l'OLS
sur Radio Libertaire
89.4 Mhz (sur Paris)

En alternance avec l'émission anarcho-écolo **La Grenouille noire**, le vendredi tous les quinze jours **de 21h à 22h30**, OLS-Paris diffuse son émission consacrée aux luttes et interviews de militant-e-s et chercheur-se-s engagé-e-s sur les ondes de Radio Libertaire.

Edité par **Spipasso**
Imprimeur **IMB, 7 rue Résistance 14400 Bayeux**
Directrice de publication
Caroline SECHAN
Commission paritaire
0406 P 11461
ISSN **1771-1037**
Diffusion
Court-circuit
5, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris,
01 43 55 69 59
contact@courcircuit-diffusion.com

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- « neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS

3 euros (+ 0,5 euros) par exemplaire, chèque à l'ordre de Spipasso, avec vos coordonnées à envoyer à :
OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

N°1 Pour une critique radicale de la télévision (épuisé)

N°2 La grève à réinventer

N°3 L'emprise technologique (épuisé)

N°4 Genre et sexualité

N°5 Au service du public

N°6 Homo publicitus (épuisé)

N°7 Guerres contre-révolutionnaires

N°8 Libérez les enfants ! (épuisé)

N°9 Culture de classe ou (in)culture de masse

N°10 L'impérialisme scientifique

OFFENSIVE N°11
trimestriel | 44 p. | 3 euros
• Dossier **On haît les champions**

OFFENSIVE N°12
trimestriel | 44 p. | 3 euros
• Dossier **Intégration entre mise au pas et apartheid social**

OFFENSIVE N°13
trimestriel | 52 p. | 5 euros
• Dossier **Révolutionnaire aujourd'hui**

OFFENSIVE N°14
trimestriel | 44 p. | 3 euros
• Dossier **L'horreur touristique**

OFFENSIVE N°15
trimestriel | 44 p. | 3 euros
• Dossier **Autonomie, démocratie directe**

OFFENSIVE N°16
trimestriel | 44 p. | 3 euros
• Dossier **Putain de sexisme !**

Sommaire

En bref ici 4-5
Analyses
Spectrographie de l'esclavage 6-9
L'informatique contre l'écologie 10-11
Dissolution de la CNIL 12

DOSSIER
Un commerce sans capitalisme
Un commerce équitable est-il possible ? 14-15
La mondialisation près de chez nous 16-18
Exploitation à tous les rayons 19
Le café équitable est bien soluble dans le capitalisme 20-21
Les chemins sinueux de l'alternative 22-23
Commerce et justice sociale ? 24-25
De la récup' individuelle à la coopérative 26-27
Les free stores 28
Le don, échange anti-économique 29
Les magasins du temps 30-31

Horizons
À propos de quelques eco-saboteurs 32-34
En bref ailleurs 35
Entretien
Quand la science construit le sexe 36-39
Contre-culture
Livres 40-41
Musique 42
Arts vivants-ciné 43

Dossier du prochain numéro autour de Mai 68

à paraître début mai 2008 en collaboration avec **Courant Alternatif**

Prochaine coordination, à Toulouse, le 26 avril, pour plus de renseignements contacter le groupe local.

Édito

Ces dernières années on a observé dans les luttes un glissement de revendications sur les salaires vers des revendications sur le pouvoir d'achat, un glissement au terme duquel l'attention se focalise non plus sur la question du travail et de son organisation mais sur celle de la capacité de consommation des salariés. En se limitant à réclamer plus d'argent sans parler du partage des fruits du travail, on élude la questions cruciale des rapports d'exploitation et de l'inégalité sociale. On crée l'illusion d'une communauté d'intérêt entre les patrons et les travailleur-euse-s, et on nie la lutte des classes. La notion de pouvoir d'achat mêle l'idée de subvenir à ses besoins à celle de pouvoir acheter tout et n'importe quoi. Le pouvoir d'achat est un hymne à la croissance, au primat de la quantité sur la qualité, qui pousse à une consommation effrénée, incite à accumuler le superflu (une foison de gadgets technologiques) au lieu de cultiver l'essentiel : le contact humain, la politique, l'imaginaire... Il faut rompre avec l'équation « plus d'argent = plus de bonheur » et voir qu'il y a une différence entre avoir les moyens d'acheter et avoir les moyens de vivre. C'est parce que nous sommes privé-e-s des moyens de satisfaire directement nos besoins par l'autoproduction qu'il nous faut de l'argent pour acheter des marchandises produites ailleurs dans des conditions qui nous échappent totalement. Une critique du développement urbain consumériste et des faux besoins générés notamment par le système publicitaire se révèle nécessaire également pour limiter le temps de la production aliénée, dont le joug pèse sur les travailleur-euse-s ici et ailleurs. Finalement, la question est de savoir pourquoi et pour qui nous produisons, de réfléchir à ce qui vaut la peine d'être produit et à la façon de le faire de façon égalitaire tout en assurant un cadre de vie sain pour tou-te-s. Sortons des logiques capitalistes et combattons ceux qui en profitent, relocalisons les activités essentielles tout en éliminant celles qui sont nuisibles. Luttons pour garantir à chacun-e au minimum un toit, de quoi se vêtir et se nourrir correctement, se soigner, mais aussi le temps de construire sa vie, de faire des rencontre et discuter, de faire de la politique (de la vraie).
Luttons pour vivre au lieu de nous tuer au travail !

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N°_____.
Abonnement (12 euros) ☐ Abonnement de soutien (25 euros) ☐
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (20 euros) ☐
Abonnement à vie (10 euros/trimestre) ☐
(voir document demande de virement permanent à droite)

nom, prénom _____
adresse _____
_____
mail _____ téléphone _____

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous
nom, prénom _____
adresse _____
_____

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille**
ou par internet : **http://atheles.org/revueoffensive**

Offensive a besoin de votre soutien sur le long terme, cela peut s'effectuer en opérant à une

DEMANDE DE VIREMENT PERMANENT
Document à renvoyer à votre banque en y joignant votre RIB.

Je vous prie de bien vouloir effectuer de mon compte bancaire vers le compte de Spipasso (éditeur de la revue Offensive), un virement trimestriel de 10 euros, le _____ de chaque trimestre, et ce à compter du _____/_____/_____,

au profit de Spipasso,

Etablisst	Guichet	n° Compte	Clé RIP
20041	00001	2884925U020	02

IBAN **FR60 2004 1000 0128 8492 5U02 002**
BIC **PSSTFRPPPAR**

domicilié à
La Banque Postale Centre De Paris
75900 Paris Cedex 15 France

Fait le _____, à _____

Signature

Renvoyez nous le bulletin d'abonnement avec vos coordonnées.

en bref ici

REFUSONS LA PRÉPARATION MILITAIRE DÈS L'ÉCOLE PRIMAIRE !

ARTS PLASTIQUES à l'école primaire : faire des dessins à envoyer à « près de 13 000 soldats français [qui] sont actuellement engagés dans les opérations extérieures pour la restauration ou le maintien de la paix » !! En effet, c'est par un courrier reçu en décembre dans nos écoles que nous avons eu la preuve de la collaboration entre les ministres Darcos (Éducation Nationale) et Morin (Défense).
Nous, syndiqué-es à la CNT éducation 34, dénonçons cette initiative et appelons à son boycott. Plus généralement, nous dénonçons l'ensemble des partenariats et des protocoles Armée/ Éducation nationale comme celui signé en 1982 par le gouvernement socialiste de l'époque (Hernu/Savary).(...)
De la mythique école de la IIIe République qui a élevé des générations dans la haine « du boche » et a grandement contribué à la boucherie de la guerre 14-18 jusqu'aux derniers partenariats école/armée/entreprise, la logique reste la même : refusons-la.
Pour les mêmes raisons, le clergé et la police doivent rester à leur place.
Militaires, hors de nos écoles ! Armée, hors de nos vies !
Extrait d'un tract de la CNT éducation 34

SORTIR DE L'ÉCONOMIE

Le bulletin critique de la machine-travail planétaire **Sortir de l'économie** a sorti son premier numéro « Le monde de l'économie tel qu'il n'est jamais allé », téléchargeable gratuitement sur le site **http://sortirdeleconomie.ouvaton.org** et disponible dans quelques librairies.
Prochain numéro au printemps 2008 : « Faut-il croire en une économie à visage humain ? »
Débats critiques sur la collectivisation, le communisme libertaire, la socialisation des richesses, le capitalisme vert, l'antiproductivisme, la décroissance soutenable, l'économie immatérielle, le distributisme, les Sels, les Amap et l'autogestion.
Bulletin Sortir de l'économie, 2 boulevard Victor-Hugo, 34000 Montpellier, redaction@sortirdeleconomie.ouvaton.org

OFFENSIVE, APPEL A SOUTIEN (SUITE)

L'appel à soutien pour qu'**Offensive** soit disponible chez les marchands de journaux se poursuit. L'ensemble de l'équipe d'Offensive remercie déjà les premiers souscripteurs. Nous espérons pouvoir mener à bien notre projet pour le numéro de septembre 2008. Reste quelques deniers à trouver pour atteindre la somme de 5 000 euros. Nous comptons toujours sur la solidarité des uns et des autres pour y arriver. Nous rappelons qu'Offensive fonctionne sans publicité ni subvention.

« NOUS NE SOMMES PAS DES BÊTES SAUVAGES, NI DES CHIENS »

À LA FIN DE L'ANNÉE 2007, un sans-papiers s'est évadé du centre de rétention de Vincennes. Depuis cet événement, les policiers sont particulièrement énervés et virulents envers les « retenus ». (...)
Suite à cette évasion, les policiers ont eu pour ordre de dénombrer, tous les soirs, les sans-papiers pour vérifier qu'aucun ne s'est enfui. Avant-hier, les retenus n'ont pas accepté de se faire comptabiliser comme du bétail et ont refusé de remonter dans leur chambre. Les policiers ont appelé les CRS en renfort qui ont passé une partie de la nuit à Vincennes. (...)
Ces incidents se situent dans un contexte plus général puisque c'est suite au transfert d'un sans-papiers de Roissy vers Vincennes que les informations sur les événements de Mesnil-Amelot ont circulé et qu'une grève de la faim a commencé il y a trois jours : sur approximativement 260 personnes retenues réparties dans les deux centres de Vincennes, la moitié serait en grève de la faim aujourd'hui.
Depuis trois nuits, les retenus se mobilisent pour dénoncer les conditions de rétention déplorables un simple filet d'eau chaude dans les douches, du chauffage parcellaire, mise en isolement sans motif, humiliations et violences policières gratuites, destination d'expulsion parfois arbitraire (un Algérien devait aujourd'hui être expulsé vers le Maroc, il ne serait pas sorti du centre de rétention suite aux mobilisations de ses collègues sans papiers), et encore non-respect de la dignité et des Droits de l'homme... (...)
Texte intégral disponible sur le site du Quotidien des sans-papiers : http://quotidiensanspapiers.free.fr

BARBICTATURE

LA CAMPAGNE CONTRE LES JOUETS SEXISTES 2007 s'est notamment concrétisée à Paris par une action contre l'exposition « La villa de Mlle B ». Arborant des Barbie pendues et brandissant des pancartes telles que « **Cité de l'architecture, c'est la Barbictature** » ou « **Les femmes architectes méritent mieux que de jouer à la poupée** », les membres du Comité de débarbisation ont interpellé les visiteur-e-s de la Cité de l'architecture. Leur tract dénonçait un événement qui « sous couvert de "fun attitude", est une ode au masochisme féminin, au plaisir d'être un objet. Cette expo, présentée dans une institution publique et adressée (aussi) aux enfants, propage le bon vieux discours misogyne remis au goût du XXIe siècle, avec des paillettes, des plumes et de la pop musique ».
Autre action, dans le magasin La Grande Récré, situé à Barbès : les jouets sont mélangés dans les rayons, de petits papiers glissés dans les emballages « **C'est aussi pour les filles/garçons !** ». Face aux videurs qui arrachent les tracts des mains des gens entrant dans le magasin, plusieurs personnes font demi-tour, et des discussions s'engagent.

CONTRE LA LRU ET LA RÉFORME DES BACS PRO

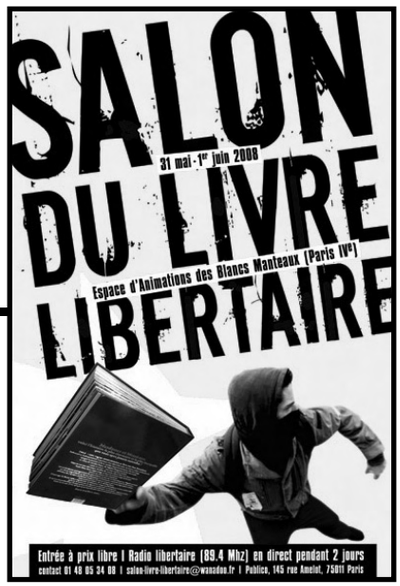
LA DÉFIANCE VIS À VIS DES MÉDIAS s'accentue de mouvement social en mouvement social. Nous pouvons citer l'exemple de la coordination nationale estudiantine de Rennes, qui a préféré parquer symboliquement les journaleux-euses dans un « espace presse » délimité par des barbelés dessinés sur le sol. Reste aux acteur-rice-s du mouvement à renforcer leurs moyens d'information autonomes pour combattre la médiatisation quasi inexistante.

L'UNEF A ÉTÉ CHAHUTÉE ET DÉBORDÉE par sa base et par les majorités étudiantes dans les réunions de coordination et sur pas mal d'universités. Le mouvement revendique l'abrogation de la loi et s'est toujours méfié de ce syndicat qui a participé à l'élaboration de la loi cet été et qui ne s'y est opposé que pour ne pas perdre la face quand le mouvement a pris de l'ampleur. Sa tentative d'arrêter le mouvement suite à la négociation de quelques aménagements et rallonges budgétaires a été vaine.

ENCORE UNE FOIS, LA RÉPRESSION FAIT RAGE. Fait nouveau depuis 1968 : la police entre dans les universités et l'État n'amnistie plus les personnes condamnées lors d'un mouvement lycéen ou étudiant. À signaler, par exemple que :
– des étudiant-e-s ont applaudi les interventions policières ;
– des personnels, en plus des vigiles et autres nervis, ont participé à des attaques de piquets de grève ;
– un lycéen nantais a été très grièvement blessé à l'oeil par un tir de flash-ball à bout portant;
– le directeur de l'IEP de Grenoble a tabassé un étudiant avec une poubelle ;
– deux étudiants connus car actifs à Perpignan sont criminalisés, suite à une plainte d'enseignant-e-s motivée par des menaces inscrites sur les murs de la fac, et ont fait deux jours de garde à vue ;
– dix personnes ont été arrêté-e-s à Caen au cours de la lutte et qu'il y a **un appel à la solidarité financière** (chèques de soutien à l'ordre du SIA, avec la mention « Soutien aux inculpés de fin 2007 » au dos) **à envoyer à SIA, BP 257 14013 Caen Cedex** ;
– Des émeutes contre la réforme des bacs pro ont eu lieu à Brest, par exemple, avec des affrontements de plusieurs heures.
– un camarade de l'université Paris 7 qui avait subtilisé un casque aux forces du désordre, tentant de débloquer cette fac, s'est fait menotter par des civils et ne doit sa liberté qu'à une réaction collective qui a permis de le récupérer, de l'extraire et de faire couper ses menottes par un travailleur solidaire (voir quelques vidéos de blocage sur http://paris7contrelalru.free.fr) ;

Sauvons l'université (SLU) et Sauvons la recherche (SLR)
Le corporatisme fonctionnant toujours, il a fallu attendre l'apparition du collectif SLU, le film (Le Grand Soir) et les appels de SLR pour voir des enseignant-e-s et des chercheus-e-s se mobiliser un peu plus, mais toujours sur des bases peu critiques du mandarinat et des activités de recherche scientifique.

Offensive sera présent au Salon du Livre Libertaire, organisé par la Fédération Anarchiste, les 31 mai et 1er juin à Paris. Ce sera l'occasion de rencontrer une partie de l'équipe du journal, mais aussi de nombreux autres éditeurs qui animeront ce salon.



LE SQUAT DU DALAS, à Montreuil (93), collectif d'une centaine de personnes, notamment de la CNT Bâtiment, a été expulsé le mi-décembre, avec une violence certaine de la part des vigiles. Neuf personnes sont passées en garde à vue, des suites judiciaires sont à craindre. Le projet comportait une partie habitation et un espace infokiosque.

Ne manquez pas **VOY'ELLES**, l'émission de radio faite par des femmes pour toutes et tous, tous les mercredis de 22 heures à 22h30, sur Canal Sud (**Toulouse**). Vous pouvez écouter toutes les émissions en ligne sur **www.canalsud.net**

SUITE AU MOUVEMENT LYCÉEN, un procès avait lieu pour l'occupation d'un annexe du Ministère de l'Éducation nationale. Les mineurs à l'époque des faits ont demandé la nullité qui a des chances d'aboutir. Le procès a été reporté à juin. Pour David (Sud éducation) et les quatre majeurs, le procès a abouti à des relaxes pour deux des accusés, mais à des peines d'amendes pour David et une lycéenne. Un lycéen a également été jugé en son absence. Il écope d'une peine de prison et d'une amende (15 000 euros).

LA GAVINE, LIEU NON MIXTE, FÉMINISTE, AUTOGÉRÉ, se revendiquant du MLF, aura 30 ans en septembre 2008. Ce lieu permet à des groupes de femmes de tous les horizons de se réunir, militer, fêter, résister... Le local a été mis en vente et le propriétaire met l'association en demeure de régler une grosse somme d'argent sous peine d'expulsion (augmentation de loyers et de charges locatives non signifiées auparavant). Le groupe de gestion appelle à la solidarité de toutes et tous pour continuer le projet dans un autre lieu.
AECEF/la Gavine, 2, rue Joutx-Aigues 31000 Toulouse

L'OPUS DEI, QUI AVAIT INTENTÉ un procès contre Jean-Jacques Reboux, directeur des éditions Après la Lune, et Catherine Fradier, auteure du roman « Camino 999 », pour diffamation, a été déboutée par la 17e chambre du tribunal correctionnel du TGI de Paris. Elle a été condamnée à verser à l'auteure et à l'éditeur du roman 2000 euros de dommages et intérêts. Par ailleurs, l'Opus Dei a été condamnée aux dépens et devra donc régler la totalité des frais de justice engagés par cette plainte. Mais elle n'a pas su tirer les leçons de cette aventure et a fait appel, à suivre **http://apreslalune.com**

AUTOUR DE MAI 68

A l'occasion du numéro spécial autour de Mai 68, l'OLS et l'OCL organiseront, en collaboration avec la librairie Quilombo, deux jours de discussion, les 17 et 18 mai 2008, au CICP (21ter rue Voltaire 75011 Paris). Le programme, sous réserve, sera guidé par le contenu de ce numéro.

SAMEDI 17 MAI de 11-22h
Les prémices (Luttes ouvrières, paysannes, étudiantes et lycéennes) / **Mai-Juin 68** (La question de l'autogestion, le mouvement du 22 mars, les comités d'action) / Projection vidéo

DIMANCHE 18 MAI de 10-18h
Les traces dans l'après mai (Mouvement étudiant 68/86, L'héritage de Mai 68, L'insubordination ouvrière) / **Les enjeux autour de Mai 68** (Les mythes, Mai 68 et ses vies ultérieures, Une mémoire tronquée)

Des projections de films en continu sont aussi prévues.

en bref

analyse DANS UNE SOCIÉTÉ OÙ L'ON EST PASSÉ DU DRESSAGE DES CORPS AU CONTRÔLE DES COMPORTEMENTS, MALGRÉ LA DÉSHUMANISATION DE CELLES ET CEUX QUE L'ON VEUT CONTRAINDRE, LES CULTURES, ET NOTAMMENT LES CULTURES POPULAIRES, PERMETTENT DE SUBVERTIR L'ORDRE DOMINANT.

Spectrographie de l'esclavage

zombis, sorciers et nègres marrons…

« Qui veut régner sur les hommes cherche à les rabaisser, à abolir par la ruse leur résistance et leurs droits jusqu'à les avoir impuissants devant lui comme des animaux. […] Son dernier but est toujours de les transformer en proie dévorée et vidée. » Elias Canetti, *Masse et Puissance*

DE LA PUISSANCE, nous ne saisissons le plus souvent que les jeux de surface : l'apparat, les rituels, les sacres qui la mettent en scène ; les monuments, les palais, les chroniques qui l'immortalisent. Cependant, il ne faudrait pas oublier qu'au principe de toute puissance, qu'elle soit humaine ou animale, il y a un acte de prédation. Même lorsqu'il emploie un langage d'amour, le puissant est toujours un prédateur – la séduction est la plus terrible des armes (celle du prêtre, de l'amante ou du vampire). Sous le doux euphémisme de l'« intégration », c'est toujours l'« assimilation » du corps étranger qui est visée. Ce n'est donc pas sans raison que Deleuze voit dans l'État un appareil de capture. Mais c'est avec l'esclavage, qu'il soit lié ou non à un État, que le métabolisme de la puissance se révèle à nu : saisir, absorber, digérer. Dans les lignes qui suivent, nous tenterons une analyse « spectrale » du système esclavagiste, une analyse des ombres qu'il projette dans l'imaginaire social. De cette « spectrographie » se dégagera une figure de résistance, celle du « nègre marron », celui qui déjoue les appareils de capture – passés, présents, futurs…

1. Frankétienne, **Les affres d'un défi**, Jean-Michel Place, 1999
2. Daniel Maximin, **L'isolé soleil**, Seuil, 2001, 284 p.

Bien qu'ils regorgent de morts-vivants, les films d'horreur américains n'évoquent jamais le lieu de naissance du « zombi » : la plantation esclavagiste. « Aux moindres velléités d'insubordination de la part d'un zombi, tailladez-lui la peau, écrabouillez-lui la chair, brisez-lui les os, écrasez-lui la tête, jusqu'à la plus complète pulvérisation. Ensuite, désaltérez-vous de son sang » (*Les Affres d'un défi*[1]) ; sous la forme d'une parabole, le poète haïtien Frankétienne nous dépeint ici la pédagogie de l'esclavage – une pédagogie de la cruauté. Si le pouvoir du maître s'apparente au dressage d'animaux sauvages, c'est parce qu'il se manifeste d'abord comme pouvoir de faire couler le sang (du latin *cruor*). Le zombi est le double spectral de l'esclave, l'ombre qui hante les lieux du crime : il naît de la dépersonnalisation, de l'animalisation, de la négation de l'être humain.

Le langage de base de l'esclavage est celui du fouet, de la flagellation. Lorsqu'on « taille un nègre » proprement, chaque coup doit creuser ou approfondir un sillon dans la chair de ce dernier. On procède habituellement en l'attachant à « quatre piquets » ou à une « échelle ». Mais on peut également choisir la méthode du « hamac » – la suspension par les quatre membres –, ou celle de la « brimballe » – la suspension par les mains. On aura le choix entre des lianes coupantes, des « rigoises » (nerfs de bœuf), des cordes de chanvre, et toutes les variétés imaginables et possibles de fibres végétales et organiques. Parmi les supplices prévus (bouche couturée, énucléation, tendons d'Achille coupés, etc.) en cas de fuite, de sabotage, de canne à sucre goûtée, de révolte ou encore d'empoisonnement, celui de la cage de fer n'est pas sans évoquer les raffinements d'un marquis de Sade : « Une cage de fer de sept à huit pieds carrés, à claire-voie, est exposée sur un échafaud. On y renferme le condamné placé à cheval sur une lame tranchante, les pieds portant dans les étriers. Bientôt le défaut de la nourriture, la privation du sommeil, la fatigue des jarrets toujours tendus font que le patient tombe sur la lame ; mais selon la gravité de la blessure et l'énergie du condamné, il peut se relever, pour retomber encore » (*L'Isolé soleil*[2], Daniel Maximin).

LE MARQUAGE DES CORPS

La cruauté joue un rôle essentiel dans tout processus de dressage. Nietzsche l'a décrite comme une terrible « mnémotechnique » : « On grave quelque chose au fer rouge pour le fixer dans la mémoire : seul ce qui ne cessera de faire mal est conservé par la mémoire ». C'est une constante, tout pouvoir

cherche à imprimer sa marque sur les corps qu'il assujettit. Certes, on pourrait objecter qu'aujourd'hui on n'éduque plus, on ne forme plus, on ne punit plus en ayant recours à la violence physique, et encore moins aux supplices. Mais cette douceur nouvelle dans le gouvernement des humains recèle des formes d'assujettissement d'autant plus efficaces qu'elles sont précisément indolores. Désormais, on va suivre, accompagner, soigner plutôt que punir ou imposer. En témoigne certains projets médico-politiques tels que le « dépistage », dès la petite enfance, des comportements déviants. Au dressage disciplinaire des corps succède ainsi le contrôle normalisateur des conduites. Dans notre « société de contrôle », la technologie de la « traçabilité » joue un rôle central : elle représente en effet la forme la plus sophistiquée du marquage des corps. Qu'il le veuille ou non, le « nomade urbain » du XXIe siècle circule dans un vaste champ électromagnétique (doublé par la « Toile » du Web), son corps est équipé d'un nombre croissant de traçeurs : RFID[3], GPS, cartes bancaires, téléphones mobiles, etc. Ces marqueurs virtuels non seulement identifient leurs usager-e-s mais peuvent rendre compte, en temps réel, de leur localisation et de l'historique de leurs déplacements. Parce que virtuel (immatériel et dynamique), ce marquage cybernétique a une extension universelle : il s'applique autant aux marchandises qui transitent par les chaînes logistiques, qu'aux animaux sauvages (balises Argos) qui sillonnent les réserves naturelles, qu'aux humains (passe Navigo) qui empruntent les réseaux de transports urbains. Le film d'anticipation *Bienvenue à Gattaca* explore les conséquences sociales et politiques de la biométrisation[4] en cours des identités (l'apparition d'une nouvelle forme d'eugénisme) et en tire le constat suivant : « Nous avons fait de la discrimination une science ». Les discriminations et contrôles sociaux à venir[5] reposeront en effet, de plus en plus, sur des technologies furtives

Bien qu'ils regorgent de morts-vivants, les films d'horreur américains n'évoquent jamais le lieu de naissance du « zombi » : la plantation esclavagiste.

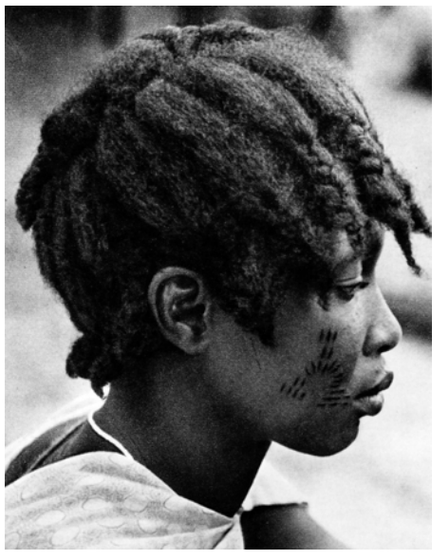
(détecteurs, scanners, drones, réseaux de caméras, etc.) activant, à notre insu, des marquages individuels et des démarcations spatiales imperceptibles.

Mais revenons à la fabrication de l'esclave, à la façon dont le pouvoir esclavagiste marque les corps pour les soumettre. La marque de l'esclave, c'est d'abord le stigmate (du grec *stigma*), ces marques corporelles qui, chez les Grecs, exhibaient l'infamie, la déchéance, l'impureté de celui qui les portait (esclave, traître, criminel). Le stigmate établit une distance infranchissable entre le maître et son esclave – celle qui sépare l'homme du bétail qu'il marque. C'est en gravant au fer rouge ses initiales sur l'épaule du nègre que le maître en prend rituellement « possession », en devient officiellement le propriétaire : la peau est un parchemin. Dans la plantation, la fonction première de la cruauté est d'imprimer dans les corps et d'exhiber en permanence la loi de l'inégalité, la loi de la domination du maître sur l'esclave. Selon son intensité et les circonstances de son application, la cruauté « dominicale » (du *dominus*, du maître) oscille entre violence « orthopédique » et violence « exceptionnelle ». Violence orthopédique quand, par l'usage correctif et systématique du fouet, la cruauté maintient l'individu dans le rang (social et spatial), dans l'enchaînement des opérations, dans le rythme de production. Violence exceptionnelle quand, par l'excès des supplices, elle réactive le pouvoir du maître un instant blessé par ■■■

3. Radio Frequency Identification : technologie qui permet à de minuscules puces électroniques implantées sur des objets de transmettre, par ondes radio, des informations à des capteurs à distance.
4. La réduction des identités personnelles à des marques biométriques. Biométrie : technique d'identification et d'authentification des personnes à partir du « Bios », des éléments du corps considérés comme inchangeable : iris, rétine, voix, empreintes digitales, ADN, etc.
5. A la pointe de cette évolution, l'intrusion croissante des entreprises dans la vie privée de leurs employés ou de leurs clients.

« Possession »
(expérience historique de l'esclavage et imaginaire du zombi)

Au-delà des corps, ce sont les âmes que la machine d'esclavage mutile. De l'âme du nègre, le maître tente de retrancher l'esprit, la mémoire, la personnalité ; ce que les Haïtiens appellent le « ti bon ange » (principe de l'individualité dans la religion vodou). Il s'agit de décerveler le nègre pour mieux le réduire à la bête de somme. C'est ce qu'exprime clairement, en 1831, un homme politique américain devant la Chambre des représentants de Virginie : « Si nous pouvions supprimer leur capacité de voir la lumière, notre tâche serait terminée, ils seraient alors au même niveau que les bêtes des champs, et nous serions en sécurité » (« Histoire populaire des États-Unis », Howard Zinn). De part et d'autre de l'Atlantique, des côtes d'Angola à celles d'Haïti, le zombi incarne l'esclave idéal : un vivant privé de conscience, un « mort-vivant » qui n'offre plus aucune résistance à la volonté du maître. Laënnec Hurbon nous apprend en effet que chez « les Douala [Cameroun], on parle encore de faux morts vendus qui travaillent nuit et jour pour leurs propriétaires dans les régions montagneuses. La description de ces faux-morts esclaves recoupe parfaitement celle des zombis d'Haïti. Un individu est séparé de son ombre ou de son double, il tombe malade et prend l'apparence d'un cadavre ; il est enterré ; un sorcier vient le réveiller pour le mettre au travail comme esclave sur des plantations » (« Le Barbare imaginaire »). À travers les récits de « zombification », c'est bien sûr le souvenir de la traite des nègres qui perdure. Dans l'imaginaire social des sociétés africaines et créoles, la sorcellerie se présente comme une capture et une dévoration de l'âme, de sorte que l'ordre esclavagiste se confond avec l'ordre même de la sorcellerie. Le zombi, c'est l'être ensorcelé : il est donc indissociable de la figure inverse du sorcier. Le fait d'être « ensorcelé » traduit sur le plan symbolique une situation concrète d'aliénation : être esclave, c'est être « possédé » par une puissance étrangère, c'est être dépossédé de soi au profit d'un maître dont on devient la propriété. Ce qu'on a de plus propre, notre corps, notre vie même constitue désormais le bien d'autrui. Si les films de George Romero ont une portée politique et sociale (« La Nuit des morts-vivants », « Zombie », etc.), c'est justement parce que, derrière l'invasion des zombis, se profile toujours la révolte des esclaves, des exploité-e-s, des dominé-e-s.



Africains de Guyane Scarifications chez les marrons Boni Photo de Jean Hurault

l'esclave « criminel ». Le supplice, qui constitue une pratique pénale exceptionnelle en Europe (relevant de la justice royale ou inquisitoriale), devient en terre d'esclavage une pratique ordinaire. Plus il y a d'esclaves dans une plantation ou dans une région et plus la minorité des maîtres recourt à la terreur pour maintenir sa domination.

CHASSE À L'HOMME

Alors que les zombis apparaissent comme des sous-hommes se déplaçant en troupeaux, des créatures errant entre vie et mort, des ombres sans souvenirs ni espoirs, le vampire représente à l'inverse le surhomme, le prédateur solitaire et extralucide, le maître par excellence, celui qui se nourrit du sang de ceux qu'il traque. Le vampire est un aristocrate qui, comme tous les membres de sa caste, s'adonne au rituel sacré de la chasse. Dans l'Occident médiéval (et même longtemps après), c'est au cours de la chasse que se rejoue et se réactive la souveraineté du seigneur sur la nature et sur ses sujets. Pour les nobles, l'affût et le pistage du gros gibier représente une école de bravoure et de formation du caractère. Mais au gibier animal l'aristocratie surnaturelle des vampires préfère le gibier humain. Ce que le vampire chasse, c'est l'homme. Et c'est en cela que l'esclavagiste lui est apparenté. *Les Chasses du comte Zaroff*, un film de 1932 qui se déroule sur une île de la Caraïbe, nous parle, sans le vouloir, de cette vieille pratique de la chasse à l'homme : un aristocrate décadent épris de chasse provoque des naufrages afin de s'approvisionner en nouvelles proies humaines, futurs ornements de sa salle des trophées.

Les nègres marrons n'ont cessé de « faire fuir » la société esclavagiste, entraînant dans leur sillage toujours plus d'esclaves indociles et révoltés.

Dans les sociétés esclavagistes des Amériques et de l'Océan Indien, la chasse à l'homme constitue une institution à part entière. Régulièrement, des avis de recherche sont placardés et des battues organisées pour traquer les esclaves évadé-e-s, celles et ceux que l'on dénomme les « nègres marrons ». L'esclave fugitif et le molosse forment un couple indissociable, autant dans l'imaginaire que dans la réalité de l'esclavage. Les Espagnols de Cuba, éleveurs expérimentés, fournissent toute la Caraïbe en puissants limiers. Le molosse, c'est l'instrument privilégié de l'appareil de capture esclavagiste : il retrace, il poursuit, il saisit le fugitif. La réussite de l'échappée du marron, son intégrité physique, sa survie même dépend de sa capacité à disparaître, à devenir non seulement invisible mais imperceptible. Dans *L'Esclave vieil homme et le Molosse*, Patrick Chamoiseau peint le marron en maître du camouflage : « Mon soin, durant ma course, fut de déjouer son flair. (...) Je m'enduisais de fourmis-santi qui peuplaient les lianes douces, et des grosses termitières vivant de racines mortes. J'utilisais les feuilles du vétiver, des nids de manicou, des boues chaudes qui sentaient le mystère. (...) J'espérai me dissoudre dans cette âme végétale ». Une fugue inaugure toujours un cycle de métamorphoses. Pour conquérir sa liberté, l'esclave doit épouser la course féline du jaguar, la reptation fluide du serpent, la disparition mimétique du caméléon. C'est en modifiant sa forme, son apparaître, en devenant lui-même simulacre, en produisant des leurres, que le marron parvient à déjouer l'appareil de capture. Échapper à ses ennemis, c'est produire sa propre disparition : s'embusquer, brouiller les pistes, faire le mort, disparaître pour aussitôt ressurgir. « Les Espagnols appliquaient primitivement le terme *marron* aux animaux qui, de domestiques, devenaient sauvages (...), et c'est pour cela qu'ils l'ont étendu jusqu'à leurs nègres. Puisque l'on dit cochon marron, pourquoi ne pas dire nègre marron », explique Victor Schoelcher. Retour d'un animal domestique (l'esclave) à la vie sauvage, le marronnage est un processus de « dé-domestication », une sorte d'indocilité créatrice. La fuite de l'esclave présuppose la réappropriation de son corps, son « dé-chaînement », son « ensauvagement ». Et cette libération du corps n'est rien d'autre que l'affirmation d'un esprit, que sa réinvention par-delà la servitude. Des formes culturelles telles que la *soul music* ou le *negro spiritual*, dans leur dénomination même, laisse clairement transparaître la revendication d'une spiritualité « noire ». Le marronnage, c'est la conjuration du zombi.

RYTHMES DE RÉSISTANCE

Lorsque les migrants européens s'embarquent pour les Amériques, ils emportent avec eux leurs habits, leurs outils, leurs bibles, leurs icônes, leurs religions, leurs langues. Durant la traversée de l'Atlantique, Anglais, Allemands et Français ont la possibilité de parler et de vivre avec leurs compatriotes. Dans les premières grandes villes américaines, ils reconstituent leurs communautés d'origine : quartiers italiens, grecs, irlandais, etc. Inversement, les esclaves africain-e-s partent pour le « Nouveau Monde » séparé-e-s des leurs (de celles et ceux qui parlent leur langue) et dépouillé-e-s de tout, y compris de leur humanité : la traversée de l'Atlantique commence en effet par une mise à nu et un marquage au fer. Les captifs-tives ne sont plus « personne », ils n'ont plus de nom, seulement une cicatrice ; celle qu'a laissée sur leur peau le rougeoiement incandescent des initiales du navire. Les nègres sont des « migrants nus » : des hommes, des femmes, des enfants dénudé-e-s et réduit-e-s à la "vie nue" – à la vie strictement biologique – du ventre du bateau négrier. La traite des nègres est une migration sans retour, hors de l'Afrique et hors de l'humanité, une déportation. Le négrier ne transporte pas des personnes, il aligne, enchaîne, juxtapose des corps, qu'il laisse macérer dans leurs propres effluves. Ceux qui ne résistent pas à la faim, ceux qui ne résistent pas à la folie, ceux qui ne résistent pas aux maladies sont, au fur à mesure de la traversée, reversés à la mer. L'Européen débarque en Amérique comme un pionnier, le nègre lui y échoue comme un rescapé.

Aux yeux de l'Occident, la nudité des peuples africains, océaniens ou amérindiens constitue le premier indice de leur sauvagerie : « Voyez, ils vivent encore à l'état de nature ! ». Mais comment des corps tatoués, scarifiés, incisés, peints, huilés, perforés, parés de plumes, pourraient-ils être nus ? Dans les sociétés dites « primitives », le marquage est d'abord un acte de stylisation de soi qui, à travers un « langage corporel » collectif (de la scarification à la sculpture, on retrouve les mêmes codes esthétiques), manifeste des appartenances culturelles. Pour les « sauvages », un corps ne devient humain qu'à partir du moment où il est modifié par l'homme : un corps qui n'est pas sculpté est un corps vide de sens, sans identité et sans statut. De ce point de vue, c'est le chrétien qui paraît « nu » : sous ses vêtements pudiques, sa chair a la nudité d'une page blanche. « Et vous ne vous ferez point d'incisions dans votre chair pour un mort, et vous ne ferez pas de tatouages », commande la Bible[5].

« Congo ayant les dents pointues et des marques du pays formant une croix sur chaque sein » ; les colons appellent « marques du pays » ces motifs indélébiles que présentent les corps des Africain-e-s à leur arrivée dans les Caraïbes. Ces scarifications sont les seules traces visibles que les « Bossales » (esclaves né-e-s en Afrique) conservent de leur terre natale. Le corps est surface d'écriture : la culture laboure les corps pour mieux s'y incorporer. Un corps scarifié constitue d'emblée un « corps-mémoire » : une surface où se déploie l'écriture d'un peuple (kongo, haoussa, yoruba, etc.), le récit singulier d'une vie (la première chasse, l'entrée dans la caste des forgerons, etc.), la généalogie d'un clan. Les scarifications représentent donc le premier obstacle à la mise à nu, à la dépossession de l'esclavage. Dans les sillons, les crevasses, le relief accidenté de sa chair, l'esclave africain trouvera toujours l'assurance de son humanité : d'où il vient (le territoire de ses ancêtres) et qui il est (son histoire). L'esclave n'est humble que parce qu'il se sent humilié. De l'aube au crépuscule résonne dans la plantation le mot « nègre », un mot qui dénigre (du latin *denigrare*, « noircir »), souille, rabaisse tous ceux qu'il touche. Se souvenir que l'on se nomme Kounta Kinté (personnage de la série *Racines*, d'après Alex Haley), c'est déjà résister au « dénigrement » : au raturage du nom et de la mémoire. L'estime de soi est le premier moment de la résistance.

Les techniques corporelles, en particulier les arts rythmiques (danse, musique, etc.), participent également au modelage du corps. À l'écriture à vif des cicatrices rituelles se juxtapose ainsi un marquage plus intime, opérant à la jonction de l'esprit et de la chair : le marquage rythmique des corps africains. « In-corporer » la loi de la communauté africaine, c'est incorporer ses rythmes car de la synchronie des rythmes individuels naît l'harmonie collective. Que ce soit dans le registre de la danse ou de la musique, le langage rythmique signale toujours l'appartenance à une culture : ashanti, fon, loango, selon le style de l'exécution. Face à l'amnésie que les maîtres tentent de leur imposer (afin qu'ils intériorisent leur condition), les esclaves mobiliseront donc toutes les ressources de leurs mémoires fragmentées, de leurs bris de traditions, de leurs « traces » d'Afrique. Et le corps sera le premier support de cette riposte culturelle, de cette contre-culture « afro-américaine ». À la zombification de l'esclavage, les Africain-e-s déporté-e-s et leurs descendant-e-s contre-attaqueront par la « ré-animation » spirituelle du rythme. Des macumbas brésiliennes au phrasé rageur du free jazz, de l'art de l'esquive de la capoeira aux déraillements du blues, l'esprit des dissidences noires s'est toujours incarné dans des dissonances rythmiques.

« Un nègre pendu vivant par les côtes »
Gravure de William Blake (1790)

FUGUE CRÉATRICE

Des Caraïbes à la Louisiane, en passant par le Pérou, les "nègres marrons" incarnent le refus de la servitude, une soif absolue de liberté. Le prix de cette liberté : de terribles représailles pour les fugitifs-tives capturé-e-s et, pour les autres, une existence périlleuse dans un environnement inhospitalier. Fuir demande beaucoup de courage et un grand art, l'art de la fugue. Par leur fugue sous le couvert des forêts, les nègres marrons n'ont cessé de « faire fuir » la société esclavagiste, entraînant dans leur sillage toujours plus d'esclaves indociles et révolté-e-s. Dans maintes régions des Amériques, ils ont pu recréer des sociétés, réinventer des cultures qui aujourd'hui encore sont bien vivantes : celles des Bushinengués de Guyane et du Surinam, des Maroons de Jamaïque, des Garifunas d'Amérique centrale, des Quilombolas du Brésil ou encore des Palenqueros de Colombie. Mais le marronnage commence déjà dans les échappées nocturnes des esclaves, quand, profitant de l'ombre, ceux-ci s'esquivent des plantations pour, au rythme des tambours, communier dans les danses, les joutes orales des contes, les cultes mystiques et les serments secrets. C'est ainsi que sont nées les cultures créoles des Amériques, des cultures, qui en créant des espaces de liberté au sein même de l'ordre esclavagiste, n'ont cessé de subvertir ce dernier.

Du chuchotement peut naître un monde, un refuge, une utopie. C'est toujours en chuchotant que nous fomentons nos projets d'évasion. Chuchoter, c'est adresser une parole à un acolyte de telle manière qu'elle ne puisse être interceptée : une parole furtive qui scelle le secret d'une communauté à venir. Paroles buissonnières, les chuchotis chiffrent, travestissent, font bruisser la langue. La fugue[6] naît toujours d'une variation créatrice…

Dénètem Touam Bona, le 30 décembre 2007

5. Lévitique 19,28

6. « La fugue (du latin fuga, « fuite ») est une forme de composition musicale dont le thème, ou sujet, passant successivement dans toutes les voix, et diverses tonalités, semble sans cesse fuir », Encyclopédie Universalis

analyse

DIFFICILE D'IGNORER LES EFFETS DE NOTRE CONSOMMATION INDIVIDUELLE SUR L'ENVIRONNEMENT. MAIS QU'EN EST-IL DES ORGANISATIONS DE TRAVAIL DONT L'EFFICACITÉ REND CETTE CONSOMMATION POSSIBLE ? COMMENT POUVONS-NOUS COMPRENDRE LE RÔLE DE L'INFORMATISATION DU TRAVAIL DANS LA DESTRUCTION À DISTANCE DES RESSOURCES NATURELLES ?

L'informatique contre l'écologie

L'ARGENT PERMET D'ACHETER des ressources biologiques ou minières situées en dehors de notre territoire : de la nourriture pour le bétail, du coltan pour les puces des téléphones portables, de l'uranium pour les centrales nucléaires, de la main-d'oeuvre bon marché pour démanteler le matériel informatique obsolète. Le dépassement des limites des écosystèmes du territoire français s'était vraissemblablement déjà produit dès le début des « Trente Glorieuses »[1], c'est-à-dire précisément à l'époque où le concept de « développement » a émergé. Cela n'a pas empêché, depuis les années 60 jusqu'à aujourd'hui, une croissance régulière de la consommation des ménages (deux tiers du PIB), du volume des marchandises transportées par la route (triplement entre 1973 et 1998[2]), de la consommation d'électricité (+ 7,2 % par an depuis quarante ans[3]), de la consommation d'intrants chimiques dans l'agriculture (issus d'énergies fossiles), etc. Chacun de ces postes de consommation est assez bien corrélé avec la croissance économique (croissance du PIB), et avec l'idée d'un « développement » passant forcément par l'augmentation quantitative des marchandises produites, distribuées et vendues.

DÉVELOPPEMENT DES NUISANCES

Ce développement est aussi lié à la croissance des déchets (multipliés par deux entre 1960 et 2004), conséquence de la croissance de la consommation des ménages, entraînant elle-même la croissance des transports essentiellement routiers, entraînant alors la croissance des émissions de CO_2. Et l'augmentation des intrants chimiques entraîne l'épuisement des sols agricoles, demandant en retour encore plus d'intrants, ce qui, en dégradant la valeur nutritive des aliments[4] entraîne l'affaiblissement des systèmes immunitaires des personnes, et donc l'augmentation régulière des dépenses de santé. Plus globalement, l'ensemble de toutes les pollutions environnementales (métaux lourds, radioactivité, ondes électromagnétiques, etc.) se combinent entre elles et entraînent l'apparition de maladies diverses, alors même que les pollutions unitaires se situent en dessous des seuils légaux fixés par les autorités[5].

Sur le plan des progrès techniques accomplis, on observe que l'amélioration des moteurs, de leur consommation et de leur émissions polluantes n'a pas diminué les nuisances environnementales (émission de CO_2, etc.), car les baisses d'impact par voiture produite se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication des voitures vendues. L'informatisation de la gestion logistique à partir des années 1980 n'a pas diminué le nombre total de tonnes transportés par kilomètres. L'augmentation de la productivité par travailleur-se agricole n'a pas amélioré la qualité nutritive des aliments… Tout se passe comme si les gains d'efficacité locaux réalisés ne servaient qu'à permettre la croissance globale de la consommation de marchandises et des dégradations environnementales liées à leur production, leur distribution et leur élimination.

Cette croissance prodigieuse des nuisances impressionne, non pas seulement dans ses aspects quantitatifs, mais aussi dans les complications toujours plus nombreuses de ses tenants et aboutissants. Intuitivement, on comprend que seule une organisation humaine à la fois puissante et raffinée peut être à l'origine de tels phénomènes. Pour expliquer l'étendue du désastre écologique, l'emploi des énergies fossiles ne suffit pas. Il a fallu en effet assurer un raffinement sans précédent des activités de production en réussissant, non pas à produire dans le vide, mais à contrôler un environnement instable de consommateurs-trices de plus en plus repu-e-s et gavé-e-s. À cet égard, il est intéressant de se pencher sur le rôle de l'informatisation progressive de toutes les activités économiques depuis quarante ans.

PAS DE CADENCES MODERNES SANS INFORMATIQUE

Avant la fin des années 70, l'informatique joue un rôle très mineur dans le processus décrit plus haut. Seuls les fonds militaires, particulièrement aux États-Unis, alimentent les progrès réalisés dans les performance des ordinateurs[6]. Dans les rares grosses entreprises disposant d'ordinateurs, les machines sont surdimensionnées par rapport à leur utilisation, et jouent surtout dans l'image de modernité que veulent se donner les entreprises. La situation change à partir de la fin des années 1970, à une époque qui correspond aussi à une reconfiguration générale des entreprises face aux consommateurs-trices en bout de chaîne. Dans la période précédente, les dites « Trente Glorieuses », les ventes étaient assurées par la distribution d'un petit nombre de gammes de marchandises, produites en masse. La concurrence entre entreprises y était modérée. Mais peu à peu, les marchés sont saturés, les débouchés ne sont plus assurés, les succès de vente sont davantage éphémères. Certes, les techniques marketing exis-

1. Voir www.ecologie.gouv.fr/article.php3?id_article=6324

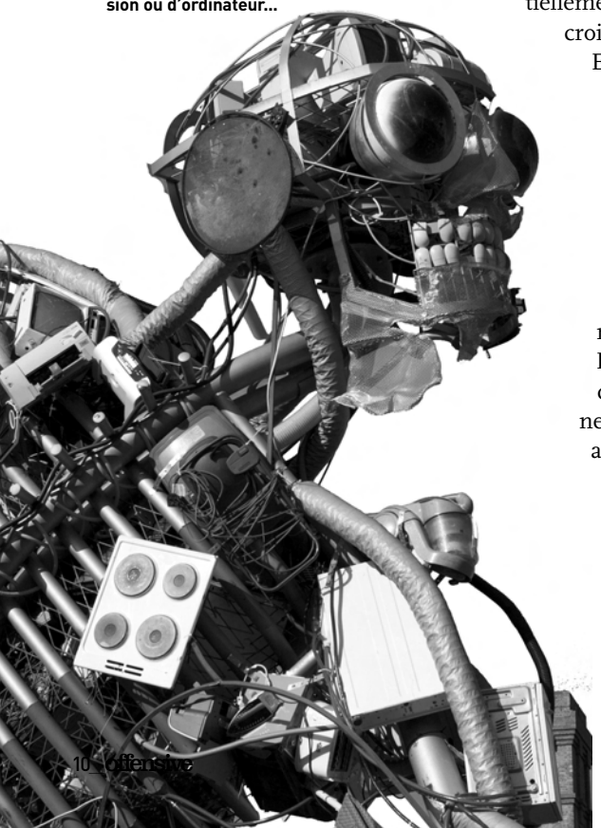
2. « Politiques de transport européennes », Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe, (1998).

3. Insee Première, (2002).

4. Voir les articles de l'association Le Sens de l'humus, basée à Montreuil, senshumus.wordpress.com

5. … car la toxicologie n'étudie pas les effets « cocktail » ! « Tout agent toxique suscite contre lui des mécanismes défensifs. Jusqu'à un certain "seuil lésionnel", ces mécanismes suffisent à neutraliser le toxique. Toutefois, si un autre toxique accapare une partie de ces défenses, le "seuil lésionnel" sera abaissé pour chacun d'eux, et des lésions apparaîtront pour des quantités de toxiques inférieurs à leur "seuil lésionnel" ». Michel Bounan, **Le Temps du Sida**, Allia, 2004, p. 40.

CI-DESSOUS
WEE Man, pour « Waste Electrical and Electronical Equipement » est constitué d'objets allant de la machine à laver jusqu'à la souris, l'écran de télévision ou d'ordinateur…



tent déjà. Notons d'ailleurs que celles-ci ont été mises au point dans un contexte similaire de crise des débouchés, au sortir de la crise de 1929[7]. Mais ces techniques nécessitent alors d'être mises en oeuvre avec autrement plus d'efficacité. Quand telle industrie consiste à produire en masse le même produit toute l'année, logistique, distribution, stocks et vente se gèrent sur « un coin de table », et dans des dossiers rangés dans des armoires. Mais quand la même entreprise diffuse des produits en flux tendu, les mains qui rangent et sortent les dossiers des armoires ne suivent plus la cadence.

Sans informatique, il serait aujourd'hui impossible pour les entreprises de satisfaire la demande de ces fameux consommateurs, celles et ceux dont l'empreinte écologique est précisément trois, quatre, voire cinq fois (pour les États-Unis) celle permise par les écosystèmes locaux. En effet, les principales caractéristiques de ces consommateurs-trices, tant recherché-e-s par toutes les entreprises, sont premièrement d'être très exigeant-e-s, deuxièmement de se lasser très facilement des dernières nouveautés. Et toutes les entreprises répondent à cette contrainte de la même façon : en renouvelant sans cesse les gammes de leurs produits, toujours plus nombreuses et ajustées à des segments de marché toujours plus fins. Cela nécessite de coordonner rapidement toutes les fonctions de l'entreprise (à l'intérieur d'une même entreprise), dans une logique d'intégration des filières (entre plusieurs entreprises). L'aval (la distribution et la vente au consommateur final) doit contrôler l'amont du processus productif[8]. Notons que cette intégration n'a pas seulement nécessité d'informatiser la gestion des entreprises, mais aussi d'informatiser les places financières. Cette mobilité plus importante des capitaux a permis, au cours des années 1980, une restructuration des groupes industriels permettant un contrôle plus grand et plus souple entre entreprises, lesquelles deviennent plus petites, et clientes ou fournisseurs au sein d'un même groupe[9].

Réussir ces immenses transformations sans informatique… ce n'est même pas la peine d'y penser. Mais sans informatique, nous pouvons dire aussi que, en 2007, nous nous col-

Réussir ces immenses transformations sans informatique… ce n'est même pas la peine d'y penser.

tinerions les contraintes des années 1960, où par exemple la moitié de l'électricité consommée était hydraulique (donc renouvelable, au lieu des 13 % actuels), et où les flux tendus informatisés n'invalidaient pas encore le transport ferré, synonyme de grosses quantités à transporter à la fois, donc de stocks plus importants, et donc de perte d'argent. Les problèmes seraient très difficiles à résoudre, mais moins difficiles qu'aujourd'hui.

Il est aussi exact que les problématiques écologiques actuelles étaient déjà posées dans les années 1970. La gestion informatisée alors émergente a également fait l'objet de nombreuses disputes publiques[10]. Mais il faut croire que bien des aspects historiques de notre société industrielle sont laissés dans l'ombre, notamment dans l'enseignement. Et que l'on comprend fort mal les logiques marchandes et industrielles auxquelles nous prenons une part active quotidiennement, au travail, en voiture ou au supermarché. Aujourd'hui, vingt-cinq ans après, en France, l'ensemble des informaticien-ne-s et des consultant-e-s en organisation dépasse le nombre d'agriculteurs-trices. Le milliard d'ordinateurs a été dépassé dans le monde. Et ce n'est pas fini.

R&D, Relocaliser & Désinformatiser

6. Voir Philippe Breton, **Une histoire de l'informatique**, Seuil,(1987], p. 194.

7. Voir Franck Cochoy, **Une histoire du marketing**, La Découverte, 1999, p. 128 et suivantes.

8. Voir notamment Hervé Mathe, Daniel Tixier, **La Logistique**, Que sais-je, PUF, 2005 [1re édition 1987], p. 74 et suivantes. Voir aussi Deun, « Être responsable, défaire l'emprise informatique sur le travail », www.decroissance.info .

9. Béatrice Appay, **La Dictature du succès**, L'Harmattan, 2005, p. 113 et suivantes.

10. Voir la thèse de Pascal Robert, « L'Impensé informatique (Au miroir du quotidien Le Monde-1972/1980) », université Paris 1, 1994. www.enssib.fr/bibliotheque/documents/theses/robert/robert.html

CONTRE LE FICHAGE ADN

« Depuis 2003, la police relève systématiquement l'ADN de toutes les personnes en garde à vue. Au rythme de 20 000 par mois, c'est plus de 560 000 données qui sont enregistrées dans le Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques. » Ce fichier, initié en 1998 par le gouvernement socialiste contre les pédophiles, s'est élargi par étapes à la quasi-totalité des crimes et délits. Christian Estrosi, Députés-Ministres, parle même de l'élargir à toute la population car « les citoyens seraient mieux protégés si leurs données ADN étaient recueillies dès la naissance » !

Des personnes refusent de donner leur ADN. De 2003 à 2005, on n'en a compté au moins quatre cents. Les condamnations tombent comme le prévoit la Loi. Elles atteignent jusqu'à plusieurs mois de prison ferme et des centaines d'euros d'amende. Même les « présumés innocents » sont tenus de donner leur ADN !

Une compilation d'information, en soutien aux personnes condamnées, est sortie. Un livret de 36 pages a été édité accompagné d'un CD 12 titres. Partout, en France, des Collectif pour le Refus de Prélèvement ADN essayent de se monter.

Vous pouvez contacter : compile-adn@no-log.org

EN OCCUPANT LA COMMISSION NATIONALE INFORMATIQUE ET LIBERTÉ (CNIL), FIN DÉCEMBRE, L'OBJET ÉTAIT DE DÉNONCER UNE STRUCTURE CENSÉE PROTEGÉE DE L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE.

Dissolution de la CNIL

le temps des marchands de sable est passé

LE VENDREDI 14 DÉCEMBRE en milieu de matinée plusieurs dizaines de personnes ont occupé la CNIL et annoncé sa dissolution. Après une longue discussion avec les employé-e-s[1], les occupant-e-s ont été évacué-e-s par les gendarmes, et ont subi un contrôle d'identité – dans la cour même des bureaux de la Commission Nationale Informatique et... Liberté.
Venus de toute la France, ces occupant-e-s étaient le groupe Oblomoff, Pièces et Main d'œuvre, le Mouvement pour l'Abolition de la Carte d'Identité, Halte aux puces !, la Coordination contre le biométrie, Souriez, vous êtes filmés ! & co.

POURQUOI CETTE ACTION ?

La CNIL a été créée en 1978 lorsqu'il « devint clair que l'informatique donnait à l'État des moyens de contrôle sans commune mesure avec ceux du passé »[2]. Depuis elle a successivement avalisé, entre autres : la généralisation de la vidéosurveillance (1995), le pass Navigo (2004), la biométrie dans les cantines scolaires (2006), le dossier médical informatisé (2007)... Alors la CNIL, du pipeau ? C'est encore plus grave que ça ! De fait, elle réduit « la liberté au contrôle des flux informatiques ». « Impliquée dans la mise en place de la société numérique », elle l'a rendu « à la fois potentiellement menaçante et objectivement acceptable ».
Il convient de dissiper trois illusions qui entourent la CNIL :
– Elle serait indépendante : son président Alex Türk est sénateur UMP et rapporteur de la loi Informatique et liberté 2004 qui a considérablement affaibli les pouvoirs de la CNIL
– Elle permettrait de faire respecter nos droits : au rythme actuel, il faudrait 7 000 ans pour que les personnes figurant sur le fichier STIC aient accès à leur fiche et puissent la corriger ;
– Elle protègerait nos libertés : « le travail de la CNIL a consisté, d'une part, à donner une légitimité à des projets industriels manifestement hostiles aux libertés. Et d'autre part, à construire de toutes pièces une définition restrictive de la liberté à notre place ».

La CNIL permet de faire passer la pilule des nouvelles technologies, et de passer bien vite de la science-fiction ou « comment on vivait sans ça ? »

La CNIL permet de faire passer la pilule des nouvelles technologies, et de passer bien vite de la science-fiction au « comment on vivait sans ça ? ». Nous sommes entouré-e-s d'écrans, accompagné-e-s en permanence par nos portables, fliqué-e-s par nos pass Navigo et nos cartes bancaires, on glisse le doigt dans une borne biométrique pour aller au travail, sous l'œil de caméras de vidéosurveillance, un ipod vissé sur les oreilles... pour oublier tout ça ? Même les objets de consommation courante et les animaux domestiques (!) sont pucés par RFID. « Contrôle, surveillance et traçabilité sont désormais un mode de vie. » « Cette sécurité totale – et totalement fantasmée – contre le temps perdu et les événements fortement improbables, se paie d'une vulnérabilité inédite à l'égard de l'État et des entreprises. » La CNIL « considère a priori normal que nous soyons gérés comme des marchandises ».
Il parait que c'est le Progrès, de vivre des relations humaines par *chat* et SMS interposés... Le déferlement technologique croissant c'est aussi la catastrophe écologique qui est en train de se produire – pollutions, bouleversement climatique –, ce sont les risques pour la santé (pollutions toujours, ondes en tout genre qui se multiplient[3]).
Alors non, les occupant-e-s ne demandaient pas « plus de moyens pour la CNIL ». Et non, ils et elles ne réclamaient pas non plus des papiers d'identité non-électroniques. Mais plutôt le « bannissement de la biométrie et des puces RFID, l'abolition de la vidéo-surveillance sous toutes ses formes, le démantèlement des fichiers de police, et l'abolition de la carte d'identité ». Lors de la longue discussion qui eut lieu dans les locaux de la CNIL entre des occupant-e-s et des employé-e-s, ces revendications ont été mises en lumière, ainsi que leur incompréhension du côté de l'organisme de contrôle. Une employée de la CNIL a ainsi pu déclarer que cinq euros pour garantir l'anonymat (du pass Navigo), ce n'était pas cher. L'idée que l'on ne veuille pas cogérer ces différents systèmes mais simplement les refuser a pour le moins surpris.
Des occupant-e-s de l'OLS-Paris

1. Voir un compte-rendu dans le Canard Enchaîné du 19 décembre 2007.
2. Toutes citations extraites du tract distribué par les occupant-e-s, tract disponible sur demande à Oblomoff, c/o OLS, 21ter rue Voltaire 75011 Paris.
3. Voir par exemple les travaux de la CRIIREM, http://riimem.blogspirit.com

ABOLIR LA CARTE D'IDENTITÉ

« RIEN NE SERT de combattre ces nouveaux modes de contrôle – informatiques, biométriques, génétiques – si l'on n'en finit pas avec les registres et pièces d'identité imposés voici 500 ans par l'Etat, et qui en constituent le modèle et la matrice. [...] La carte d'identité est la négation pratique de la présomption d'innocence. Chacun est suspect. Il suffit de refuser un contrôle d'identité ou le fichage génétique pour devenir coupable. La carte d'identité généralise la présomption de culpabilité. Mettre ceux qui "n'ont rien à se reprocher" dans une prison à ciel ouvert pour les protéger des criminels est absurde. Mieux vaut des assassins en liberté qu'une population entière sous surveillance. »
Le Mouvement pour l'Abolition de la Carte d'Identité

UN COM-MERCE SANS CAPITALISME

Et si le commerce et l'échange étaient indissociables de la création de véritables espaces de résistance? Autant de niches d'expérimentation d'une société future –meilleure à l'évidence– que l'on retrouverait aux quatre coins du monde: des Cartoneros argentins inventant leur propre économie aux Diggers de San Francisco testant la gratuité, en passant par le trabendo des quartiers marseillais qui se joue de frontières cadenassées, sans oublier les utopistes anarchistes du XIXe siècle qui posèrent les prémices des coopératives ouvrières. Partout, on échange, on troque, on donne et on rend, on partage… bref, on résiste collectivement à une société capitaliste qui souhaite réduire le commerce à une simple accumulation de capitaux, avec comme seul médiateur l'argent.

Le rejet du commerce par l'extrême gauche, de manière générale, est empreint de cette confusion entre capitalisme et commerce. Il est vrai que dans un pays où six centrales d'achat traitent les échanges entre 60 millions de consommateurs et 400 000 agriculteurs-trices, il est difficile de penser le contraire! Et Wal-Mart, multinationale de distribution basée aux États-Unis, est désormais la plus grosse entreprise au monde, devant les firmes pétrolières.

On ne peut pas abandonner pour autant le commerce aux seuls trafiquants de profits. Comme aime à le rappeler Michel Besson, de l'association Minga, «il y a toujours eu des hommes et des femmes qui ont voulu échanger de manière respectueuse et sereine, tout simplement parce que c'est beaucoup plus agréable pour tout le monde de vivre sans se concurrencer, sans s'exploiter, s'arnaquer. L'équité dans les échanges fait partie de la culture de nombreuses sociétés à travers le monde». Et c'est pour ça qu'aujourd'hui, au-delà du concept marketing du commerce équitable, il existe à travers le monde un foisonnement d'alternatives commerciales. Toutes plus étonnantes les unes que les autres, chacune avec ses limites, puisque composant avec la société capitaliste, elles proposent une autre manière de vivre ensemble. Parfois, ces alternatives échappent aux États centralisés, soucieux que rien ne subsiste hors de leur sphère de contrôle, et qui honnissent donc ces échanges «au noir», «informels», clandestins –qui ne comptent même pas dans le PIB! Pourtant, et fort heureusement, ces expériences nous rappellent que le commerce, avant d'être un échange de marchandises, est aussi un échange humain, un mode de relation entre des personnes. Un échange d'où peut naître l'émancipation…

MICHEL BESSON EST COOPÉRATEUR DE LA SOCIÉTÉ COMMERCIALE ANDINES, PREMIÈRE STRUCTURE FRANÇAISE, EN 1989, À PARLER DE COMMERCE ÉQUITABLE.

UN **COMMERCE ÉQUITABLE** EST-IL POSSIBLE ?

LE COMMERCE EST DÉFINI globalement comme la vente, l'achat ou l'échange de produits et de services entre les humains. Il s'agit donc d'une activité économique complexe, qui a eu une très longue histoire. Elle a petit à petit évolué, pour certains marchés, vers une mondialisation qui, depuis une trentaine d'années, s'est considérablement accélérée via la rapidité des communications et la financiarisation de toute l'économie : le principal moteur de l'économie n'est plus les besoins humains mais la spéculation financière pour le seul profit immédiat des actionnaires et patrons des multinationales. Cela s'appelle la « globalisation ».

Le commerce, dont dépend notre vie quotidienne, tout comme le fonctionnement économique de nos sociétés, ne sont pas enseignés dans nos écoles dites « républicaines » (du primaire à l'universitaire, sauf dans les classes spécialisées !).

AGIR

Andines
6, rue Arnold-Géraux
93450 L'Île-Saint-Denis
www.andines.com
Andines est membre de Minga

Étonnant, sous des régimes politiques appelés « démocratiques », non ? Étonnante, « l'éducation laïque » !

Pourquoi ce silence, cause d'une énorme ignorance ? Serait-ce pour éviter que les citoyens comprennent comment ils sont dépossédés de tout pouvoir sur leur vie… ?

Comment pouvons-nous comprendre que l'ensemble du commerce est constitué de filières, elles-mêmes constituées d'entreprises partenaires, et donc de patrons et de travailleurs salariés (ces derniers ayant mené de nombreuses luttes) ?

Entre les producteurs des matières premières et les acheteurs des produits finis, lesdits « consommateurs », il y a les transformateurs, les transporteurs, les financeurs et autres prestataires de services, les commerçants de gros et de détail, etc. Suit le traitement des déchets… Quelle activité ont réellement les intermédiaires ? Pourquoi sont-ils si généralement ignorés et méprisés ? N'est-ce pas important de savoir comment tout cela fonctionne ?

D'où viennent les produits ? Par où passent-ils ? Quelles sont les activités et marges des intermédiaires ? Comment fonctionnent les services, les échanges intellectuels et culturels ? Avons-nous appris à faire la différence entre une marge, un profit, une plus-value ou un bénéfice ? Ne parlons pas de stock-options, de marchés à terme ou de marges arrière… Notre vie quotidienne de travailleurs, de producteurs de richesses, le droit du travail et les rapports de force entre capital et travail en dépendent pourtant totalement. Et dans ces échanges, notre principal partenaire n'est-il pas la nature ? Lui redonne-t-on ce qu'on lui emprunte ?

Autant de questions auxquelles bien des citoyens ne peuvent pas répondre. Autant d'ignorance qui nous pousse à laisser se développer un productivisme et un consumérisme qui ne servent qu'à multiplier les profits des personnes qui se sont approprié les moyens de production et de distribution, c'est-à-dire le commerce et les moyens de communication de toutes sortes !

LE PRIX DU POUVOIR D'ACHAT

Les citoyens que nous sommes tous revendiquent, non plus tellement la hausse de leur rémunération pour pouvoir vivre décemment, mais la « hausse de leur pouvoir d'achat », c'est-à-dire la baisse des prix des produits et services. Sans se rendre compte que cette revendication libérale engendre de plus en plus d'exploitation des femmes et des hommes qui, dans le monde, réalisent ces produits et services, dans des conditions de plus en plus précaires. On est ainsi poussé à encourager la baisse des revenus et des conditions de travail : le vendredi, on va manifester contre les licenciements et les délocalisations, et le samedi on court dans les grandes surfaces pour acheter des produits aux prix les plus bas…

C'est bien dans le commerce, le « marketing » et les médias que les personnes qui dirigent l'économie d'aujourd'hui font leurs profits, s'enrichissent et continuent à imposer à toute la société leur modèle de développement. Peu leur importe que leur économie ne réponde plus aux besoins prioritaires des populations, que la misère et la précarité se démultiplient partout dans le monde, que les uns s'empiffrent et s'amusent avec de plus en plus de gadgets inutiles (mais toujours nouvelles sources de profits) pendant que les autres, la grande majorité, n'ont pas accès à l'eau potable, que la nature elle-même est victime de ce type de développement, que la planète se réchauffe dangereusement…

Comment changer la société capitaliste, aujourd'hui ultralibérale, plus que jamais prédatrice, si nous ne savons pas comment elle fonctionne ? Cela semble devenu fort heureusement la première préoccupation de bien des organisations dans le monde, qui ont encore une activité d'éducation populaire.

Et comment changer cette société capitaliste, de plus en plus criminelle, si nous ne réfléchissons pas tout d'abord à nos besoins collectifs prioritaires et aux moyens de production et de répartition pour répondre à ces besoins ? Dans tous les domaines. Et, bien sûr, aux types d'organisations socio-économiques les plus démocratiques et les plus efficaces ?
Les réponses sont multiples, de l'opportunisme individualiste (« chacun pour soi ») au laisser-faire (« on n'y peut rien »), du réformisme (« petit à petit, par des réformes ») au discours « révolutionnaire » (« on verra ça le jour venu »).
Mais aujourd'hui, peut-on agir, et comment ? Ne nous a-t-on pas tant dépossédés de notre dignité, de notre énergie, que nous ne pensons plus pouvoir agir aujourd'hui même ? Les luttes revendicatives sont toujours aussi nombreuses, mais bien souvent isolées, et, bien entendu, très peu médiatisées. Il en est de même des autres formes de résistance, bien que multiples dans le monde.
Comment tout d'abord refuser d'obéir aux diktats productivistes et consuméristes ? Comment se battre sur le plan politique pour renforcer ces résistances ? Comment ensuite construire et fédérer des alternatives populaires dans tous les domaines ?

L'ÉQUITÉ ?

Au-delà de la question du pourquoi et comment produire dans l'intérêt de tous, il y a celle du « comment échanger autrement ? » La production des biens et services peut viser l'intérêt collectif sans que les modes de distribution soient équitables. Les manières de répartir les richesses créées sont donc importantes.
Fort heureusement, là aussi, depuis le début de l'histoire humaine jusqu'à aujourd'hui, il y a toujours eu des hommes et des femmes qui ont voulu échanger de manière respectueuse et sereine, tout simplement parce que c'est beaucoup plus agréable pour tout le monde de vivre sans se concurrencer, sans s'exploiter, s'arnaquer. L'équité dans les échanges fait même encore partie de la culture de nombreuses sociétés à travers le monde.
L'équité dans les échanges, dont traitait déjà Aristote (il y a vingt-trois siècles !) est l'un des piliers d'une autre économie. L'équité, c'est l'égalité dans les rapports sociaux, la non exploitation dans le travail et les échanges, le respect mutuel, une relation d'égal à égal.

COMMERCE ÉQUITABLE ?

Depuis quelques années, on parle de plus en plus de commerce équitable, *fair trade*, etc., concept qui signifiait au départ « l'équité dans le commerce », une relation « d'égal à égal dans les échanges », pour celles et ceux qui ont commencé à utiliser ce concept dans les années 1990[1]. Il s'agissait tout simplement de promouvoir l'égalité (et, entre autres, une juste rémunération) entre tous les travailleurs qui interviennent dans une filière commerciale, du producteur de la matière première jusqu'au client final, en passant par les transports, la transformation et les distributeurs. Et cela partout, y compris dans les échanges locaux, sans frontières ni discrimination. Pour un commerce équitable universel.
La « récupération » rapide de ce nouveau concept illustre bien comment la société ultralibérale d'aujourd'hui fonctionne. Il en a été de même du « développement durable » dont deux des volets (économique et social) sont la plupart du temps passés sous silence, y compris par les partis politiques de tous bords. Le concept de commerce équitable étant au départ pour le moins subversif, porteur de questions, de débats démocratiques sur le commerce et de changements dangereux sont intervenues d'importantes ONG. Ces organisations dites non gouvernementales sont en fait « paragouvernementales », puisque financées en grande partie par les ministères en place et par des institutions européennes. C'est le cas en France où une dizaine de millions d'euros ont été octroyés à quatre ONG françaises, ces trois dernières années, par le ministère des Affaires étrangères, dont la marque privée Max Havelaar, bien connue grâce au marketing financé par le gouvernement et la grande distribution. Cette marque privée se fait illégalement passer pour un « label », et donc pour « le seul commerce équitable » valable, version Chirac. Mais l'État ne daigne pas la sanctionner. Entre amis, pas de vagues, on est au-dessus des lois. Il en fut de même dans les autres pays européens, mais aussi en Amérique du Nord, au Japon, puis dans des pays dits « du Sud ».

A LIRE

Vers un commerce équitable
Minga, 2006
Cet ouvrage court fixe les enjeux essentiels qui entourent cette question.

Le vendredi, on va manifester contre les licenciements et les délocalisations, et le samedi on court dans les grandes surfaces pour acheter des produits aux prix les plus bas…

Que nous dit ce « commerce équitable » officiel (en France, loi du 2 août 2005) ? Il ne s'agit surtout pas de remettre en question la société libérale, mais simplement « d'aider » les « petits producteurs défavorisés du Sud » (de la planète), en poussant les « consommateurs du Nord » à acheter leurs produits dans cette nouvelle niche à profits. Un peu de télé, et le tour est joué !
Bienvenues aux multinationales (Nestlé, Philipp Moris, Starbucks, Accor, Jacques Vabre, etc.), qui ont toutes leur produit « équitable » et redore ainsi leur blason de prédatrices. Et merci aux grandes chaînes de distribution, qui vendent ces produits pour aider les pauvres… que par ailleurs elles affament ! Ce commerce équitable-là ne supporte aucun débat démocratique sur le commerce ou l'équité dans les échanges en général. Mais un commerce équitable peut en cacher un autre ! **M. B.**

1. En France, de nombreux mouvements, dont l'association Minga, défendent encore l'universalité du concept de commerce équitable. (www.minga.net)

INGALAÑ

« Nous devons nous engager sur un autre axe de développement, une autre manière de consommer, plus localisée et plus raisonnée en tenant compte des ressources naturelles à notre disposition. Le développement durable peut et doit se construire sur un modèle alternatif de consommation que celui que nous subissons aujourd'hui. » Ingalañ fait parti des associations qui posent la question du commerce équitable au Sud comme au Nord.
9, route du Vieux-Bourg, 56220 Rochefort-en-Terre, www.ingalan.org, info@ingalan.org

CHRISTIAN JACQUIAU, ÉCONOMISTE ET DIPLÔMÉ D'EXPERTISE COMPTABLE, EST L'UN DES SEULS AUTEURS À S'ÊTRE ATTAQUÉ À LA QUESTION DE LA GRANDE DISTRIBUTION. DANS CE TEXTE, IL EXPLIQUE LES ENJEUX QUI ENTOURENT CES COMMERCES.

LA MONDIALISATION PRES DE CHEZ NOUS

COMMENT LA GRANDE DISTRIBUTION TIRE LES FICELLES DU COMMERCE

LE COMMERCE EN GRANDS MAGASINS est né bien avant les Carrefour, Auchan et autres Intermarché. Ainsi, le très chic magasin parisien à l'enseigne Au Bon Marché passe de quatre rayons et douze salariés, en 1852, à près de 1 800 employés s'activant dans un bâtiment de 52 000 mètres carrés entièrement voué au culte de la consommation une trentaine d'années plus tard.

Le Bon Marché devient alors le symbole de ce modernisme commercial triomphant, immortalisé en 1883 par Émile Zola dans *Au bonheur des dames*. Aristide Boucicaut le dirige selon des méthodes inédites pour l'époque : entrée et circulation libres du client, prix fixes sur tous les produits, acceptation des retours, grande diversité des produits exposés, vente à faibles marges, livraison à domicile, et même vente par correspondance. Largement créateur d'emplois, le modèle repose sur la présence d'un personnel abondant au service des consommateurs.

Moins d'un siècle plus tard, les apôtres du gain de productivité et du profit à court terme le dévoient pour en faire ce concept précurseur et amplificateur de la mondialisation déshumanisée qu'est la grande distribution telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Plus près de nous, Édouard Leclerc ouvre son premier libre-service à Landerneau, en Bretagne, en 1949. On ne peut parler de grande surface – l'épicerie familiale n'occupe que 50 mètres carrés – mais, pour la première fois, le client se sert lui-même dans les cartons posés à même le sol par cet ancêtre du *hard discount*.

Aux États-Unis, à la même époque, le commerce spécialisé s'exerce en libre-service dans des hangars implantés à la périphérie des villes. Les consommateurs disposent de grands chariots, de vastes parkings et de pompes à essence. Nous sommes à l'ère du tout automobile. En 1963, les fondateurs de Carrefour s'emparent de l'idée et y ajoutent le fameux concept du « tout sous un même toit », qui fera leur fortune.

Les marchandises achetées sont revendues avec une faible marge destinée à couvrir les charges du magasin et la rémunération du commerçant. Plus les stocks tournent, plus les profits s'accumulent.

Super et hypermarchés[1] achètent en grandes quantités et obtiennent d'importantes remises qu'ils répercutent à leurs clients. Un cercle que l'on dit vertueux s'amorce alors pour le plus grand bonheur des consommateurs. C'est ce que l'on croit…

Les volumes s'accroissent et, avec eux, la pression exercée sur les fournisseurs. Les grandes surfaces exigent des prix toujours plus bas *à la production* et réclament une rémunération pour le service qu'elles prétendent rendre à leurs fournisseurs… en acceptant de commercialiser leurs produits !

QUAND LA GRANDE DISTRIBUTION DICTE SES CONDITIONS

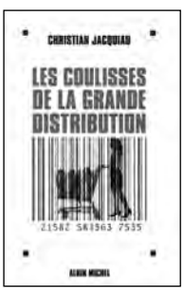
Les rapports entre les producteurs de biens de consommation (70 000 entreprises, 300 000 agriculteurs) et les 60 millions de consommateurs sont comparables au passage dans le goulot d'étranglement d'un sablier. Au point le plus étroit, passage obligé pour 90 % des produits de grande consommation achetés en grande surface, six centrales d'achat[2] exigent le paiement d'un *droit* de passage : les fameuses *marges arrière*. En plus des prix fermement arrachés aux fournisseurs, deux pour cent de remises supplémentaires sont exigés chaque année. Deux pour cent la première année, quatre la suivante, six la troisième, etc., un processus extrêmement destructeur se met alors en marche. Il ne s'arrêtera plus.

De 10 % en moyenne il y a une quinzaine d'années, les *marges arrière* oscillent aujourd'hui entre 40 et 50 % du prix payé aux fournisseurs.

Cette manne permet de servir de substantiels dividendes aux actionnaires de ces usines à consommer. Elle sert aussi à financer la corruption, favorisant l'obtention des autorisations d'ouverture auprès du pouvoir politique. Elle est utilisée pour financer le développement hégémonique de la grande distribution hexagonale, bien décidée à conquérir le monde et à exporter, partout sur la planète, ce modèle de destruction massive.

Dans ce système, qui n'ose avouer son nom, les fournisseurs

A LIRE



Les Coulisses de la grande distribution
Christian Jacquiau, Albin Michel, 2000, 473 p.

1,5
hypermarchés pour 100 000 habitants. **La France détient la plus forte densité d'hypermarchés en Europe.** Si la présence de grandes surfaces paraît inéluctable, sa place peut être plus réduite. En Belgique, il n'y en a qu'une pour le même nombre d'habitants, 0,3 en Espagne et 0,2 en Italie…

doivent non seulement consentir des *prix*, mais aussi payer un droit d'entrée pour être référencés, *offrir* à l'ensemble des magasins du réseau des marchandises gratuites lors des premières livraisons, payer pour voir leurs produits exposés à un emplacement privilégié ou en *tête de gondole*, payer pour financer les campagnes promotionnelles, *payer* pour figurer dans les catalogues, *payer* lors de l'implantation de nouveaux magasins, *payer* lors de la réfection ou de l'amélioration des plus anciens, *payer* même pour se faire *payer* leurs propres factures…

Le sénateur centriste Jean Arthuis, expert-comptable dans le civil, écrivait récemment dans la revue *Futuribles* : « Le combat permanent pour casser les prix d'achat à travers des centrales d'achat […] permet d'écraser les prétentions de leurs fournisseurs, tout en ménageant les marges des distributeurs. Les pratiques les plus contestables se répandent : marges arrière exorbitantes, menaces de déréférencement, chantages sordides[3] ».

L'augmentation continue du taux de marge arrière a un impact désastreux sur les entreprises qui, peu à peu, se trouvent privées de leurs moyens d'investir et de financer leur recherche et leur développement. Plus grave encore, elles sont dans ce contexte systématiquement encouragées à recourir à des délocalisations massives.

Unique au monde, cette véritable *taxation* ne rémunère la plupart du temps que des prestations fictives ou survalorisées et ne trouve sa justification que dans la situation de quasi-monopole dont bénéficie la grande distribution à l'égard de ses fournisseurs. « Les industriels tentent de résister, recherchent désespérément des gains de productivité, puis disparaissent ou délocalisent », constate après coup l'ancien ministre des Finances. Seuls les anciens ministres savent ce qu'il y aurait lieu de faire…

DES GRANDES SURFACES QUI FAÇONNENT NOTRE MONDE

Ces grands réseaux ont anéanti le commerce de proximité, ruiné l'artisanat, écrasé l'agriculture à taille humaine, ont entraîné la désertification des campagnes, poussé l'industrie à délocaliser et favorisé les importations massives entraînant chômage, misère et précarité. La concurrence disparaît et le choix du consommateur se restreint au fur et à mesure que de nouvelles concentrations s'opèrent.

La recherche de prix les plus bas à la production – permettant aux réseaux de grande distribution d'engranger un maximum de marges – favorise la généralisation des pires pratiques agricoles : surexploitation des sols, monoculture, disparition de la biodiversité, banalisation et standardisation du goût, etc.

Et ce n'est pas l'avènement de l'agriculture raisonnée, autre piège à consommateurs-trices, qui y changera quelque chose. L'impact sur la biodiversité n'est plus à démontrer. L'Association Kokopelli, qui œuvre pour la protection de la biodiversité en mettant en valeur d'anciennes variétés de fruits et légumes en Europe, tout en favorisant la mise en place de réseaux paysans de production de semences et de centres de ressources génétiques dans le Tiers Monde, a recensé plus de six cents variétés de tomates. Combien de variétés de ces solanacées sur les étals des supermarchés ?

Pour avoir fait la promotion de semences paysannes, l'association est aujourd'hui exposée à de lourdes sanctions judiciaires[4]. Mondialisation néolibérale oblige, ressemer des graines sans passer par l'incontournable case « redevance aux semenciers » a été transformé, par celles et ceux que nous élisons pour défendre et promouvoir l'intérêt collectif, en un délit passible des tribunaux de la République !

Parallèlement, la grande distribution constitue une zone de *non-droit*. Aux millions de mètres carrés généreusement accordés chaque année par les politiques s'ajoutent ceux exploités sans autorisation, ni permis de construire, par une multitude de grandes et moyennes surfaces (GMS). « En toute impunité ! », constate Martine Donnette, présidente de l'association En toute franchise[5], qui lutte depuis plus de quinze ans contre les Goliath de la grande distribution. Les pouvoirs publics ne s'en émeuvent pas. Tout cela se fait au nom du consommateur et de son pseudo pouvoir d'achats.

1. La grande et moyenne distribution (GMS) regroupe les hypermarchés (plus de 2 500 mètres carrés), les supermarchés (de 400 à 2 500 mètres carrés) et les supérettes (moins de 400 mètres carrés).

2. Carrefour, Lucie (commune à Leclerc et Système U), Auchan, Provéra (Cora, Franprix, Leader Price, Monoprix Prisunic), EMC (Casino) et Intermarché.

3. « Les délocalisations », Jean Arthuis, « Futuribles » n° 289, septembre 2003 (ISBN : 2-84387-290-1).

4. Affaire Kokopelli contre la SAS Baumaux (www.kokopelli.asso.fr).

5. http://entoutefranchise.free.fr

Personne pour mesurer combien ce modèle de consommation est un élément déterminant, un véritable accélérateur et amplificateur de la mécanique de destruction systématique des acquis sociaux

LA MONDIALISATION PUISSANCE DIX…

La grande distribution est devenue un pouvoir essentiel et incontournable. Elle nous donne aujourd'hui le meilleur des exemples de ce que peut être la mondialisation néolibérale, dont elle est l'un des accélérateurs dans ce qu'elle a de plus destructeur.

Précarisées et sous-payées, soumises à des contraintes horaires insupportables, les caissières – qui représentent aujourd'hui l'essentiel des effectifs de la distribution – sont amenées à disparaître pour être remplacées par des caisses automatiques.

Au nom de la libre concurrence et des prix soi-disant bas (il s'agit en réalité de prix bas à la production), nous en sommes arrivés à accepter une régression sociale sans précédent.

Trou de la Sécurité sociale, excédents de charges et trop-plein de dépenses publiques… après les fameuses Trente Glorieuses, soixante années de « croissance », de création de richesse et de développement, la France n'aurait, nous dit-on, plus les moyens de sa protection sociale ? Mais s'agit-il d'un trop-plein de prestations ou d'un manque de recettes ?

Le citoyen se doit d'assumer les coûts sociaux que les pratiques de la grande distribution laissent à la charge de la collectivité. Plans sociaux, licenciements massifs, artifices en tout genre ■■■

A LIRE

Les AMAP, un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?
Claire Lamine, Yves Michel, 2008, 164 p.
Premier ouvrage sur le thème, il permet de faire le tour des problématiques qui entourent la question. Il offre aussi une meilleure approche des personnes – producteurs comme consommateurs – impliquées par cette pratique.

6. Lire « OMC, le pouvoir invisible », Agnès Bertrand et Laurence Kalafatides, Fayard, juillet 2003.

7. Voir « La gauche face à la grande distribution », bimestriel « Le Sarkophage » n° 4, 15 janvier 2008.

■■■

AGIR

Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP)

Pour savoir s'il y en a une près de chez vous : contact@ogmdangers.org http://alliancepec.free.fr

(formations, stages en alternance, emplois-jeunes, associatifs) destinés à maquiller la réalité de la situation de l'emploi, sont autant de conséquences qui ne sont pas mises à la charge de ceux qui en sont la cause.

Et ce n'est pas fini…

La grande distribution s'intéresse de très près au fameux accord général sur le commerce des services[6] (AGCS), l'un des plus redoutables accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), contraignant les pays membres à négocier jusqu'à la privatisation de tous leurs services publics. Parmi ses

LA RESPONSABILITÉ DE LA GRANDE DISTRIBUTION

Quadrillé comme aucun autre pays au monde, le territoire français a été livré à l'appétit sans limite de ces prédateurs des temps modernes que sont les grandes surfaces.

Aux friches commerciales des villages et villes moyennes, viennent s'ajouter les friches agricoles et industrielles. Des usines abandonnées comme autant de vestiges d'un passé récent où la notion de profitabilité à court terme n'avait pas encore été sacralisée, témoignent aujourd'hui de cette mutation que certains s'escriment à prétendre moderne.

On parle d'insécurité, de mal-être, de crise de société comme autant de problèmes spécifiques… sans jamais s'attaquer aux causes de ces désordres économiques, humains, sociaux et écologiques commis au nom du sacro-saint consommateur et de sa capacité à consommer, que l'on nomme pouvoir d'achat.

La droite néolibérale et conservatrice tout comme la gauche gestionnaire et capitulationniste n'ont jamais intégré le thème de la grande distribution dans sa dimension globale et transversale.

Personne pour mesurer combien ce modèle de consommation est un élément déterminant, un véritable accélérateur et amplificateur de la mécanique de destruction systématique des acquis sociaux, résultant de l'application du programme du Conseil national de la résistance, adopté le 15 mars 1944, sous l'impulsion d'un certain Charles de Gaulle[7].

Personne pour faire le lien entre la destruction du monde agricole, la raréfaction des commerces de proximité, la disparition galopante de nos petites entreprises – qui sont autant de pertes d'emplois, et donc de cotisations sociales et d'impôts levés –, et le démontage scrupuleux et systématique des derniers remparts à la généralisation de la pauvreté, de la misère et de la précarité.

Pourtant, une dictature économique se met en place. Elle le peut grâce à la complicité passive des consommateurs, résignés au fatalisme de ce prétendu modernisme qui les condamne. Elle avance grâce à la collaboration active d'un pouvoir politique qui se nourrit de l'appétit de conquête des multinationales de la consommation.

Le néolibéralisme sauvage et déshumanisé devient la norme alors qu'un véritable cataclysme humain, écologique, économique et sociétal se prépare à l'échelle planétaire.

Prétendre qu'un autre monde est possible – sans toucher à celui-là –, alors que la majeure partie de notre consommation passe par ces temples de la consommation, relève au mieux de l'utopie de patronage… au pire de l'escroquerie intellectuelle.

Il n'est plus temps de rêver. Un autre monde est non seulement possible mais il est plus que jamais nécessaire, passant immanquablement par une remise en cause profonde de nos modes de vie et de consommation.

Mais qui le veut vraiment ? **Christian Jacquiau**

LA DISPARITION DES COMMERCES DE PROXIMITÉ

L'érosion continue du nombre des commerces de proximité tout comme la disparition exponentielle des exploitations agricoles et des petites et moyennes entreprises au profit des grands trusts transnationaux participent, par la perte d'emplois, de cotisations et d'impôts qu'ils représentent, du démontage scrupuleux et systématique des derniers remparts à la généralisation de la pauvreté, de la misère et de la précarité.

Ces chiffres sont d'autant plus significatifs qu'ils devraient être coefficientés pour tenir compte de l'évolution de la population française qui est passée de 49 164 000 habitants en 1966 à 58 398 000 en 1998, date de la dernière enquête publiée sur l'évolution du commerce de proximité en France.

sources : recensement de la distribution en 1966 et enquête annuelle d'entreprise en 1998, Insee Première n° 831, 02/2002

TYPE DE COMMERCE	1966	1998	ÉVOLUTION
Boulangerie-Pâtisserie	40 200	22 400	- 17 800
Boucherie	50 500	14 700	- 35 800
Épicerie, alimentation	87 600	13 800	- 73 800
Commerce de fleurs	5 900	9 900	+ 4 000
Librairie, commerce de journaux	13 200	11 900	- 1 300
Commerce de vêtements	47 900	27 500	- 20 400
Com. d'appareils électroménagers	8 100	5 500	- 2 600
Quincaillerie, coutellerie	9 300	5 000	- 4 300

DOSSIER

DIFFICILE DE DÉLOCALISER UNE GRANDE SURFACE. POUR ARRIVER À LEURS FINS, LES PATRONS DE LA GRANDE DISTRIBUTION INNOVENT EN PERMANENCE POUR RÉALISER UN MAXIMUM DE PROFIT SUR LE DOS DES SALARIÉ-E-ES.

EXPLOITATION À TOUS LES RAYONS

APRÈS *Au bonheur des dames*, Zola a attendu deux ans pour écrire *Germinal*. En 2008, il aurait pu écrire les deux d'un coup. Le rythme de travail est devenu infernal dans les grandes surfaces. Pour les caissières, la cadence est de « 21 articles par minute, encaissement compris ! Plus de une tonne sont ainsi manipulés chaque jour dans une gestuelle répétitive » explique Christian Jacquiau[1]. « Les maladies professionnelles ont été multipliées par six dans la grande distribution entre 1995 et 2004. La fréquence des accidents du travail y est supérieure à l'industrie chimique et au secteur de la manutention et des transports ».[2] 40 % des personnes dépassent les horaires normaux, 37 % travaillent à temps partiel (le plus souvent non choisi), 30 % ne connaissent pas leur planning au moins deux semaines à l'avance, etc. Une liste qui pourrait s'allonger à l'infini.

Aux Etats-Unis, la plus grande multinationale au monde, Wal-Mart n'a jamais vu un syndicat dans ses magasins en 40 ans d'existence ! Deux exceptions. En 2000, au Texas, une dizaine de bouchers se font représenter par le syndicat UFCW. L'affront a conduit la firme à fermer le rayon pour le remplacer par un présentoir de viande préemballée ! En 2005, au Québec, les employés du supermarché de Jonquière, forment le premier syndicat. Le groupe ferme le magasin alors qu'il était jugé plutôt rentable !

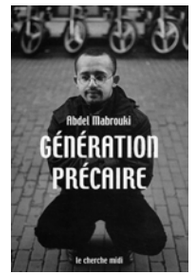
Les magasins français ne sont pas en reste. Carrefour a pratiqué pendant de nombreuses années le *merchandising* : « Pour un seul salarié, des dizaines de contrats de travail à durée déterminée, tous illégaux, allant de un jour à dix semaines pour une ou deux heures par jour ou par semaine » explique Liberto Plana, de la CGT. Les salariés étaient embauchés et payés par les fournisseurs des magasins pour le placement des produits en rayon. Ils « ne profitaient pas des conventions collectives et ils étaient exclus du bénéfice d'avantages sociaux » (si minimes soient-ils !) Donc, pas de paiement des heures de nuit et des jours fériés, pas de mutuelle de l'entreprise… En réalité le véritable employeur était bien Carrefour, car les salariés « mis à disposition » réalisaient de temps en temps des tâches pour le magasin, étaient sous les ordres de chefs de rayon et employés de manière permanente dans le même établissement.

DES LUTTES…

Malgré un contexte défavorable, des luttes ont commencé à pointer leur nez ces dernières années. Des salariés osent s'organiser et se rebeller dans les fast-food : la lutte Mac Do à Paris, en 2001, a été un symbole fort. Après plus de cent jours de grève, les salariés ont gagné. On a aussi vu des luttes chez Ikéa, Lidl et Pizza Hut que Abdel Mabrouki relate dans son livre « *Génération précaire* »(voir ci-contre).

Fin janvier 2008, en France, trois syndicats lançaient un appel à la grève aux six cents et quelques mille salariés de la grande distribution. « On estime que 80 % des effectifs sont en grève aujourd'hui. Le mouvement est particulièrement suivi chez les caissières malgré les intimidations. » expliquait un membre de la CFDT. « Je travaille ici depuis 23 ans, c'est la première fois que je vois une grève » explique un employé d'un magasin de Lyon. Lors de la grande grève de fin janvier, un patron de supermarché clamait son impuissance : « On nous demande à la fois de mieux payer les salariés, de baisser les prix et de renoncer aux marges arrières, on ne peut pas tout faire ! » Mais comme à chaque fois, il omettait de mentionner la rémunération des actionnaires et des patrons. En 2005, alors que des grèves voyaient le jour chez Carrefour : « la direction annonçait une progression de 27 % des dividendes distribués aux actionnaires (673 millions d'euros) ». Quant au directeur, il était gratifié « d'un salaire de plus de 2 millions d'euros annuels (en augmentation de 22 %), se voyait accorder un parachute doré à l'occasion de son départ équivalent à 350 années de salarie d'un caissière »[1]. Mais vraiment, il vous l'assure, ils ne peuvent rien faire pour les salarié-e-s ! Leur seule solution : remplacer les caissières par des caisses automatiques. En plus d'une absence de salaire à payer, il est bien connu que les machines font rarement grève ! **Gildas**

A LIRE



Génération précaire
Abdel Mabrouki,
Thomas Lebègue,
Le cherche midi, 2004

1. **Marianne**, avril 2005, n°415
2. Laurent Jeanneau, **Alternatives Economiques**, n° 255, février 2007

QUAND LES AGRICULTEURS SE PASSENT DE GRANDES SURFACES

PRÈS D'ANGERS, un magasin a été ouvert par trente-deux agriculteurs. « La recherche systématique de prix bas par les distributeurs et de produits «standardisés» induit des pressions économiques fortes sur les exploitations agricoles familiales qui n'ont pas les moyens de supporter de gros volumes et de faibles marges » expliquent-ils. En montant ce « magasin associatif géré collectivement », ils se sont aussi ouverts vers le commerce équitable. En grande distribution, « les pratiques apparaissent de plus en plus contraires aux principes fondamentaux du commerce équitable. » Ils espèrent ainsi « s'éloigner des processus de production industriels », « sécuriser les revenus agricoles » et « restaurer la relation de confiance et la transparence avec les consommateurs ». **www.terre-terroirs.com**

DOSSIER

LE COMMERCE ÉQUITABLE A CONNU UN VÉRITABLE TOURNANT AVEC SON ENTRÉE DANS LES SUPERMARCHÉS. DE CEUX QUI SOUHAITAIENT CHANGER LE MONDE EN ÉCHANGEANT, ON EST PASSÉ À UN DISCOURS MARKETING OÙ L'ON MET AUX OUBLIETTES LES QUESTIONS ESSENTIELLES.

LE **CAFE ÉQUITABLE** EST BIEN

EN 2004, MAX HAVELAAR, chantre de l'équitable, met en vente « son café » dans les Mac Do helvétiques. Cet événement, chargé de symboles, résume à lui seul les limites du commerce équitable. En réussissant ce tour de force, Max Havelaar (ou plutôt Mac Havelaar !), principal acteur du commerce équitable, rappelle l'inconsistance des démarches humanitaires[1]. En refusant de pointer du doigt le système capitaliste d'exploitation, ils réduisent la situation des paysans du Sud à un seul problème de misère, sans cause ni responsable. Dès lors, il n'y a rien de délirant à s'allier à Mac Do.

Le système du commerce équitable conforte les producteurs dans une relation de dominés à l'égard de l'Occident. « Qui fixe les prix ? Qui dit où est l'équitable, où il commence et où il finit ? Qui planifie et organise l'assistance équitable ? » interroge Christian Jacquiau[2] Finalement, ce « concept » ne remet pas en cause les rapports Nord-Sud. Il « s'inscrit davantage dans un type de domination maintenant le producteur dans une posture de soumission par rapport à la demande des pays occidentaux. Il s'agit d'un type de colonisation s'appuyant sur des critères économiques visant à faire disparaître toute valeur culturelle propre à un pays au profit d'une production de masse visant à satisfaire la société de consommation. » comme l'explique Julien Poncet[3].

Qui plus est le « petit paysan » n'est pas la seule victime du commerce du café. Des dockers qui transportent les conteneurs aux caissières des supermarchés en passant par les marins des pavillons de complaisance, la liste des ouvriers dont les conditions de travail sont déplorables est longue. Une réalité qu'a souhaité omettre la loi française votée en 2005 qui le réduit « aux producteurs désavantagés situés dans les pays en voie de développement ». Manquerait plus que le commerce équitable remette en cause notre mode de production et d'échange ici !

JOUER SUR LES IDÉES REÇUES

Il y a donc bien une imposture. Elles est largement entretenue par des acteurs du commerce équitable qui souhaitent conserver leur niche : « le problème est que de plus en plus de personnes veulent faire du commerce équitable » explique Tristan Lecomte[4]. Ah bon, le commerce équitable n'est pas un modèle à généraliser ? L'imagerie est aussi une tromperie. Le petit paysan, logo de la marque Max Havelaar, créé le trouble. On s'imagine aisément que les deniers supplémentaires dépensés pour l'achat du paquet de café vont dans la poche de ce petit paysan pour mieux nourrir sa famille. Pourtant, personne n'en sait rien. Une étude menée par la répression des fraudes en 2004 a montré que sur 55 acteurs du commerce équitable, « dans la moitié des entités contrôlées, des anomalies ont été constatées sur le respect des règles générales de qualité, de sécurité et commerciales ». Onze d'entre elles n'ont pas pu présenter de document certifiant leur démarche[2]. Les publicités pour le commerce équitable omettent aussi de préciser, que la plupart du temps, la rémunération supplémentaire revenant aux paysans – après le ponctionnement des coopératives – relève le plus souvent du domaine du symbolique. Qui garantit aux producteurs le fonctionnement équitable des coopératives ? En France, les pratiques des coopératives sont dénoncées par les paysans. En outre, nombre de petits paysans qui bénéficient du commerce équitable emploient des ouvriers agricoles dont la rémunération n'a parfois rien d'équitable ! Et au final, personne n'est capable de donner des résultats conséquents sur les effets du commerce équitable. Si vous allez sur le site de Max Havelaar, il existe un lien nommé « des résultats pour les producteurs ». Seul un exemple est présent sur des producteurs maliens de coton. A lui seul, doit-on comprendre que les effets mondiaux de cette pratique sont incontestables ?

« Et comment se fait-il que ce prix considéré juste soit le même au Laos, au Pérou ou au Rwanda où le coût de la vie est différent ? »

La communication du commerce équitable est en effet assise sur les quelques centimes supplémentaires qu'on paie à la caisse du supermarché : le juste prix. Dans le cas du café, il est fixé au-dessus du marché. Pourtant depuis 1989 il n'a pas bougé : 135 cents par livre. Chose surprenante alors que les prix ont, en vingt ans, augmenté dans les pays producteurs. Et comment se fait-il que ce prix considéré juste soit le même au Laos, au Pérou ou au Rwanda où le coût de la vie est différent ? De même, quand le prix du café était à 250 cents par livre cela signifiait-il que le prix de 135 n'était plus juste ? Des réponses qui ne tracassent pas Max Havelaar dont les données sont aussi élastiques que le cours du caoutchouc. À les écouter, en 2002, le « petit paysan » était payé trois fois mieux par le système équitable, en 2003 c'était quatre fois mieux, tandis qu'en 2005 ce n'était plus que deux fois. Deux fois, quatre fois, trois fois, des zones de flou si épaisses que la coopérative Andines réfléchit à abandonner la marque « commerce équitable », dont elle est l'inventrice et titulaire du dépôt à l'INPI (Institut national de la propriété intellectuelle), pour ne plus être associée aux marchands de charité.

Le développement démesuré qu'a connu le commerce équitable a conduit à la massification de sa pratique. Des petits

1. Voir **Offensive** 16 (novembre 2007) « La victime humanitaire et l'occident salvateur »

2. **Les coulisses du commerce équitable, mensonges et vérités sur un petit business qui monte**, Christian Jacquiau, Mille et une nuits, 2006

3. Julien Poncet, « Le défi de l'éthique dans la distribution de produits équitables », Mémoire Université Montpellier III, 2004

4. Dans le film **0,01, Visages du commerce équitable**, Sandra Blondel et Pascal Hennequin, Fokus 21, 2005, 52 min.

5. **Vers un commerce équitable**, Minga, 2006

AGIR

Échanges Solidaires
travaille avec les indiens en lutte du Chiapas. En soutien, elle vend l'excellent café Mut Vitz.
8 rue Bochart de Saron
75009 Paris
cafesolidaire@no-log.org
www.cspcl.ouvaton.org

Entre ici et la-bas
Importe et diffuse dans les millieux miliants de l'huile d'olive produit par des coopératives palestiniennes
21ter rue voltaire
75011 paris
olive11@no-log

SOLUBLE DANS LE CAPITALISME

magasins Artisans du monde du début des années 80, où l'on profitait du passage d'un acheteur pour informer sur les luttes de solidarité internationale, on est passé aux grandes surfaces. L'acte de solidarité est réduit à un acte d'achat, dont l'acheteur ignore les tenants et les aboutissants. Les défenseurs de la massification du commerce équitable arguent du développement considérable des ventes. Mais il a aussi ouvert la porte à tout et n'importe quoi. La vente en masse pose la question de l'anonymat et du contrôle. Lorsque plus personne ne connaît son boucher, son boulanger, lorsque « grâce » aux caisses automatiques on fait ses courses pour la semaine sans parler à un seul être humain, on est contraint d'inventer des organismes qui remplacent les relations de confiance, les effets de réputation. Des certificateurs sont censés garantir que le poulet est bio, le café équitable et le PQ écoresponsable. Mais qui certifie les certificateurs ? Qui garantit que le label est un vrai label ? Depuis dix ans, les multinationales ont inventé leur certification. Carrefour labellise lui-même des produits Agir Solidaire. La multinationale joue sur le flou intégral du commerce équitable pour soulager, d'un même pas, la bonne conscience de l'acheteur et son porte-monnaie.

DÉPASSER LE COMMERCE ÉQUITABLE

Personne ne vous interdit d'affirmer que vos produits sont issus du commerce équitable. Il devient donc impossible de distinguer le vrai du faux. Les labels et certificats ne sont qu'une jambe de bois sur un système bancal. Tant que les centres commerciaux seront aussi grands que des villes, et les ordinateurs remplaceront les vendeurs, le commerce équitable ne pourra pas exister. « Moins idéalistes que les tenants d'une approche du marketing "éthique", nous n'avons pas la prétention de croire que nous pouvons changer le capitalisme de l'intérieur en poussant un caddie dans les grandes surfaces. [...] Les tenants de ce consumérisme partent du principe que les contraintes de la mondialisation ne permettent pas une amélioration de la rémunération et des conditions de travail. Comme par hasard ils ironisent sur la baisse du pouvoir politique qu'ils font tout pour accélérer incitant le public à considérer que l'exercice de la citoyenneté se limite à l'acte de consommation : le pouvoir du citoyen serait uniquement son pouvoir d'achat. La démocratie devrait elle se réduire à ce consumérisme ! » explique l'association Minga[5].

« Des certificateurs sont censés garantir que le poulet est bio, le café équitable et le PQ écoresponsable. Mais qui certifie les certificateurs ? »

Si on ne devait garder qu'une chose du commerce équitable, c'est qu'il a permis de politiser nos achats. De plus en plus de personnes s'organisent pour créer de véritables expériences de commerce équitable. Elles renouent ainsi le lien avec les coopératives ouvrières qui à la fin du XIXe siècle organisaient les échanges pour ne pas dépendre des desiderata de la bourgeoisie. Les membre des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP), par exemple, offrent une véritable alternative à la grande distribution. Dans une AMAP, les consommateurs s'associent à un agriculteur. Le principe est pour un groupe de consommateur de se mettre en relation avec un agriculteur, le plus souvent bio. Ils garantissent alors l'achat de tout ou une partie de la production. Cela offre à la fois la possibilité au consommateur de savoir ce qu'il mange et de fixer avec l'agriculteur, qu'ils connaissent, une rémunération décente. Au Japon, les AMAP sont apparues dans les années 60 suite à l'empoisonnement d'enfants par des pesticides. Des mères de famille se sont alors mis en relation avec un agriculteur pour s'assurer de la qualité des produits. Aujourd'hui, avec toutes les limites d'une expérience insérée dans le capitalisme, elle permet à 20 % des japonais de se passer des grandes surfaces. **Gildas**

5. « Vers un commerce équitable », Minga, 2006

© Pierre-Emmanuel Weck

A LIRE

Les coulisses du commerce équitable, mensonges et vérités sur un petit business qui monte
Christian Jacquiau, Mille et une nuits, 2006
Suite à son ouvrage sur la grande distribution (voir p. 16), de nombreuses personnes ont expliqué à Christian Jacquiau qu'il y avait une solution : « le commerce équitable ».
Il a décidé de mener une enquête, qui est aujourd'hui LA référence sur le sujet.

MINGA, EQUITABLE DU NORD AU SUD

CRÉÉ EN 1999, Minga pense que le commerce équitable ne peut pas « être réduit à une œuvre caritative ou à la marchandisation symbolique de la pauvreté (jouant sur les sentiments de culpabilité du client), il est autant une affaire de responsabilité collective que de comportement individuel ». Regroupant plusieurs dizaines de structures, elle revendique « l'exigence d'équité économique et sociale tout au long des filières, dans un fonctionnement démocratique ». Une approche qui tranche avec le discours habituel sur la question. L'association entend révolutionner la société pas par sa seule pratique, mais bien en s'associant aux autres acteurs de la vie politique (travailleurs en lutte, organisations politiques...)
Minga 1, quai du square 93200 Saint-Denis, www.minga.net

LORSQUE L'ON MONTE DES PROJETS ALTERNATIFS, L'IDÉAL RENCONTRE SOUVENT LA RÉALITÉ. LA BIOCOOP FLORÉAL CHERCHE DEPUIS 25 ANS À NE PAS PERDRE PIED AVEC LA RÉALITÉ MILITANTE !

FLORÉAL, LA PETITE BIOCOOP QUI RÉSISTE

LES CHEMINS SINUEUX **DE L'ALTERNATIVE**

AGIR

BIOCOOP FLORÉAL
41, venue Fabre d'Églantine
11300 Limoux

UNE PETITE BOUTIQUE dans une rue passante d'une petite ville endormie du Sud audois attirera le-la passant-e curieux-se et téméraire en recherche d'alternatives aux temples de la consommation qui enserrent maintenant toutes nos cités. Affiches de concert, tracts, pétitions... le-la valeureux-euse promeneur-euse comprendra vite qu'il n'est pas dans un magasin comme les autres. Sur les rayons, des produits bios, rien de très original de nos jours où le bio fleurit partout, y compris dans les lignes ennemies. Mais, à y regarder de plus près, dans ces rayons, pas de produits israéliens, pas de marque Bio Soy, mais de l'huile de Palestine, du café du Chiapas et pas mal de produits locaux de petits producteurs introuvables ailleurs.
Sautant de joie, notre passant-e alternatif-ive émerveillé-e cherchera en vain un caddy et ne trouvera qu'un panier en osier pour faire le plein de ce bio éthique et un peu local... mais halte-là, camarade ! Ici, tu n'es pas dans un commerce, tu es dans une association loi de 1901 et tu dois adhérer pour te servir. Triste mine du promeneur-euse qui ne croyait pas la chose possible en 2007 : dans cette époque sarkozienne du libéralisme triomphant, un tel archaïsme est-il encore possible ?
Et oui, Floréal est un tout petit dinosaure du début des années 80 qui, contre vents et marée, a gardé un statut associatif. Il n'en reste plus que sept dans le réseau Biocoop sur 274 magasins. Même les nains ont commencé petit : Floréal est donc née il y a 25 années, de la volonté conjuguée et éphémère d'une cinquantaine de personnes représentant des tendances qui ont depuis pris l'habitude de se bouffer le nez (bio) ou de s'ignorer. Parmi elles, des écolos verts libéraux, des autogestionnaires de l'ex-PSU, des néo-ruraux-rales nombreux-euses dans la haute vallée de l'Aude, des paysan-ne-s bios et militant-e-s dans ce qui deviendra la Confédération paysanne (la plupart à Nature et Progrès). En commun, le désir de se mettre ensemble pour s'alimenter en bio à un prix raisonnable et trouver un débouché à une production locale biologique.
Floréal a commencé à œuvrer de façon bénévole dans un appartement de trente-cinq mètres carrés. Comme souvent, les bénévoles ont fini par se fatiguer et Floréal a saisi l'opportunité des premiers emplois aidés, les TUC[1]. Rapidement, les trente-cinq mètres carrés n'ont plus suffi pour stocker et accueillir la centaine d'adhérent-e-s dans une ambiance très baba cool, néo-rurale. La population locale, elle, n'adhérait pas à l'initiative, la gauche se détournait même quelque peu du projet, le trouvant trop néo, baba cool, hippy ! Malgré ces critiques, une poignée de militant-e-s engagé-e-s socialement ont tenu l'association jusqu'à nos jours dans un esprit militant (marge plus faible pour les produits locaux et politiquement équitables, boycott de certains produits) et ce, malgré un conflit incessant avec une partie des administrateurs, et même des salarié-e-s, qui désiraient prendre une direction plus « commerciale ». Plusieurs fois, l'association a failli sauter. Il faut dire que le succès du bio y a contribué... Vache folle et crises alimentaires aidant, le nombre d'adhérent-e-s a même grimpé jusqu'à cinq cents. Le chiffre d'affaires a aussi grimpé. Il a fallu changer de local une première fois, pour un appartement encore rigolo de cinquante mètres carré, et une seconde fois pour un local de quatre-vingts mètres carrés (acheté collectivement en SCI[2]). Il nous paraissait immense à l'époque mais paraît rikiki aujourd'hui, en tout cas au regard des autres Biocoops qui ont pris un tournant nettement plus commercial, tant et si bien que nos rapports avec cette fédération sont souvent remis en question.

« Concilier le souci de bien payer les salarié-e-s, de bien payer les producteurs-trices et de ne pas servir des produits bios qu'à une clientèle riche rend l'équilibre gestionnaire difficile ! »

Pourtant, Floréal a été une des quarante Biocoops (à l'époque, la plupart associatives ou coopératives) qui, en 1986, à Annecy, a fondé ce qui deviendra la « chaîne » Biocoop. Aujourd'hui, le chiffre d'affaires de la chaîne se monte à 250 millions d'euros soit 12 % du marché bio français qui augmente de 10 % chaque année. Ce mouvement est né, comme Floréal, d'une volonté spontanée et non organisée dans les années 70-80 dans pratiquement toutes les régions françaises (sauf Paris), à une époque où l'on parlait encore d'autogestion, de solidarité, où la critique du capitalisme côtoyait

1. Travail d'utilité collective, les TUC nous ont poussé-e-s à rentrer dans les problématiques du rapport salarié-e/patron, ce qui nous a divisé-e-s et a pompé pas mal d'énergie. Pour aller vite, deux camps se sont formés, d'un côté les « idéalistes » et, de l'autre, les « pragmatiques ».

2. Société civile immobilière, les adhérent-e-s de la coopérative ont acheté des parts afin d'acquérir le local.

les premiers écolos, antimilitaristes ! Mais la gôche institutionnelle est passée par là… Dès 1981, elle a embarqué les « réalistes » avec elle, et l'idéologie de la bonne entreprise a détruit pas mal de nos rêves.

Floréal a résisté et maintient le cap sur certaines de ses valeurs de départ, mais il a fallu compter avec de nombreux conflits internes épuisants, y compris avec les salarié-e-s. Concilier le souci de bien payer les salarié-e-s, de bien payer les producteurs-trices et de ne pas servir des produits bios qu'à une clientèle riche rend l'équilibre gestionnaire difficile ! Les contradictions d'une alternative dans une société capitaliste…

Ajouter les pressions de Biocoop, qui nous assène ses conseils gestionnaires (des salarié-e-s sont payé-e-s pour ça !) : il faut s'agrandir ; il faut emprunter ; pour emprunter, il faut faire sauter l'asso ; il faut « affronter » la concurrence, etc. Et nous, à Floréal, nous discutions pendant des heures des conséquences du passage à la caisse enregistreuse, à l'informatique, du montant des adhésions en fonction des revenus, etc.

Le clash avec Biocoop[3] a bien failli survenir suite à l'article du *Monde diplomatique* de mars 1999 qui dénonçait la collusion entre Biocoop et le capitalisme bio. Il faut dire qu'en pleine lutte anti-OGM, une des plus grandes marques de transformation de produits bio, Bio Soy, passait dans les mains de Monsanto. Un petit nombre de structures, dont Floréal, demandaient le boycott de ces « collabos ». On découvrait que le réalisme gestionnaire et la loi du profit avaient envahi le monde commercial du bio, Bio Soy étant qualifiée d'entreprise « amie ».

Il n'a tenu finalement, et bizarrement, qu'aux salarié-e-s de ne pas rompre avec ce réseau du « grand écart », Floréal décidant en assemblée générale le boycott à 90 % de cette entreprise.

Floréal, c'est encore comme ça, une assemblée générale souveraine, mais avec de moins en moins de participant-e-s, un conseil d'administration de bénévoles qui gère courageusement l'ingérable ! Dépolitisation et succès commercial du bio ont entraîné nombre de consommateurs-trices dans les grandes surfaces ou les supérettes bios qui se sont créées un peu partout. Maintenir des emplois sans sombrer reste une gageure permanente, même pour Floréal, qui ne veut pourtant pas se transformer en entreprise.

En outre, on peut déplorer le défaut de producteurs-trices locaux-ales, lié à des problématiques d'installation (critères d'installation de plus en plus rigoureux et qui en découragent beaucoup), notamment, aux problèmes liés à la certification des producteurs-trices bios, certification qui n'est pas forcément celle de Nature et Progrès ou d'AB (Agriculture biologique), mais qui peut être effectuée par les producteurs-trices et bénévoles adhérent-e-s de la coopérative. Certain-e-s producteurs-trices refusent en effet la mention AB, soit pour des raisons politiques, soit pour des raisons de coût (élevé, pour certain-e-s, c'est l'équivalent d'un mois de revenu par an).

Ces derniers mois, les bénévoles se raréfient et faire vivre l'association se complique. Alors, adieu (pour l'instant) les cours de cuisine végétarienne, les diverses activités comme la cueillette de plantes sauvages, les discussions politico-écolo autour d'un thé, les programmations de soirées-débats, etc. Reste toutefois le marché du dimanche matin, avec un stand tenu courageusement, été comme hiver, par des bénévoles de Floréal et un espace (qui devient hélas de plus en plus étroit) pour les tracts, infos, petites annonces…

Ceci étant posé, Floréal continue de rester un lieu anachronique, où la qualité « éthique » des produits proposés rime avec une certaine forme d'échange empreint de sens (politique) qui séduit notre promeneur-euse du départ, lassé-e d'être pris-e pour un objet sans pouvoir de décision sur ce qui ce retrouve dans son assiette (et dans son cerveau).

Au final, l'équilibre financier de notre petite coopérative associative est précaire, mais les objectifs de départ restent présents. Espérons que cela dure… **Pascal Pavie et Marie Sarda**

3. Nous sommes lié-e-s à Biocoop par un contrat avec des obligations de respect des chartes de gestion, d'éthique, de salariat, etc., forme d'intégration dans un système de fonctionnement qui, par certains points, ressemble à celle des chaînes de magasins classiques. Il est toujours possible de se retirer du réseau Biocoop, mais pour aller où ? Sur quelle plateforme plus intéressante, compte tenu de nos objectifs (les autres sont encore pires malheureusement), sachant qu'il n'est pas possible de ne travailler qu'avec les producteurs-trices locaux-ales ?

DES ÉCHANGES AVEC OU SANS ARGENT ?

LES SYSTÈMES d'échange locaux (SEL) sont nés pour permettre aux chômeurs-euses, exclu-e-s de l'économie traditionnelle, de mettre des services en commun en faisant du troc. Une réunion régulière est l'occasion pour chacun-e de proposer ses compétences. À la différence du ou de la paysan-ne qui va filer un coup de main à son-sa voisin-e, sans savoir s'il va en recevoir un « en retour », les SEL sont basés sur la réciprocité.

Très vite, des questions se sont posées. Une heure de plomberie vaut-elle une heure de cours de physique quantique ? La valeur d'un service est-elle déterminée par le temps de travail ? (dans ce cas, c'est équivalent) Par son utilité ? (la plomberie vaut sans doute plus) Par sa rareté ? (la physique quantique vaudrait alors plus) Mais, comme la réciprocité immédiate n'est pas toujours possible, des SEL ont mis en place une forme de capitalisation : « En faisant une heure de nettoyage, j'ai x grains de sel sur mon compte ». Alors, certain-e-s selistes peuvent être endetté-e-s et d'autres riches en grains. Horreur ! Les SEL ont inventé une nouvelle monnaie, et les prix qui vont avec !

Dans certains SEL, les prix sont libres. Il est même officiellement recommandé de « marchander ». Dans d'autres, il est conseillé de faire le « une heure égale une heure ». S'il n'y a pas de retour de service, on transforme l'heure en monnaie-travail dans une « fourchette » de prix entre qui va de 50 à 70 grains de l'heure (une manière de réguler la richesse). Face aux risques d'accumulation de grains, les SEL ont été inventifs. Certains ont interdit aux selistes d'accumuler plus de tant de monnaie. D'autres organisèrent un système dégressif où la monnaie fond quand on ne l'utilise pas (-3 % tous les mois, par exemple). Au final, les adhérent-e-s n'ont pas voulu recréer la monnaie « capitaliste », mais ce n'est pas si simple de faire sans argent ! Est-il réellement possible de socialiser l'argent et de mettre des systèmes régulateurs en place ?

PARTOUT, DES PERSONNES METTENT EN PLACE DES ÉCHANGES, COMME DES COMMERCES AMBULANTS OU AUTOGÉRÉS POUR RÉSISTER AUX RAVAGES DU LIBÉRALISME.

COMMERCE ET JUSTICE SOCIALE ?

« NE COMPTE PAS SUR MOI pour trouver sympathique la petitesse des épiciers ! » Parler de commerce, c'est comme invoquer le chiffre de la bête : les marchands ne sont-ils pas les initiateurs historiques de l'infamie capitaliste ? Du coup, défendre le souk des rues contre la grande distribution, c'est risquer de se faire taxer de poujadisme xénophile ! Cependant, n'y voir que mal et cupidité, c'est abandonner les échanges aux multinationales, c'est reconnaître comme incontournable le monopole de l'OMC et des places boursières. C'est, au mieux, rêver à un hypothétique État social qui prendrait en charge la redistribution des richesses. Au final, c'est renoncer à imaginer un monde différent.

Sans être spécialement doué-e-s pour le marchandage, certain-e-s d'entre nous préfèrent, plutôt qu'errer en état de semi hypnose dans les allées d'un hypermarché, se perdre dans les méandres d'un grand bazar urbain. On y côtoie une vitalité autrement odorante, colorée et savoureuse que la morne routine induite par la production et la consommation de masse. *A priori* étranger à toute idée de transformation sociale, ce tumulte bavard n'en constitue pas moins une divergence notable (et pas forcément arriérée) du marché capitaliste. Qui a gardé en mémoire l'alliance des ouvriers, artisans et boutiquiers pendant la Commune de Paris ou dans le Barcelone de 1936 peut deviner là des pistes à explorer.

Alain Tarrius fait une description et une analyse surprenantes de ce qu'il baptise les « territoires circulatoires », à travers lesquels des immigré-e-s en rupture de salariat tissent des réseaux commerciaux invisibles aux yeux non-initiés, entre Sénégal, Maroc, Espagne, France, Belgique, Italie, etc. Basés sur le lien social et le respect de la parole donnée, ces réseaux prospèrent loin des régulations de l'État. Dans son dernier ouvrage, *La Remontée des Sud*, Tarrius fait le récit de filières afghanes sillonnant le paysage entre Dubaï, Iran, Syrie, mer Noire, Balkans et Union européenne. Cette « mondialisation par le bas » n'est évidemment pas révolutionnaire. Elle ouvre même, par la bande, de nouveaux marchés aux multinationales asiatiques qui, sans le savoir-faire de ces saute-frontières, auraient beaucoup plus de mal à écouler leurs produits dans les pays pauvres ou parmi les plus pauvres des pays riches. Mais le caractère souterrain de ces voyages, privilégiant un « savoir-circuler » et un « savoir-être » transfrontalier et multi-ethnique, est en quelque sorte subversif, puisque ces territoires en mouvement traversent « à l'as » une globalisation bardée de barbelés et de taxes, où seule la marchandise dûment monopolisée jouit d'une vraie liberté de circuler.

Certains reprochent à Tarrius une empathie trop évidente à l'égard de ces « fourmis ». Mais laissons ces préventions aux

1. La restructuration néolibérale refoule des pans entiers de la société vers des activités de survie considérées comme pré-capitalistes. Est-ce à dire que ces prolétaires déclassé-e-s se retrouvent « hors de l'Histoire », comme l'Homme africain de Guaino et Sarkozy ?

COMERCIO Y JUSTICIA

Ce travail a été réalisé à quatre mains en Argentine à la fin de l'année 2006 par Yohanne Lamoulère et Fred Chartiot sur certaines des entreprises récupérées du pays. Ce montage, photographique et sonore, est diffusé dans Le Bus de l'association culturelle Caravansérail. Un DVD est également disponible à la demande à Monnaie de Singe, 46 rue Consolat, 13001 Marseille.

© Yohanne Lamoulère

Entrée de l'imprimerie autogérée Chilavert, Buenos Aires
Argentine, octobre 2006

Ouvriers des abattoirs autogérés Yaguané, La Matanza, grande banlieue de Buenos Aires
Argentine, octobre 2006

universitaires de laboratoire ou au marxistes d'école. À l'heure où la restructuration capitaliste lamine le vieux mouvement ouvrier, on ne peut ignorer l'existence de telles lignes de fuite, ou de fracture. Au-delà de l'esprit du lucre, ce qui intéresse dans ce commerce hétérodoxe, c'est tout ce qu'il utilise et génère comme richesse sociale.

Il n'y a guère qu'en Europe, où l'État quadrille les têtes aussi sûrement que les rues, qu'on sépare la question des échanges de la question sociale. Entre l'hyper concentration de la distribution mondiale et un aléatoire repli autarcique de petites communautés (passéistes ? ethniquement pures ? militantes et utopiques ?), s'ouvre le champ des échanges possibles. Circuits courts de distribution, contrebande au long cours, relations (vraiment) directes entre producteurs-trices et consommateurs-trices, troc, mais aussi don, gratuité, errance, pratique de l'hospitalité…

Il existe une région du monde où le commerce populaire est souvent en cheville avec les mouvements sociaux : c'est l'Amérique latine. Du Mexique jusqu'en Argentine, des centaines de milliers d'ouvrier-e-s licencié-e-s se sont converti-e-s en vendeurs-euses ambulant-e-s[1]. Au plus fort de la crise des années 80, les *tianguis* (« marchés sauvages ») avaient littéralement envahi le centre historique de Mexico, jusqu'aux couloirs et aux rames du métro. Le fief de la *fayuca* (« contrebande ») était le marché de Tepito, où les produits manufacturés tenaient le haut du pavé. Autant que d'un poumon économique, c'est au bout du compte d'une vraie culture de quartier qu'il s'agissait, et la population a défendu bec et ongles cet immense marché à ciel ouvert contre les interventions policières (voir également les événements d'Atenco et de Texcoco en avril 2006).

Lors de l'insurrection civile de l'été 2006, un porte-parole de l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca déclarait : « Nous allons provoquer une crise économique en bloquant les routes et en boycottant les grandes enseignes multinationales. Nous remplacerons les centres commerciaux par des tianguis » (Rogelio Mesinas, La Jornada, 13 août 06).

Après le krach bancaire de 2001, l'Argentine a vu fleurir une infinité d'expériences de survie collective, allant du troc à l'impression de coupons de ravitaillement, en passant par la récupération d'entreprises abandonnées par les patrons. Après la tempête sociale, la normalité capitaliste s'étant imposée à nouveau, des dizaines de ces occupations ont mué en coopératives ouvrières. Elles se sont vues confrontées au problème de la distribution et de l'insertion dans le marché. « On est dans un système capitaliste, on est obligés de suivre, de rester compétitif, avant de trouver d'autres formes. Une entreprise récupérée fait partie de l'économie, mais c'est de l'économie alternative », raconte un membre de l'imprimerie Chilavert, à Buenos Aires. « On démontre qu'on sait faire tourner la fabrique, il va falloir que la coopérative s'ouvre au reste du monde pour soutenir cette idée. » Ce n'est plus vraiment une révolution, mais bien une expérimentation sociale. « "Occuper, résister et produire", c'est le slogan des sans-terre au Brésil. Au moment de l'occupation de l'hôtel Bauen, on avait accroché une pancarte avec ces trois mots. Quand j'ai écouté la radio, ils disaient : "Occuper, résister", et c'est tout ! Les médias déforment des petits détails, mais c'est énorme en vérité ! » Et on pourrait ajouter cet autre mot-clé : distribuer, que la presse aurait sûrement « oublié » de citer aussi.

Il n'y a guère qu'en Europe, où l'État quadrille les têtes aussi sûrement que les rues, qu'on sépare la question des échanges de la question sociale.

À Rosario, le supermarché Tigre a été récupéré par ses travailleur-e-s en juillet 2001. Dans leurs locaux, elles-ils ont ouvert une cantine, un bar et un centre culturel. Ils-elles se soucient de plus en plus de la qualité et de la provenance des produits vendus. « *Les entreprises récupérées s'entraident, deviennent clientes ou fournisseurs les unes des autres, allant jusqu'à se faire crédit* », constatent Yohanne Lamoulère et Fred Chartiot dans leur documentaire. Mais cette production arrive rarement au consommateur lambda. La commercialisation est souvent un problème insurmontable.

Lorsque l'on constate, ici, en Europe, l'épuisement de luttes syndicales menées le dos au mur, en défense désespérée du contrat social de la Libération dont l'élimination a été programmée en haut lieu, on a tout intérêt à envisager des alternatives au salariat et à l'assistanat. À la lumière des exemples latino-américains, une jonction des cultures ouvrière et paysanne avec l'esprit entreprenant du commerce informel pourrait s'opérer. Des marchés paysans ne se contentant pas d'une clientèle bobo iraient dans ce sens. Et les « trafics » qu'on diabolise en parlant des banlieues[2] ressemblent étrangement à ces réflexes vitaux observés dans les pays du Sud, où les laissé-e-s-pour-compte soulagent le manque et la misère en appuyant ces activités « informelles » sur des liens de voisinage et sur l'identité d'un quartier (voir les *cartoneros* argentins, p.26). Cette jonction fait aujourd'hui figure de fiction, mais elle n'en est pas moins une étape souhaitable, si ce n'est indispensable, dans la reconstruction d'un projet commun de transformation sociale. **Bruno Le Dantec**

2. Les services de renseignements de l'État entretiennent soigneusement la confusion entre les trafics d'armes et de drogue de type mafieux et le commerce « au black » de services et de produits licites, alors que ce sont deux mondes parallèles qui ne se mélangent pratiquement jamais.

Un camionneur vient charger de la viande aux abattoirs autogérés Yaguané, grande banlieue de Buenos Aires
ARGENTINE, OCTOBRE 2006

LES *CARTONEROS* ARGENTIN-E-S ONT MIS EN PLACE LEUR PROPRE RÉSEAU DE PRODUCTION ET D'ÉCHANGE POUR RÉSISTER À CEUX QUI LES EXPLOITAIENT. SE DÉGAGE UNE VOLONTÉ D'ÉMANCIPATION.

DE LA **RÉCUP' INDIVIDUELLE** À LA **COOPÉRATIVE**

CARTONEROS, COMMERCE DU RECYCLAGE ET LUTTES SOCIALES EN ARGENTINE

SOURCES

À partir d'une traduction de Proyectos 19/20 (mars 2005) par Fabrice (militant de la Fédération d'organisations de base, Argentine).

Samuel Schellenberg, **El Correo**, août 2003.

« LE CARTONERO a toujours été indépendant. Apprendre à nous rassembler a constitué le premier pas vers une organisation qui nous a permis de nous affronter aux crevards qui transportent le travailleur dans des camions comme du bétail pour les exploiter, ou aux propriétaires de hangars qui ont la balance réglée et te volent le volume que tu as récolté », commence Francisco, *cartonero* uruguayen de 43 ans membre de la Coopérative de travail écologique-Recycleurs du Bas Flores (un bidonville de la capitale). Le parcours qui a conduit Francisco à se taper les déchets et à s'associer à ses voisin-e-s ne diffère pas vraiment des histoires des dizaines de regroupements de *cartoneros*.

LA GRAINE

« J'étais maçon dans la villa du Bas Flores, raconte Francisco. Je me suis retrouvé sans emploi et, quasiment sans le vouloir, je suis sorti un jour avec le chariot que j'avais acheté en pensant m'en servir pour vendre des légumes ou faire de la récupération. J'ai attendu qu'il fasse nuit pour que personne ne me voit, j'avais honte. Et, après un petit tour et beaucoup de chance, je suis rentré plus que content avec dix-sept pesos (quatre euros). Le jour suivant, j'étais déjà *cartonero* professionnel. » C'était en 1991. « Dans la capitale, nous étions huit cents *cartoneros* en tout et, dans les bidonvilles, nous avons commencé à nous rassembler pour organiser un syndicat, ou quelque chose de proche. On a tenté l'expérience trois fois : nous sommes allé-e-s demander un soutien à la CGT et à la CTA[1], qui venait de naître, mais ils nous ont ignoré-e-s », se rappelle-t-il.

Les années ont passé et, à la fin de la décennie, l'idée du coopérativisme a surgi : « Nous avons dû entrer dans la bagarre quand ils ont commencé à voler nos chevaux[2]. Ils nous battaient, ils nous mettaient en prison, c'était tout un bordel. Alors, quelques compañeros de la villa 21-24 (Barracas, Buenos Aires) sont venus nous voir et nous ont dit : « Pourquoi on ne monterait pas une coopérative ? ». Nous pensions que c'était un engagement lourd mais, comme nous avions une problématique concrète, nous avons décidé de nous réunir pour en parler. Nous nous sommes aussi réuni-e-s avec les cartoneros de Ciudad Oculta (villa 15, à Mataderos, Buenos Aires). Nous ne savions même pas ce qu'était le coopérativisme, mais nous commencions à imaginer un outil de lutte qui proliférerait partout. Comme la crasse. »

S'ORGANISER POUR ÉVITER LES ARNAQUES

Concrètement, les cartoneros, organisé-e-s en coopérative, font du porte-à-porte et proposent aux gens de trier leurs déchets : verre, carton, plastique. La coopérative se charge ensuite de vendre ces déchets à des entreprises de recyclage. Depuis que les travailleurs-euses se sont organisé-e-s ainsi, ils ne travaillent plus de nuit et n'ont plus à fouiller dans les poubelles. Cela a aussi permis d'éviter les intermédiaires crapuleux, souvent liés à la mafia, et de vendre le carton à un meilleur prix.

Beaucoup de coopératives se sont créées à partir de la rencontre de voisin-e-s ou de gens qui se côtoyaient dans les files du dépôt où ils vendaient le carton. Ils se sont associé-e-s pour freiner les « arnaques à la balance » et obtenir le paiement « au poids et au prix justes ». Écœuré-e-s par les abus et convaincu-e-s qu'une réelle amélioration ne s'obtiendrait qu'en faisant de la vente à la tonne, douze cartoneros de Lomas de Zamora (banlieue de Buenos Aires) ont fini par constituer Nouvelles directions, une coopérative qui a maintenant son propre centre d'approvisionnement et se passe d'intermédiaires. Ce fut un long chemin… Au début, les *cartoneros* construisirent un hangar sur un terrain en friche mais la municipalité les en expulsa. Ensuite, un élu leur proposa de l' « aide » et les affilia à son parti, ce qui divisa le groupe. Finalement ils réunirent plus de quatre-vingt-dix *cartoneros* et louèrent un local pour l'approvisionnement de manière collective. De cette manière, le-la collecteur-trice gagne plus en travaillant moins : 15 à 20 pesos pour trois heures de travail.

La première coopérative de *cartoneros* de la capitale, El Ceibo, a déjà une longue histoire de travail collectif. En 1989, des femmes des maisons occupées de Parlermo Viejo se sont réunies pour obtenir des pilules contraceptives. Elles se sont ensuite organisées pour le logement et, en 1999, elles ont décidé de constituer une coopérative de *cartoneros* car la majorité d'entre elles (autour de cent personnes) se dédiaient déjà à cette activité. Leur travail se base sur la « conscientisation de voisinage » : leurs enfants sont des promoteurs de l'envi-

1. Principales centrales syndicales argentines.

2. Officiellement, il est interdit d'entrer dans la capitale avec un cheval, NDT.

© Yohanne Lamoulère

Entrée de l'entreprise autogérée Comercio y Justicia, journal de Córdoba, Argentine, octobre 2006

© Yohanne Lamoulère

Employé du supermarché autogéré Tigre, Rosario
Argentine, octobre 2006

© Yohanne Lamoulère

Standardiste de la clinique autogérée Junín, Junín
Argentine, octobre 2006

© Yohanne Lamoulère

Sur les routes du Nord du pays
Argentine, octobre 2006

ronnement qui expliquent aux habitant-e-s du quartier l'importance de séparer ce qui est réutilisable pour les *cartoneros*.

L'APPÉTIT DES MULTINATIONALES

Toutefois, nombreux sont ceux qui voudraient voir les *cartoneros* disparaître des rues de la capitale. Parmi leurs ennemis jurés : Mauricio Macri. Ce riche entrepreneur, lié à une des entreprises de ramassage d'ordures, président du club de foot Boca Juniors et ami de l'ex-président Carlos Menem, les a traité-e-s de « voleurs » l'an dernier. Ils-elles s'approprieraient un bien qui ne leur reviendrait pas. Candidat à la mairie de Buenos Aires, il a adouci son discours en indiquant qu'en cas de victoire il engagerait tous les *cartoneros* dans des usines de recyclage… en sachant qu'il n'y aura jamais de places pour toutes et tous ! Ce que veut Macri, flattant là le mépris et la peur qu'inspirent ces pauvres à de nombreux habitant-e-s, c'est libérer les rues de « ces ombres » qui fouillent dans les poubelles. Il s'agit aussi de préparer le terrain aux multinationales de l'environnement sur un marché du recyclage que les *cartoneros* ont finalement fait émerger : Veolia serait sur les rangs… La perspective de cette privatisation est une des raisons pour lesquelles les *cartoneros* se sont fédéré-e-s dans l'UTRACA, l'Unión de Trabajadores Cartoneros Argentinos, dans le but de se donner les moyens collectifs de conserver les formes coopératives de la filière.

L'UNION DES TRAVAILLEURS-EUSES

Le 4 juillet 2005 naissait l'UTRACA. Après que quelques cartoneros déjà organisé-e-s eurent participé au congrès latino-américain des *catadores, clasificadores, recuperadores* (dénominations des *cartoneros* dans les différents pays d'Amérique latine), les *cartoneros* ont commencé à se réunir pour consolider les revendications du secteur. Cette démarche correspond notamment à la volonté de faire reconnaître la fonction sociale de ce boulot. Par ailleurs, la double condition d'écologistes et de travailleurs-euses les amènent à réclamer une place importante dans la définition des politiques environnementales et de production. L'UTRACA, en tant qu'outil de transformation sociale, dénonce ainsi la consommation superflue qui génère une masse de déchets en grande partie irrécupérables. L'introduction d'un recyclage systématique et contrôlé par les travailleurs-euses contribuerait à améliorer le cadre et le niveau de vie de la population. En séparant les déchets organiques des autres matières, il est possible de créer des fertilisants non-chimiques ou d'obtenir du gaz par fermentation (biogaz). Comme il est nécessaire de systématiser la réutilisation des matériaux, l'organisation des *cartoneros* veut appuyer un développement communautaire en réinvestissant les fonds obtenus par le recyclage dans les quartiers.
Depuis quatre ans, au Brésil, le Movimento Nacional dos Catadores de Materiais Recicláveis (MNCR) organise les travailleur-ses indépendant-e-s du recyclage à travers un réseau de coopératives, d'entrepôts et d'associations. Leurs objectifs visent à maintenir un « antagonisme populaire de classe » face aux partis politiques, aux gouvernements et aux entreprises, en favorisant l'action directe dans tous les secteurs de la vie. Le coopérativisme est envisagé comme une concrétisation de la solidarité de classe. Le MNCR lutte pour l'autogestion et le contrôle de la chaîne productive du recyclage dans une optique de redistribution des richesses. **Berti**

CETTE IDÉE FOLLE DE « MAGASINS GRATUITS » VA AU-DELÀ DE L'ACCÈS LIBRE. LES DIGGERS SOUHAITENT, PAR LEUR PRATIQUE THÉÂTRALE, INTERPELLER LA BONNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE.

Les Diggers et la gratuité

LES FREE STORES

Ci-CONTRE
Deux interprétations existent autour de l'affiche « 1 % free ». Certains racontent que les commerçants de Haight-Asbury devaient reverser 1 % de leurs profits aux Diggers, d'autres qu'elle signifiait que 1 % de la population seulement vivait de manière autonome…

EN 1966, EN PLEINE VAGUE HIPPIE, les Diggers ouvrent un *free store* – magasin gratuit. Il est situé dans la Mecque du mouvement, à San Francisco, en plein cœur de Haight-Asbury. « On y trouve de tout, des fringues surtout, mais aussi des meubles, de l'électroménager, etc. On peut meubler son appartement. Il y a tellement de surplus dans cette Amérique des années 60. Certains se rappellent même y avoir vu un piano ! »[1] Les *free stores* ne sont pas gratuits pour le seul plaisir de ne pas payer, ce dont des lieux « d'expérimentation sociale : tous ceux qui y passent sont encouragés à ignorer les lois et les coutumes habituellement en place dans un magasin, dans un échange marchand »[1]. Peter Berg, membre des Diggers, en parle comme « une forme d'art social ». L'idée est bien de créer du décalage, ce « pas de côté » dont Gébé parle dans *L'An 01*. « Les magasins gratuits – pas plus que la distribution gratuite de nourriture – n'étaient des actes "charitables" ou "humanitaires" comme on les dénommerait sans doute aujourd'hui. Le but était de créer des moments de théâtre au cours desquels les gens étaient obligés de mettre de côté leur "cadre de référence habituel" et leur vision culturelle concernant la hiérarchie, la propriété et l'autorité" »[2].

Précisons qu'en anglais *free* signifie à la fois gratuit et libre. La gratuité est aussi une manière de se libérer des carcans de la société capitaliste. « Les Diggers ouvrent des magasins gratuits pour libérer la nature humaine. D'abord, libérer l'espace, les biens et les services, puis laisser les théories économiques suivre les actes. Lorsqu'un magasin libre est organisé, les désirs, le don, les besoins et le fait de se servir sont ouverts à toutes les improvisations. Pas de propriétaires, pas de responsables, pas d'employés, pas de caissiers. Quand les biens sont gratuits, l'imagination devient une monnaie de l'esprit. »[3] « Tout le monde peut venir prendre ou déposer ce qu'il souhaite et, si quelqu'un entre et demande qui est le responsable, on lui répondra qu'il est le responsable ! "*Assuming freedom*" : chacun est responsable mais personne n'est chargé de… »[1]

Peter Coyote, un autre Digger, raconte : « Un jour, alors que c'était mon tour d'être le "responsable", je remarquais une femme noire visiblement pauvre, qui bourrait un grand sac en papier d'habits. Alors que je m'approchais d'elle, elle s'éloigna du sac, prétendant qu'il n'était pas à elle. Je souriais, lui remis le sac et lui dis : « Vous ne pouvez pas voler ici ». Indignée : « Mais je ne volais pas ! ». « Je sais, lui répondis-je aimablement, mais vous pensiez que vous étiez en train de voler. Vous ne pouvez pas voler parce que c'est un magasin gratuit. Lisez le panneau : tout est gratuit. Vous pouvez prendre la totalité du magasin si vous en avez envie. (…) ». Elle me regarda durement et j'allais prendre un pull dans un bac. « Celui-là ? », lui demandais-je. Elle le regarda d'un air sceptique et secoua la tête : « Non, je n'aime pas cette couleur. Peut-être celui-ci ? ». Et on passa ainsi une bonne partie de la matinée à faire du "shopping" ensemble. »[4]

Les Diggers iront jusqu'à célébrer la mort de l'argent (*Digger's death of money and rebirth of Haight Parade*), qu'ils associent à la renaissance du quartier de Haight-Asbury. Dans une parade qui met San Francisco sens dessus dessous, ils proclament que l'argent est « un mal non nécessaire » : « Il est accoutumant. C'est une tentation pour les faibles (la plupart des crimes avec violence dans notre ville sont liés d'une façon ou d'une autre à l'argent). Il peut s'accumuler, bloquant le libre courant d'énergie, et cette accumulation géante d'énergie dans Montgomery Street causera bientôt la soudaine et explosive libération de cette énergie piégée, causant beaucoup de souffrance et de chaos. Comme partie prenante de la campagne municipale pour éradiquer les causes de la violence, les Diggers de San Francisco annoncent une période de 30 jours, à partir de ce jour , durant laquelle tous les citoyens responsables sont priés de se débarrasser de leur argent. Aucune question ne sera posée. Apportez l'argent à vos Diggers locaux pour une distribution gratuite à tous. Les Diggers libèreront son énergie selon le style de ceux qui la recevront »[5].

Les Diggers développeront par la suite une clinique gratuite, des distributions gratuites de repas trois fois par jour, comme pour rappeler que le plus important dans les échanges, ce n'est pas l'argent ! **Gildas**

1. Alice Gaillard, **Les Diggers, Révolution et contre-culture à San Francisco**, L'Échappée, à paraître en octobre 2008.
2. Dominick Cavallo, **It's Free Because It's Yours**, St Martin's Press, 1999.
3. Peter Berg, Diggers Papers, « Trip Without a Ticket ».
4. Peter Coyote, « Sleeping when I fall », www.diggers.org/freefall/freefram.html
5. Tract des Diggers, San Francisco, 1967.

DANS UNE SOCIÉTÉ OÙ L'ÉCHANGE S'ANNULE UNE FOIS LA TRANSACTION MONÉTAIRE ÉTABLIE, LE DON EST SOUVENT MAL COMPRIS. C'EST UNE RELATION COMPLEXE QUI IMPLIQUE PLUS LARGEMENT LES POPULATIONS CONCERNÉES.

LE DON, ÉCHANGE ANTI-ÉCONOMIQUE

«LA LOGIQUE ÉCONOMIQUE *est inconciliable avec celle du don.*» À moins d'être assez naïf pour le confondre avec la pseudo-gratuité de produits ou services «offerts» par un certain marketing agressif (ou, pire encore, avec le Téléthon et la charité), le don apparaît comme une pratique radicalement étrangère au monde de l'économie. Mais il n'est pas pour autant hors du monde.

«*L'homo œconomicus*, c'est l'homme des sociétés du besoin et non des sociétés du don. C'est l'homme qui a une conscience aiguë de la valeur de l'argent, de l'effort rémunéré, du rendement, l'homme de l'activité rentable, le Prométhée qui ménage son temps, le soumet au calcul horaire. Alors que l'homme du don est celui de la gratuité, de l'oisiveté.»[1] Si le don est un ovni dans le ciel du capital triomphant, il n'est réductible ni à une générosité désincarnée, ni à une figure poétique ou légendaire. Il s'agit d'une dynamique sociale très ancienne, assez précisément codifiée. Ce n'est déjà plus le simple partage pratiqué par les communautés égalitaires. Celle-celui qui donne cherche à provoquer une émulation, voire une dépendance, chez celle-celui qui reçoit. Le don a fonctionné comme régulateur de l'inégalité sociale naissante (voir le fameux potlatch des Kwakiutl de Colombie-Britannique[2]), mais il a aussi été un instrument de pouvoir à caractère féodal, visant à constituer une clientèle redevable des bienfaits prodigués.

Le concept de don offre une perspective pointant bien au-delà de la pensée matérialiste et de l'argent.

«Le don serait insensé (en conséquence nous ne nous déciderions jamais à donner) s'il ne prenait le sens d'une acquisition. Il faut donc que donner devienne acquérir un pouvoir. Le don a la vertu d'un dépassement du sujet qui donne, mais en échange de l'objet donné, le sujet s'approprie le dépassement : il envisage sa vertu, ce dont il eut la force, comme une richesse, comme un pouvoir qui lui appartient désormais. Il s'enrichit d'un mépris de la richesse et ce dont il se révèle avare est l'effet de sa générosité.»[3*]. Le capitalisme keynésien fut peut-être un des derniers avatars de ce mécanisme dispendieux (cette fois confisqué par l'État Providence), avant que le discours néolibéral ne revienne imposer la loi exclusive de l'intérêt privé.

La soumission de la société à l'économie n'est ni naturelle, ni éternelle. Elle est un moment de l'histoire. Même si l'idéologie du progrès considère le don comme un archaïsme irrationnel, celles et ceux qui visent un renversement du totalitarisme économique devraient s'y intéresser. «Le don veut célébrer un avant-goût du paradis. Le paradis, c'est justement le lieu et le moment de l'abondance. C'est le bannissement par excellence des servitudes économiques. [...] L'éthique du don est donc une éthique paradisiaque. Donner, prodiguer, c'est ne pas craindre le tarissement des ressources.»[1]

Alors que la frugalité volontaire des écolos et des décroissant-e-s pourrait bien se faire avaler par le discours dominant pour mieux justifier l'organisation de la rareté et la perpétuation des inégalités par le marché, il faut que notre critique se fasse plus gourmande. Sans esprit, sans prise de risque, sans déséquilibre créatif, cette éco-idéologie se résumera à un effet miroir face aux délires de la consommation de masse. D'un côté l'orgie, de l'autre l'ascétisme : deux faces de la même monnaie utilitariste.

Observer son histoire, ses dissidences, et lui inventer des alternatives : voilà tout ce que mérite le commerce. Et le concept de don, beaucoup plus que ceux de troc ou de «commerce équitable», offre une perspective pointant bien au-delà de la pensée matérialiste et de l'argent comme unique médiateur.

«Le don incarne un rêve collectif. [...] Ce rêve est celui de la liberté par rapport au travail, du reniement de l'économique. Donner, perdre, détruire, c'est dénigrer les biens économiques et leur utilité, c'est dépasser la notion de besoin. L'homme se libère de l'économique par le don et la dépense somptueuse, qui prétendent nier la servitude humaine par rapport à l'ordre productif.»[1] Naïma Benabdelali oppose la cupidité des marchands du souk à l'échange exalté par le don, cher aux tribus bédouines mais aussi à l'aristocratie des califats, avec son mépris pour le calcul mesquin, sa soif de prestige social, son panache. Le goût universellement partagé pour la fête et ses excès n'est rien d'autre que la survivance de cet enthousiasme-là.

Dans une époque où l'économie agit de plus en plus clairement comme une force antisociale, la dynamique du don nous parle d'une humanité à remettre en jeu. «Les hommes assurent leur subsistance ou évitent la souffrance non parce que ces fonctions engagent par elles-mêmes un résultat suffisant, mais pour accéder à la fonction insubordonnée de la dépense libre.»[4] **Bruno Le Dantec**

1. Naïma Benabdelali, **Le Don et l'Anti-économique dans la société arabo-musulmane**, Eddif, 1998.

2. «La vertu exemplaire du potlatch est donnée dans cette possibilité pour l'homme de saisir ce qui lui échappe, de conjuguer les mouvements sans limites de l'univers avec la limite de ce qui lui appartient.» Georges Bataille, **La Part maudite**, Éditions de Minuit, 1967.

3. Georges Bataille, ibidem.

4. Georges Bataille, **La Notion de dépense**, La Critique Sociale, 1933.

* Le marketing moderne rejoue en le parodiant ce coup de poker du don : des opérateurs Internet, au même moment où ils «offrent la téléphonie gratuite», s'attachent littéralement le client avec des clauses léonines lui interdisant de rompre le contrat sous peine de lourdes pénalités. Du client roi, on passe aussi sec au client vassal, soumis à une fidélité obligée. Il manque là l'essentiel du don : le panache et, surtout, l'appel à la réciprocité !

A LIRE

Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques
Marcel Mauss,
PUF, 2007.

FAUT-IL DÉFENDRE LA GRATUITÉ ?

LE CÉLÉBRISSIME GROUPE de rock Radiohead a récemment mis son album en vente à prix libre sur Internet. Cette pratique n'est donc plus réservée aux militants ! Prix libre ou gratuité ont-ils aussi été absorbés par le capitalisme ? La gratuité est le plus souvent financée par «le temps de cerveau disponible», c'est-à-dire la publicité, à la télévision ou dans les «journaux gratuits». Les multinationales jouent aussi sur les mots... Le téléphone serait gratuit alors qu'on paie un forfait mensuel. Qui plus est, cette gratuité conduit finalement à acheter plus de matériel high-tech : disque dur, nouvel écran, etc. «L'idée de gratuité, si elle peut être défendue, doit l'être dans un cadre rupturiste qui prenne en compte la nature des bénéficiaires, et surtout la manière dont elle se développe, nous préférons parler de "socialisation des coûts de production"...» explique Biagini et Carnino. (**La Tyrannie technologique**, Collectif, L'Échappée, 2008)

L'UTOPIE EST AUJOURD'HUI DISQUALIFIÉE FACE À LA TYRANNIE DE LA RÉALITÉ. POURTANT, ELLE A FAIT AVANCER LE MOUVEMENT OUVRIER TOUT AU LONG DU XIXE SIÈCLE.

LES MAGASINS DU TEMPS

UNE UTOPIE ANARCHISTE AUX ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Texte issu de « Histoire de l'anarchisme aux États-Unis d'Amérique (1826-1886) », Ronald Creagh, La Pensée Sauvage, 1981

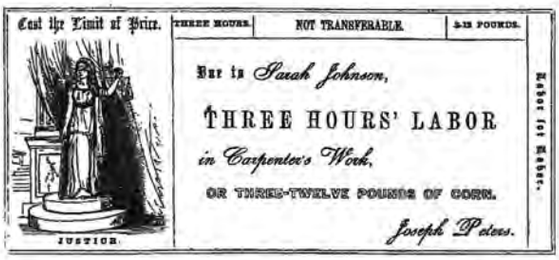
JOSIAH WARREN FAIT PARTIE DES UTOPISTES du XIXe siècle qui voulait refonder les relations économiques. Avant Marx et ses disciples, il prône le fait que la valeur d'un objet est fonction du temps de travail nécessaire à sa fabrication. Ce texte de Ronald Creagh présente la pensée originale de cet anarchiste américain. Si certaines idées semblent avoir mal vieillies (gagner du temps au magasin !, libre concurrence, etc.), elles sont à replacer dans une époque où le mouvement anarchiste américain cherchait à concilier liberté et égalité.

« [Warren] introduit l'idée d'une monnaie qui, au lieu d'être artificiellement fabriquée par les gouvernements ou les banques, correspondrait effectivement à la richesse produite par le travail des hommes ; ce thème, qui plus tard serait repris par les marxistes, accroche la recherche de Warren qui, à son tour, pose que le vrai prix d'une chose devrait être mesuré par la quantité de travail nécessaire pour la produire. Or, dans les faits, les prix ne correspondent pas à ce travail, de sorte que l'ouvrier ne reçoit pas son juste salaire ; en outre, cette rémunération légitime, unanimement réclamée, nul n'explique comment la calculer d'une manière scientifique. Robert Owen[1] avait créé dans sa communauté « Nouvelle harmonie », un système très compliqué de billets de travail, de sorte que la monnaie avait été remplacée par une abondante paperasserie destinée à comptabiliser le labeur et les dettes de chacun. Warren, au contraire, va tester ses propres idées en lançant une expérience qui restera connue sous le nom de Time Store, c'est-à-dire d'un magasin où les articles sont vendus à leur juste prix en fonction du temps de travail qu'ils ont exigé. Le coût englobe les frais d'achat et d'entrepôt ainsi que le salaire du vendeur ; la rémunération de celui-ci constitue l'élément original de l'expérience : une grande horloge enregistreuse bien en évidence dans le magasin est mise en route aussitôt qu'un client se présente : le temps qu'il prendra au vendeur représentera le salaire de celui-ci. Cette expérience montre donc tout à la fois la possibilité pour chaque individu de calculer et de distinguer sa propre contribution — et donc de sauvegarder la spécificité de ses objectifs — mais aussi les avantages d'un commerce régulé selon ce principe. Le magasin de Warren, approvisionné en produits les plus divers depuis l'épicerie jusqu'aux vêtements, représente une innovation commerciale sur plusieurs points ; en particulier, pour gagner du temps, il affiche tous les prix des articles, pratique alors inconnue et qui est toute au bénéfice du client ; il ne reste à ajouter à ce montant que l'équivalent du temps de la vente proprement dite. Le vendeur trouve aussi son compte parce que l'intérêt du client consiste à lui faire perdre le moins de temps possible ; finies les interminables discussions sur les prix, alors à la mode, que Warren considère comme moralement dégradantes. Un commerçant voisin, qui plus tard, adopte le même système, déclare vendre désormais en une heure ce qui, auparavant, lui prenait une journée entière.

À l'hiver 1827, le magasin regorge de clients et Warren débordé envisage de ne travailler qu'à mi-temps ; un commerçant l'imite et quelques concurrents se demandent s'ils ne vont pas employer les mêmes méthodes. D'autres professions, comme les charpentiers, adoptent le même principe et trouvent le système profitable ; avant la fin de la première année, le stock du Time Store a doublé ; des centaines de clients se présentent l'année suivante et, selon un témoignage, le montant local des échanges s'élève à 150 000 dollars ; une partie des opérations se réalise d'ailleurs sans utiliser la monnaie américaine, à l'avantage de tous, car les années 1827-1829 traversent une dépression économique dont on conservera longtemps le souvenir.

Warren entend mener sa démonstration sur des bases plus étroites que les expériences coopératives de Robert Owen en Grande-Bretagne, car il désire obvier au développement de la bureaucratie et contrôler l'adéquation de l'offre à la demande ; il évite que, par ruse ou négligence, une personne ne s'engage dans des promesses au-dessus de ses moyens. En cette période de chômage, il affiche les offres et demandes d'emploi, mais il refuse d'embaucher du monde et d'agrandir son commerce, car résolument hostile aux associations financières, il prévoit

1. Socialiste utopiste anglais né en 1771 et mort en 1858



Billets de travail qui permettent de se passer de la monnaie américaine, alors qu'une crise économique sévit.

qu'en cas de désastre on paye pour un échec dont on n'est pas nécessairement responsable ; d'ailleurs, il ne cherche pas la richesse ; il veut seulement illustrer l'efficacité de ses principes ; en mai 1830, il abandonne son Time Store.

L'idée d'un magasin basé sur le temps de travail se propage assez rapidement ; à Philadelphie, où le mouvement ouvrier est l'un des mieux organisés de la jeune nation, le Mechanic's Free Press du cordonnier socialiste William Heighton expose les conceptions de Warren et publie un projet d'association fondée sur l'échange du travail ; divers centres urbains tentent des essais similaires ; ainsi, dès la première année d'expérience, Philadelphie compte trois magasins similaires à celui que Warren a créé près de Cincinnati, mais ils échouent pour avoir commis, selon lui, trois erreurs : les participants s'étaient associés financièrement, ils avaient mélangé le travail et l'argent au lieu de dissocier ces deux facteurs, et enfin leur offre était inadaptée à la demande. On voit donc que, si les idées warreniennes s'apparentent à celle d'Owen, elles ne leur sont pas identiques.

La philosophie warrenienne ne peut être considérée comme tributaire de la mentalité artisanale, et de fait, à plusieurs reprises, celui qui aimait s'appeler un « conseiller en équité » s'est insurgé contre les pratique corporatives, il a défendu le marché concurrentiel et le développement de l'industrie, tout en récusant le système capitaliste. Mais il entend préserver le sens d'indépendance, de créativité et de fierté de l'artisan ; il estime que chacun doit rester maître de son temps et de son travail, s'employant au mieux selon la diversité de ses talents, ou plutôt en choisissant, à ses propres risques, les professions qui correspondent à une demande sociale. Il condamne les sociétés et les entreprises industrielles qui confondent les intérêts particuliers pour atteindre un chimérique « bien commun ». La société idéale de Warren est concurrentielle mais pas capitaliste, le travail le plus dur doit obtenir la meilleure rétribution ; en dehors de ce cas, la rémunération est pratiquement proportionnelle au temps de travail ; la limitation de durée des billets de travail interdit l'accumulation du capital financier et des héritages.

Warren pose que le vrai prix d'une chose devrait être mesuré par la quantité de travail nécessaire pour la produire

Warren prend note de la différence qui sépare les « capitalistes » des « producteurs » comme d'une situation de fait qu'il faut changer ? Il ne préconise pas la lutte de classes, mais l'émancipation du travailleur ; la classe productrice, dans laquelle il inclut les intellectuels, peut se libérer par elle-même de toutes les chaînes du capitalisme si elle décide d'appliquer les principes qu'il propose. Privé de sa substance, c'est-à-dire de la servitude ouvrière, le système ne peut que s'effondrer. Par conséquent, à l'opposé des autres réformateurs de son temps, Warren ne compte pas sur la philanthropie ou la bonne volonté des nantis pour la réalisation de ce projet ; le manifeste de 1841 s'adresse « aux plus opprimés » tandis qu'il déclare que son projet n'offre aucune place à ceux qui rêvent de profits aux dépens d'autrui. **Ronald Creagh**

LE COMMERCE **VÉRIDIQUE** ET **SOCIAL**

MICHEL-MARIE DERRION est à l'origine de la première coopérative française de consommation à Lyon : Le commerce véridique et social. Son projet d'épicerie voit le jour en 1835 suite à une souscription lancée auprès des militant-e-s fouriéristes et mutuellistes. Le prix doit y être, selon son expression, « véridique ». Les bénéfices sont redistribués en quatre parts égales aux souscripteurs qui ont apporté leurs capitaux, aux employé-e-s du magasin, aux consommateurs-trices (système de ristourne annuelle) et à un fonds social. Le souci de la démocratie anime l'époque. Un « primogérant » est élu à la direction de la boutique, contrôlée par une « commission de surveillance composée de personnes honorablement connues ». Le rôle de cette commission est aussi l'« inspection et [la] vérification, soit quant aux marchandises, soit quant aux écritures ». Le souhait de Derrion est d'« impulser des transformations sociales de grande ampleur ». Son projet est né en pleine révolte ouvrière à Lyon, en 1834. Il publie alors un petit texte au nom à rallonge : Constitution de l'industrie et organisation pacifique du commerce et du travail ou Tentative d'un fabricant à Lyon pour terminer d'une manière définitive la tourmente sociale. Il espère ainsi débarrasser les ouvrier-e-s des patrons en mettant en place des structures autonomes dont la propriété sociale. « La situation des travailleurs sera ainsi améliorée grâce à leur participation à la gestion de la société, la cessation de toute baisse des salaires, l'exemption de la fraude sur le poids et la qualité des produits, l'assurance d'une retraite pour sa vieillesse ». Le projet s'arrêtera toutefois rapidement, en 1837. Derrion aura quand même réussi à ouvrir sept magasins. Mais il doit faire face à l'hostilité des commerçant-e-s, ainsi qu'aux tracasseries de l'administration et de la police, qui identifient toute action groupée des ouvrier-e-s comme une menace à l'ordre public. Si l'expérience a été brève, elle reste de celles qui posent les prémisses des coopératives d'achat ouvrières qui vont naître à Lyon et dans toute la France à la fin du XIXe siècle.

Sources : Denis Bayon, « Le Commerce véridique et social de Michel-Marie Derrion, Lyon. 1835-1838 », Atelier de Création Libertaire, 2002.

LES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES RADICAUX ANGLO-SAXONS SONT PEU CONNUS EN FRANCE. QU'EN EST-IL DU FRONT DE LIBÉRATION DE LA TERRE ET DE LA PRATIQUE DU SABOTAGE ÉCOLOGISTE.

à propos de quelques éco-saboteurs

LES ANNÉES 90 ONT VU l'émergence d'un important mouvement antiroutes en Grande-Bretagne[1] qui a lui-même impulsé un plus vaste mouvement d'action directe écologiste utilisant des méthodes éprouvées (campements permanents, occupations d'arbres ou de bâtiments) ou en imaginant de nouvelles (creusage de tunnels, *street parties*). Un aspect de ce mouvement a été la diffusion de la pratique de l'écotage, ou sabotage écologiste. Ces actions ont souvent été faites au nom d'une organisation souterraine appelée Front de libération de la Terre (ELF, Earth Liberation Front)[2]. Bien que les sabotages attribués aux « elfes » et « petites fées » n'aient pas toujours été revendiqués au nom de l'ELF (et n'aient souvent pas été revendiqués du tout), cette organisation illustre un courant écologiste révolutionnaire s'inspirant à la fois de l'écologie profonde et de l'écologie sociale, mais aussi des luddites ou des autonomes allemand-e-s[3].

Fondé en Grande-Bretagne en 1992, avant de s'étendre en Europe et en Amérique du Nord, l'ELF est historiquement lié à deux organisations qui l'ont précédé[4] : Earth First ! (EF !) et le Front de libération des animaux (ALF, Animal Liberation Front). Le premier parce qu'il a promu avant lui la pratique de l'écotage et que les fondateurs de l'ELF faisaient partie d'EF !, le second parce que l'ELF l'a très manifestement pris comme modèle (jusque dans son nom) et que certain-e-s membres de l'ELF sont aussi des militant-e-s de la cause animale.

L'ELF illustre un courant écologiste révolutionnaire s'inspirant à la fois de l'écologie profonde et de l'écologie sociale mais aussi des luddites ou des autonomes allemands.

DÉFENDRE LA TERRE SANS COMPROMIS

Earth First! a été créée en 1980 aux États-Unis par une poignée d'écologistes radicaux exaspéré-e-s par les compromissions des grandes associations censées défendre le milieu naturel contre le développement capitaliste et industriel. Cette organisation se réclamait de l'écologie profonde[5] et voulait défendre sans compromis le monde naturel et ses habitants (animaux et végétaux) contre ces déprédations, indépendamment de leur utilité pour la société humaine, promouvant une vision écocentrique en rupture avec l'anthropocentrisme dominant qui ne considère le milieu naturel que comme un ensemble de ressources à exploiter avec plus ou moins de précautions. Prenant comme source d'inspiration *Le gang de la clef à molette*, d'Edward Abbey[6], et des actes bien réels commis dans les années 70, EF ! a promu l'action directe et l'écotage tout au long des années 80, notamment en publiant le manuel de sabotage Ecodefense[7], en suggérant symboliquement la destruction d'un barrage électrique pour libérer le canyon qu'il barrait[8], en occupant des arbres menacés par la déforestation et en plantant des clous dans leurs troncs pour endommager les tronçonneuses des bûcherons[9], etc.

Au cours des années 80, EF ! a attiré de plus en plus de militant-e-s gauchistes ou anarchistes et, si les propos de certain-e-s membres d'EF ! ont été très vivement critiqués par certain-e-s écologistes sociaux et militant-e-s féministes ou antiracistes (voir encadré, p. 34), les discussions ont été vives également au sein d'EF ! entre les écologistes profonds « sociaux » et les « naturalistes », ces dernier-e-s ayant tendance à considérer que la crise écologique est due à l'humanité en général, en tant qu'espèce, et non à un mode particulier d'organisation sociale. Ce sont finalement les naturalistes qui quittèrent EF ! en 1990, ne se reconnaissant plus dans EF ! qui, sous l'influence des anarchistes, était devenue un mouvement décentralisé et non hiérarchisé, prenant en compte l'aspect social de la crise écologique. À partir de 1991, des groupes Earth First ! ont commencé à se former au Royaume-Uni[10] sur des bases mêlant écologie profonde et sociale. L'évolution d'EF ! en Grande-Bretagne s'est rapidement confondue avec celle du mouvement antiroutes, un mouvement très informel rassemblant écologistes, pacifistes, antispécistes, primitivistes, travelleurs-euses, etc.

ECOTAGE IN THE UK

Lors d'un rassemblement à Brighton en 1992, il apparut que tous les membres d'EF ! n'avaient pas le même point de vue sur les actions : certain-e-s voulaient se cantonner à des actions de désobéissance civile et ne voulaient pas qu'EF! soit associée à des actes de sabotage. Après des discussions, il fut décidé qu'EF! ne ferait que des actions au grand jour à peu près légales et que celles et ceux qui voulaient pratiquer l'écotage le feraient au nom d'une nouvelle structure, l'ELF. Ce ne fut pas une scission totale, la séparation se faisant plutôt dans un esprit de complémentarité. La majorité des non-violent-e-s n'étaient pas hostiles à l'écotage, tandis que les écoteurs-euses ne souhaitaient pas se couper du mouvement mais plutôt l'enrichir d'actions plus offensives : sabotages de véhicules, saccage de bureaux, incendies, etc.

Ainsi, lors d'une campagne contre la construction d'un magasin Sainsbury's à Yeovil, dans le Somerset, les activistes d'EF ! occupèrent un supermarché abandonné dans la même localité pour montrer l'absurdité de vouloir en construire un nouveau, tandis que des manifestations contre Sainsbury's étaient organisées dans tout le pays. La contribution de l'ELF prit d'a-

1. Voir « Assez de routes ! », **Offensive** n° 13, p. 38-39.

2. Pour un résumé détaillé de l'histoire de l'ELF, voir : Noel Molland, « A Spark That Ignited a Flame », in **Igniting a Revolution**, AK Press, 2006, p. 47-58.

3. Voir : Davey Garland, « To Cast a Giant Shadow », in **Igniting a Revolution**, AK Press, 2006, p. 59-70.

4. Le sigle ELF avait déjà été utilisé dans les années 1970 par le groupe étasunien Environmental Life Force, qui avait commis des écosabotages.

5. Courant écologiste théorisé par le Norvégien Arne Naess, puis les Étasuniens Bill Devall et George Sessions.

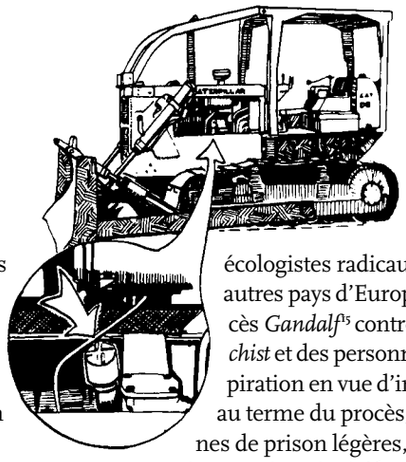
6- Edward Abbey, **Le Gang de la clef à molette**, Gallmeister, 2006.

7- Foreman D. & Haywood B., **Ecodefense**, Abbzug Press, 1993. Consultable sur www.omnipresence.mahost.org/inttxt.htm

8. Le barrage de Glen Canyon était particulièrement symbolique de la compromission des grandes associations écologistes : en contrepartie de l'abandon d'un autre projet de barrage, elles l'avaient laissé construire sans protester. Lors d'un rassemblement à Glen Canyon, des activistes d'EF! déroulèrent sur le barrage une banderole représentant une fausse fissure.

9. Une méthode controversée : les un-e-s la disent sans danger pour les travailleurs-euses, les autres affirment que des accidents ont déjà eu lieu.

10. Il y a eu des tentatives d'implantation d'EF! au Royaume-Uni dans les années 1980, peu couronnées de succès. Voir : Derek Wall, **Earth First! and the Anti-Roads Movement**, Routledge, 1999.



bord la forme de petits sabotages dans des magasins (par exemple, laisser dégeler un chariot de produits surgelés dans un coin du magasin) avant qu'un magasin soit incendié dans le Sud de l'Angleterre. Ces actions conjuguées incitèrent Sainsbury's à abandonner son projet de construction.

LIBÉRATION ANIMALE ET LIBÉRATION ÉCOLOGIQUE

Les fondateurs de l'ELF lui ont volontairement donné un nom rappelant l'ALF (voir encadré, ci-dessous), alors très active en Grande-Bretagne, dont ils ont reproduit le mode de fonctionnement : des actions anonymes faites par des groupes autonomes. Là où l'ALF visait ceux qui oppriment les animaux, l'ELF visait ceux qui nuisent au milieu naturel et à ses habitant-e-s, étendant en quelque sorte la lutte de libération animale à l'ensemble du vivant. Toute action d'écotage pouvait être revendiquée au nom de l'ELF à partir du moment où les principes de l'ELF étaient respectés : infliger des dommages économiques à ceux qui profitent de la destruction du milieu naturel, révéler les atrocités commises contre la Terre et tous ses habitant-e-s, et prendre toutes les précautions nécessaires pour ne blesser personne (humain ou non humain). Causant des dommages matériels sans s'en prendre physiquement aux personnes, l'ELF se considère comme une organisation non-violente[11].

Contrairement à l'ALF, l'ELF britannique a assez peu revendiqué ses actes a posteriori, préférant lancer des appels au sabotage lors de Nuits de la Terre (*Earth Nights*) comme la fameuse Nuit des poissons d'avril (*April Fool's Earth Night*) du 1er avril 1992, au cours de laquelle l'entreprise Fisons, dont les activités d'extraction de tourbe détruisaient des zones marécageuses, fut spécialement visée : des pompes, des engins de chantier et d'autres équipements furent détruits et causèrent des dizaines de milliers de livres de dommages. Si Wild, la revue officielle d'EF! en Grande-Bretagne, a assez peu relayé les informations concernant l'ELF et les écoteurs-euses, d'autres revues comme *Green Anarchist*[12], *Do or Die* ou *Terra-ist*, s'en sont emparées. Ceci a contribué à l'essor d'un mouvement d'écotage informel dont l'ELF n'était finalement qu'une composante parmi d'autres : était alors considérée comme « elfe » toute personne commettant à un moment ou un autre des dégâts matériels, même légers. Il est difficile de dire précisément combien d'actes de sabotage ont eu lieu durant la grande période d'activité de l'ELF britannique (1992-1996), mais la presse militante et les témoignages d'activistes attestent qu'un grand nombre de sabotages ont effectivement eu lieu[13].

Face à l'extension des pratiques d'écotage, la répression ne se limita pas aux activistes pris-es sur le fait[14]. Une longue série de descentes policières eut lieu en 1995-1996 dans les milieux écologistes radicaux au Royaume-Uni (et dans quelques autres pays d'Europe) et déboucha sur le retentissant procès *Gandalf*[15] contre des membres du journal *Green Anarchist* et des personnes proches de l'ALF accusés de « conspiration en vue d'inciter à des dommages criminels ». Si, au terme du procès, seuls trois des accusés firent des peines de prison légères, il est possible que cela ait été une des raisons qui ont incité les écoteurs-euses britanniques à ne plus revendiquer leurs actes au nom de l'ELF après 1996. Mais la pratique de l'écotage a perduré au sein du mouvement d'action directe britannique, en témoignent notamment les nombreuses destructions d'OGM qui ont eu lieu au Royaume-Uni à la fin des années 90.

ÉCOTEURS-EUSES DE TOUS LES PAYS...

Entre-temps, la lutte de libération écologique a commencé à s'internationaliser, s'étendant en Europe (notamment aux Pays-Bas et en Allemagne) et en Amérique du Nord. En 1995, des actions furent menées au Canada contre des magasins de chasse et des abris de chasseur au nom d'une Armée de libération de la terre (ELA, *Earth Liberation Army*) que l'ELF britannique salua comme une « cousine transatlantique ». À partir de 1996 des actions ont été revendiquées aux États-Unis au nom de l'ELF[16], celles-ci visaient des concessionnaires automobiles, des entreprises forestières, des chantiers de construction, des laboratoires de génie génétique ou des chaînes de fast-food.

On peut considérer que le passage outre-Atlantique de l'ELF a marqué une deuxième période dans son histoire car on peut constater des différences entre l'ELF britannique et l'ELF américain. Ce dernier a revendiqué plus systématiquement ses actions par des communiqués diffusant son discours écolo- ■■■

11. On se situe à la lisière entre violence et non-violence, certaines personnes considérant les dégradations matérielles comme une forme de violence.

12. Revue fondée en 1984 relayant déjà les informations d'EF! et de l'ALF.

13. Voir : Alex Plows, Derek Wall & Brian Doherty, « Covert repertoires: Ecotage in the UK », in **Social Movements Studies**, vol. 3 no 2, Routledge, 2004, p. 199-219. Consultable sur www.keele.ac.uk

14. Depuis 1994, le Réseau de soutien aux prisonniers de la libération de la Terre (ELPSN, Earth Liberation Prisoners Support Network) soutient les personnes arrêtées pour des actes d'écotage, qu'ils fassent partie de l'ELF, de l'ALF ou d'autres groupes. Ce réseau, sans lien direct avec l'ELF, est présent dans plusieurs pays d'Europe (Grande-Bretagne, Belgique, Pologne, Italie et Turquie) et en Amérique du Nord. Des informations sont régulièrement publiées sur www.spiritoffreedom.org.uk

15. GANDALF pour « Green Anarchist and Animal Liberation Front ».

16. L'écotage n'était cependant pas une nouveauté en Amérique du Nord, où il se pratiquait bien avant l'arrivée de l'ELF.

LE FRONT DE LIBÉRATION DES ANIMAUX

LE FRONT DE LIBÉRATION DES ANIMAUX (ALF - Animal Liberation Front) a été fondé en 1976 pour lutter contre l'oppression des animaux (vivisection, chasse, fourrure, boucherie, etc.) par la diffusion d'informations (notamment de vidéos filmées dans des labos) et l'action directe : libération d'animaux captifs et sabotages (crevage de pneus, bris de vitrine, incendies). Durant les années 80 l'ALF s'est structurée en groupes autonomes anonymes[1] L'ALF se considère comme non-violent car il inflige des dégâts matériels tout en veillant à ne blesser personne (humain ou non-humain), précautions que ne prennent pas d'autres groupes comme l'ARM (Animal Rights Militia) ou le Justice Department.

1. Pour plus de précisions sur l'ALF et la libération animale voir : **Pour la libération animale. Histoire et Philosophie**, ouvrage collectif, Manifeste, 2006

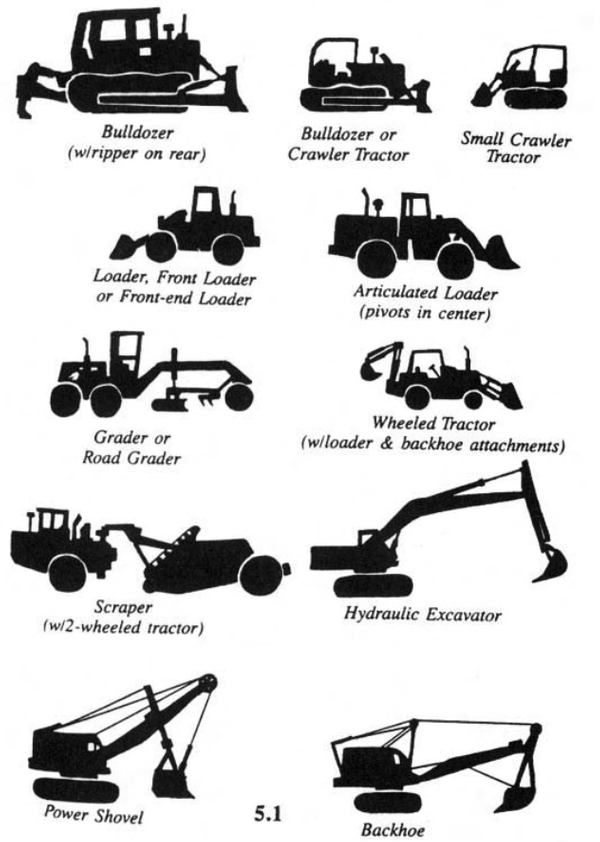
Les principes de l'ELF sont d'infliger des dommages économiques à ceux qui profitent de la destruction du milieu naturel, de révéler les atrocités commises contre la Terre et tous ses habitant-e-s…

■■■ giste révolutionnaire. En 1997, l'un deux déclarait ainsi : « L'ELF cherche à accélérer le déclin de l'industrie, à épouvanter les riches et à saper les fondations de l'État. Nous sommes un mouvement de résistance pratique intégrant les idées de l'écologie sociale et de l'écologie profonde. (…) Nous nous inspirons des luddites, des niveleurs, des Diggers, du mouvement des squatteurs autonomes, de l'ALF, des zapatistes et du petit peuple : les elfes facétieux des contes »[17]. À partir de 1997, des actions ont été revendiquées en commun par l'ALF et l'ELF, ce qui n'avait jamais été le cas en Europe (bien qu'en 1993 l'ELF et l'ALF aient déclaré leur solidarité dans un communiqué commun). En 2000, des porte-parole ont établi un Bureau de presse du Front de libération de la terre (ELFPO) pour diffuser des communiqués qui leur étaient transmis anonymement.

Là où les écoteurs-euses britanniques employaient volontiers un ton teinté d'humour (histoires de fées saboteuses, détournements de bandes dessinées), les écoteurs-euses américain-e-s ont employé un ton plus sérieux et « héroïque ». Et, bien qu'ils aient toujours veillé à ne blesser personne, des moyens plus lourds ont été utilisés pour causer des dommages matériels : multiplication des incendies, usage d'explosifs, et même parfois d'armes à feu[18]. Les dommages matériels se sont parfois élevés à plusieurs millions de dollars, comme en 1998, lors de l'incendie d'une station de ski en construction à Vail, dans le Colorado, dont les télésièges et de nombreux bâtiments ont été détruits (la station menaçait l'habitat de lynx menacés d'extinction).

Les autorités étasuniennes, au premier rang desquelles le FBI, ont ouvert une véritable chasse contre l'ELF, l'ALF et autres « éco-terroristes »[19]. Elle n'a fait que s'intensifier dans l'hystérie sécuritaire postérieure au 11 septembre 2001 avec, notamment, une grosse vague d'arrestations début 2006. De nombreux-euses activistes ont été arrêté-e-s et jugé-e-s, et, leurs actes étant assimilés à du terrorisme par la loi étasunienne (malgré l'absence de mort-e-s ou de blessé-e-s), les peines infligées ou encourues ont été particulièrement lourdes. Ainsi, en 2001, l'activiste Jeffrey « Free » Luers a été condamné à 22 ans de prison uniquement pour avoir incendié trois 4x4.

Tout comme au Royaume-Uni dans les années 90, aux Etats-Unis, la répression semble avoir mis un frein aux sabotages estampillés ELF. Aucun sabotage ne semble avoir été revendiqué par l'ELF depuis 2006[20]. L'esprit de complémentarité et de solidarité semble s'être un peu fissuré au cours des années 2000 : si une partie des milieux militants ont continué de saluer les actions de l'ELF, une autre partie a préféré prendre ses distances. Des différends sont apparus entre certain-e-s activistes et des porte-parole de l'ELFPO. Enfin, plusieurs prisonnier-e-s ont accepté de coopérer avec les enquêteurs du FBI en échange de peines allégées.



LA SUITE ?

Sans recul dans le temps, il est difficile de parler avec certitude de l'évolution d'une organisation ou d'un mouvement qui n'agit pas au grand jour. Les écoteurs-euses américain-e-s ont-ils-elles cessé leurs activités ou, comme en Grande-Bretagne, continuent-ils-elles d'agir plus discrètement, sans revendiquer leurs actes ? Une certitude demeure : les problèmes écologiques qui ont poussé certain-e-s militant-e-s à prôner l'écotage il y a de cela dix, vingt ou trente ans sont toujours actuels et se sont bien souvent même aggravés. Et ce ne sont pas les pis-aller techniques proposées par le capitalisme vert qui nous mèneront à un monde sans aliénation… **Khadavali**

17. Communiqué de l'ELF consultable sur www.iiipublishing.com/elf.htm

18. Tirs au fusil sur les locaux vides d'une compagnie d'électricité de l'Alberta.

19. À la fin des années 1980, le FBI s'en était déjà pris à EF!, en accusant faussement Dave Foreman d'avoir saboté une ligne à haute tension, tandis que Judi Bari, victime d'un attentat à la voiture piégée, avait été accusée d'en être l'auteure.

20. L'ELPSN est toujours actif (voir note 14).

EARTH FIRST!
UNE ORGANISATION RÉACTIONNAIRE ?

DANS LES ANNÉES 80 des membres d'EF ! se sont illustrés par des propos aux relents racistes, notamment sur la « nécessité » de lutter contre l'immigration pour préserver l'écosystème étasunien. Ces propos nauséabonds venaient de militants aux penchants naturalistes qui ne voyaient pas les causes sociales de la crise écologique. Il serait toutefois simplificateur de considérer ces propos comme représentatifs de tous les écologistes profonds. Politiquement certains membres d'EF ! penchent plutôt vers l'extrême gauche, comme Mike Roselle qui fut yippie[1] avant de faire partie des fondateur d'EF ! ou Judi Bari à la fois membre d'EF ! et des IWW. De plus jeunes militants prirent à partie Ed Abbey lors d'un rassemblement d'EF ! à cause de ses propos racistes et sexistes. Si certaines orientations possibles de l'écologie profonde sont assurément problématiques, il serait abusif de considérer d'emblée que tout-e écologiste profond-e est réactionnaire.

1. Surnom des membres du Youth International Party, organisation gauchiste étasunienne aux actions parfois burlesques principalement active dans les années 60-70.

AFRIQUE

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE TOUAREG

DEPUIS FÉVRIER 2007, des combattants touaregs ont (re-)pris le chemin du maquis pour dire non à l'humiliation et au mépris des États du Mali et du Niger. Les populations civiles touarègues subissent les conséquences de ce conflit armé. Dans l'Aïr, les militaires nigériens, ne pouvant faire face aux combattants touaregs qui leur infligent à chaque accrochage des pertes considérables, s'acharnent sur les populations civiles : des dizaines de personnes ont été lâchement assassinées par l'armée du Niger, des centaines d'autres ont été emprisonnées ou ont disparu. La France et les États-Unis sont présents sur place et assistent militairement les États malien et nigérien contre les combattants touaregs.

Plus d'informations sur tamazgha.fr

ITALIE

APPEL DES CONDAMNÉS À PERPÉTUITÉ DE LA PRISON DE SPOLETO

« NOUS, PRISONNIERS À PERPÉTUITÉ, avons décidé de ne plus manger à partir du 1er décembre. Ne nous laissez pas seuls, nous avons besoin de votre solidarité. »
En Italie, un mouvement de grève de la faim a commencé le 1er décembre 2007 pour exiger l'abolition de la peine de réclusion à perpétuité.
Sur 1 294 condamnés à perpétuité, 755 ont décidé d'y participer ainsi que 8 400 prisonniers, parents et sympathisants (...).
Dans la foulée de l'abolition de la peine capitale, l'assemblée constituante italienne de 1948 avait voté l'abolition de la réclusion à perpétuité mais cette décision n'a jamais été appliquée. Depuis, elle a toujours été une des principales revendications des prisonniers en lutte.
Le mouvement actuel fait suite à la demande collective de 310 condamnés à perpétuité des prisons italiennes qui exigeaient en juin dernier le rétablissement de la peine capitale pour eux-mêmes : « Fatigués de mourir un peu chaque jour, nous avons décidé de mourir une bonne fois ». Il y a un an, en France, dix condamnés à de longues peines incarcérées à la centrale de Clairvaux avaient réclamé le rétablissement de la guillotine pour eux-mêmes : c'était une façon pour eux de révéler que, dans les prisons, on enterre vivant.
Les peines ne cessent de se multiplier et de s'allonger (...) Une journée de prison est une peine déjà trop longue. Les spécialistes institutionnels eux-mêmes s'accordent à dire qu'au-delà de douze ans la réclusion n'a d'autre effet que la destruction des prisonniers ; c'est donc en toute connaissance de cause que les États traitent la question sociale par l'élimination.
Au moment même où l'Union européenne se lance dans une campagne internationale contre la peine de mort, stigmatisant tant la Chine que les USA, l'harmonisation actuelle des politiques pénales européennes lui a substitué des peines jusqu'à la mort.(...)

Extrait d'un communiqué du collectif du 99/99/9999
(date de fin de peine inscrite sur les certificats de détention des condamnés à perpétuité en Italie...)

ETATS-UNIS

ENCORE UN DÉGÂT COLLATÉRAL ?

Plus de deux ans après l'ouragan Katarina, des milliers de pauvres ne sont pas encore relogé-e-s à la Nouvelle-Orléans, et plus largement dans l'État du Mississippi. Les autorités commencent à les expulser des caravanes qu'ils occupaient. Sous couvert de les « aider à aller de l'avant », l'administration locale les jette à la rue !

TURQUIE

MENACES CONTRE LES LGBTI

Ambdaistanbul, association LGBTI (lesbienne, gay, bi, trans et intersexe) est menacée de dissolution et ses responsables risquent d'être condamné-e-s, alors même que la législation turque ne criminalise pas les personnes LGBTI. C'est la première fois que la justice turque statue sur le droit d'association des personnes LGBTI.

ITALIE

CHASSE AUX ROUMAINS

Suite à l'agression d'une femme par une personne d'origine roumaine, un décret gouvernemental examine la possibilité d'expulser tous les Roumain-e-s du pays. Pendant ce temps, les bulldozers rasent les taudis où des personnes luttent pour survivre, des groupes « font la loi » dans la rue en attaquant les « étranger-e-s »... La **Fédération anarcho-communiste italienne** dénonce des mesures aussi inefficaces que démagogiques, présentées par le gouvernement italien comme la solution à tous les problèmes.

EUROPE CENTRALE

PAS DE BASE AMÉRICAINE EN EUROPE CENTRALE

DANS LE CADRE DE SA LUTTE contre l'« axe du mal » et ses « États voyous », le gouvernement américain a mis en place un programme de défense antimissile qu'il considère comme un élément indispensable de la lutte contre le terrorisme. Une base militaire abritant des radars devrait voir le jour en République tchèque et une base stockant des missiles à ogives nucléaires devrait être construite en Pologne. **La Campagne antimilitariste et la Fédération anarchiste polonaise** dénoncent la militarisation de l'Europe et une nouvelle course à l'armement. Déterminées à empêcher la construction de la base polonaise, elles appellent à une grosse mobilisation le 29 mars à Slupsk, près de la mer Baltique, et à Redzikowo, où la construction de la centrale est prévue, à quatre kilomètres de Slupsk. Manif et action directe seront au rendez-vous. Par ailleurs, un sommet anti-Otan aura lieu du 2 au 4 avril à Bucarest (Roumanie), avec la participation de militant-e-s de vingt-trois pays européens.

entretien

HISTORIENNE DE LA BIOLOGIE ET DE LA MÉDECINE, ILANA LÖWY A MONTRÉ NOTAMMENT DANS «L'EMPRISE DU GENRE» (ÉD. LA DISPUTE) ET «POUR EN FINIR AVEC LA DOMINATION MASCULINE» (ÉD. LES EMPÊCHEURS DE PENSER EN ROND), COMMENT LE DISCOURS DE LA SCIENCE PARTICIPE À LA CONSTRUCTION DU GENRE. ELLE EXPLIQUE LE PROCESSUS DE NATURALISATION DE LA DIFFÉRENCE DES SEXES ET DES INÉGALITÉS HOMMES-FEMMES.

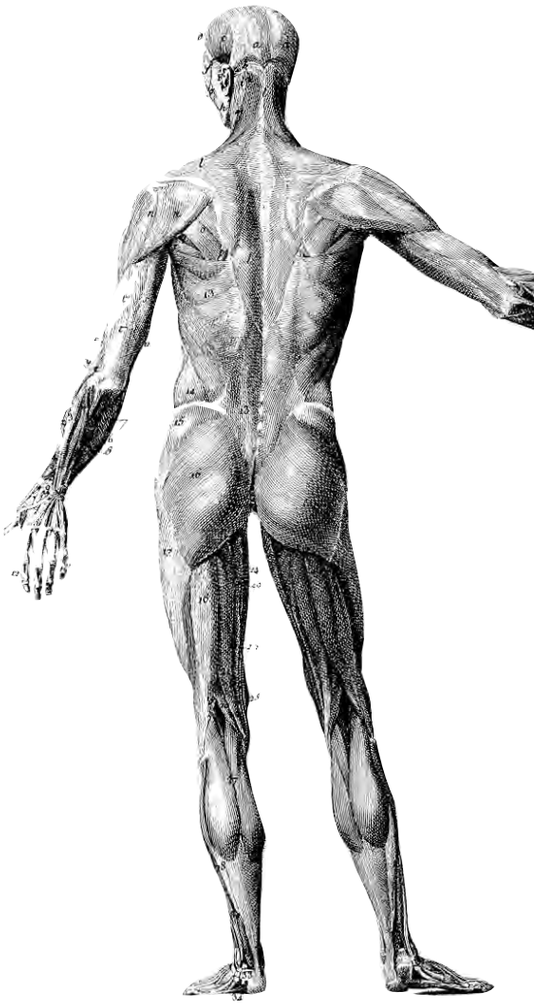
QUAND LA SCIENCE CO

Propos recueillis par **Leila**
Mis en forme par **Nico**

Votre ouvrage, Pour en finir avec la domination masculine, qui se présente comme un lexique, démonte la prétendue différence naturelle entre les sexes.
Ilana Löwy Le fil conducteur de ce livre est en effet la question de la dénaturalisation. Avec Catherine Marry, avec laquelle j'ai signé le livre, nous remettons en question le fait que le sexe et le genre sont considérés comme des entités naturelles. Nous nous sommes efforçées de traquer par diverses manières ce naturalisme pour montrer qu'il n'y a justement rien de naturel dans la plupart des divisions que l'on fait entre hommes et femmes.

La science joue un rôle important dans cette naturalisation. Quel est-il ?
Il faut préciser la différence entre sexe et genre. Il y a deux éléments, d'une part la biologie, qui est innée ; d'autre part l'éducation et la société, qui forgent les rapports sociaux de sexe. Ainsi, le fait qu'il y ait deux sexes n'a rien de naturel. Jusqu'au XVIIIe siècle, il n'y avait qu'un sexe, le masculin, avec sa variante inférieure, la variante féminine de la masculinité. Les modèles dominants soulignaient les similitudes entre les sexes. L'idée étant que la femme est un homme sous-développé, dans la mesure où elle possède les mêmes organes génitaux que l'homme, la seule différence étant que ceux-ci se trouvent à l'intérieur – on le peut voir dans les dessins anatomiques anciens. Chez l'homme, ces organes sont extériorisés, à cause de sa chaleur vitale et de son énergie, jugées plus importantes. Mais, de temps en temps, il arrivait qu'une femme ait, elle aussi, suffisamment de chaleur. Un anatomiste du XVIe siècle raconte l'histoire d'une femme frappée par la foudre : l'électricité produite ayant généré suffisamment d'énergie pour qu'elle puisse extérioriser ses organes sexués, elle se transforma en homme.
À partir du XIXe siècle, la science affirme le modèle des deux sexes et souligne la différence. Selon plusieurs chercheurs, au siècle des Lumières, où sont apparues des idées intéressantes comme « on peut se révolter contre les lois et contre les nobles », est aussi apparue l'idée que l'on peut se révolter contre les maris. Cela, par contre, n'était pas acceptable. La science est alors apparue comme un nouveau moyen de justifier l'infériorité des femmes. Ce n'était plus l'ordre divin, ni celui de la société, mais celui de la nature. Au nom des lois inexorables de la nature, le corps féminin a été décrété inférieur, plus faible et voué à la procréation. Pour cela, les similitudes ont été gommées, et les différences mises en avant – des différences qui semblent aujourd'hui tellement grandes qu'il est inenvisageable de les voir nivelées.

Un exemple intéressant est celui des hormones. On considère que les hormones sont déterminantes dans le comportement ou l'affect féminin et masculin. Pourquoi est-ce inexact ?
Il faut toujours faire attention : il y a toujours la réalité biologique et la réalité sociale. Je ne nie pas la matérialité des corps, qui se traduit par des sensations physiques. Par exemple, une sensation primitive comme la douleur est assez universelle. Tout n'est donc pas construit culturellement, mais l'on peut dire, sur le ton d'une boutade, que certaines de nos caractéristiques sont à la fois 100 % biologiques et 100 % sociales, car nous possédons un corps et un cerveau. La réalité biologique est aussi perçue par un filtre social, car elle résulte d'une construction culturelle. Ainsi, la notion biologique, pour des peuples qui n'ont pas la science occidentale, ne sera pas exactement la nôtre. Pour les hormones, on peut ainsi percevoir des sensations physiques mais par le filtre de la raison. Car elles relèvent du domaine de la science. Au début du XXe siècle, les scientifiques ont identifié la masculinité par la présence des glandes mâles, les testicules, et la féminité par la présence des glandes femelles, les ovaires. Ce n'était pas sorcier, ni totalement abstrait : enlever les glandes sexuelles change le comportement. N'importe quel paysan sait que la castration d'un taureau donne un bœuf. Pour aller plus loin, les scientifiques et notamment les chimistes, ont voulu savoir ce qui



NSTRUIT LE SEXE

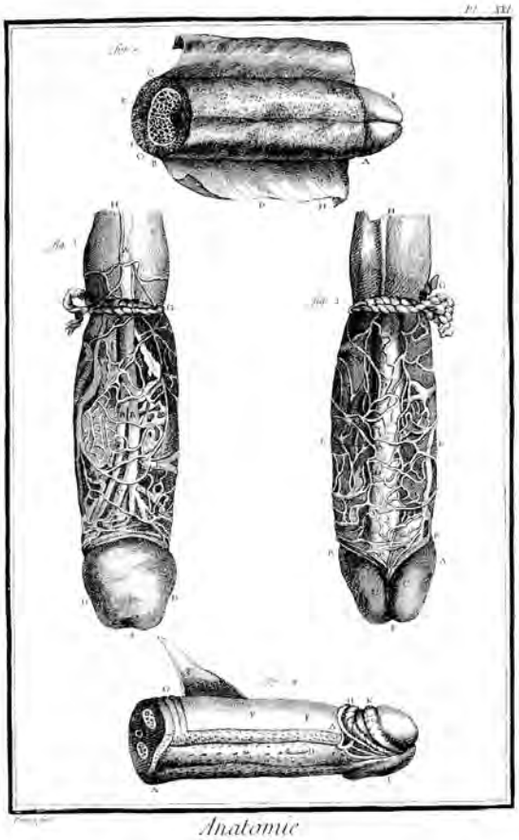
dans les testicules permettait cette transformation. Ils ont donc essayé d'isoler les substances chimiques, dans les testicules et dans les ovaires, qui donnent ce qu'on appelle les traits sexuels secondaires, en cherchant l'essence de la masculinité et de la féminité. Dans les années 30, ils se sont rendu compte, à leur très grand étonnement, que ces substances étaient extrêmement semblables. Alors que l'on s'attendait à des substances chimiques très différentes, on a trouvé des substances qui se ressemblaient comme deux gouttes d'eau. Ce sont les hormones stéroïdes. Ils ont découvert pire encore : les hommes ont des hormones femelles, les femmes ont des hormones mâles, et, sous certaines conditions, ce qu'on appelle les hormones femelles peuvent avoir des effets masculinisants, de même que les hormones mâles peuvent avoir des effets féminisants. Finalement, la sexualisation de ces molécules était tout sauf évidente.

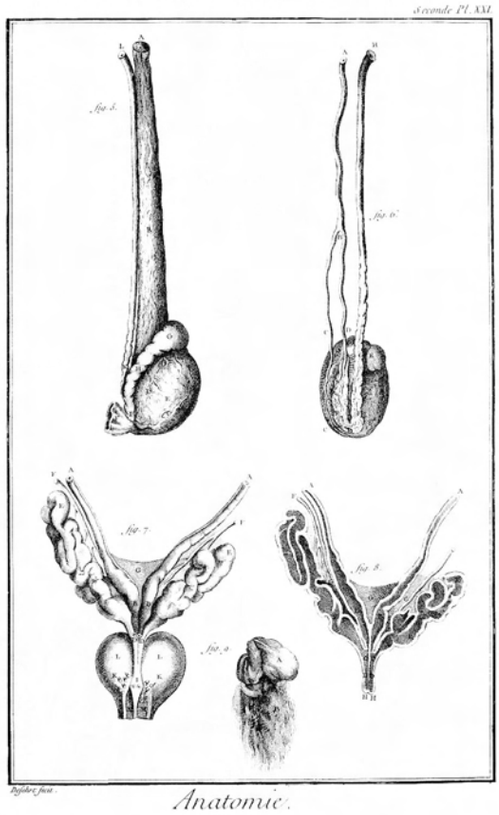
Pourquoi le monde de la médecine a-t-il quand même choisi de les appeler hormones « mâle » et « femelle » ?
Il y a eu un moment de flottement. Certains spécialistes pensaient qu'un autre nom serait plus approprié, comme « hormones de croissance » par exemple, car ces molécules ont des effets qui ne sont pas sexués. On sait que les hormones mâles agissent sur la masse musculaire. Un athlète désirant avoir un corps très musclé prendra des hormones analogues aux testostérones, des hormones anabolisantes, par ailleurs néfastes pour la santé. Les hormones féminines ont aussi beaucoup d'effets sans rapport avec la féminité ou les fonctions reproductives des femmes. Et puis, finalement, l'envie de trouver l'essence de la féminité ou de la masculinité a été beaucoup plus forte. Une autre raison est l'utilisation des hormones du sexe opposé quand on veut changer de sexe. La dernière raison de la sexualisation des hormones est leur transformation en médicament, notamment pour les hormones féminines transformées en traitement hormonal de la ménopause et en pilules contraceptives.

La façon dont le sexe est déterminé à la naissance montre aussi à quel point la science dicte l'identité sexuelle. On décidera qu'un bébé est une petite fille parce qu'il n'a pas les attributs masculins.
Prenons l'exemple d'un enfant né intersexe[1]... S'il n'a pas un pénis d'une certaine taille, on le définira comme une fille car on ne peut concevoir un homme sans de vrais attributs extérieurs de masculinité. Cette façon d'identifier la masculinité de manière positive et la féminité de façon négative est présente dans le sens commun, et pas uniquement dans la science. Les ethnométhodologues[2], en montrant à des enfants, voire à des adultes, des dessins d'hommes et de femmes avec des traits ambivalents, se sont rendu compte que l'on reconnaît la masculinité en positif et la féminité par un manque. Par exemple, un individu possédant un attribut masculin fort, comme une barbe ou une voix très masculine, sera classé plus immédiatement comme un homme.

En ce qui concerne les personnes intersexes, on peut considérer qu'elles ne sont pas victimes d'une « anomalie » de la nature. N'apportent-ils-elles pas une preuve de la continuité entre le sexe mâle et le sexe femelle ?
Chaque trait biologique complexe, autant que je sache, n'est ni noir ni blanc, il y a toujours des gradations. C'est pour ça que l'on peut considérer qu'il n'y a pas un sexe mais plusieurs. Un biologiste américain a écrit un article dans la revue *Science* pour proposer de prendre en compte cinq sexes : les hommes, les femmes, les pseudo-hermaphrodites femelles, les pseudo-hermaphrodites mâles et les vrais hermaphrodites[3]. Plus tard, il a fait son autocritique en disant : « Pourquoi cinq ? Et pourquoi pas dix ou vingt ou je ne sais combien ? ». En effet, il y a toujours des personnes qui se situent « entre ». Par contre, le genre, lui, est binaire parce qu'il est défini par l'état civil, qui ne reconnaît aucune superposition : « C'est une fille ou un garçon ». Actuellement, notamment aux États-Unis, la situation est en train de bouger sous la pression des associations d'individus intergenres[4]. À l'été 2006, lors d'une conférence internationale, la proposition a été faite de ne pas pratiquer d'opération d'attribution de sexe à la naissance, pour laisser, dans la mesure du possible, ces enfants grandir intersexes, jusqu'à ce qu'ils-elles décident eux et elles-mêmes. Selon les personnes travaillant sur cette question en France, les parents n'acceptent pas de suspendre ■■■

« il n'y a finalement aucune raison particulière de ne pas tolérer les personnes avec une identité sexuelle non déterminée ou changeante. »





Planches anatomiques (entre le XVIe et le XVIIIe siècle)

■■■

A LIRE

Pour en finir avec la domination masculine. De A à Z
Ilana Löwy, Catherine Marry
Les Empêcheurs de Penser en Rond, 2007

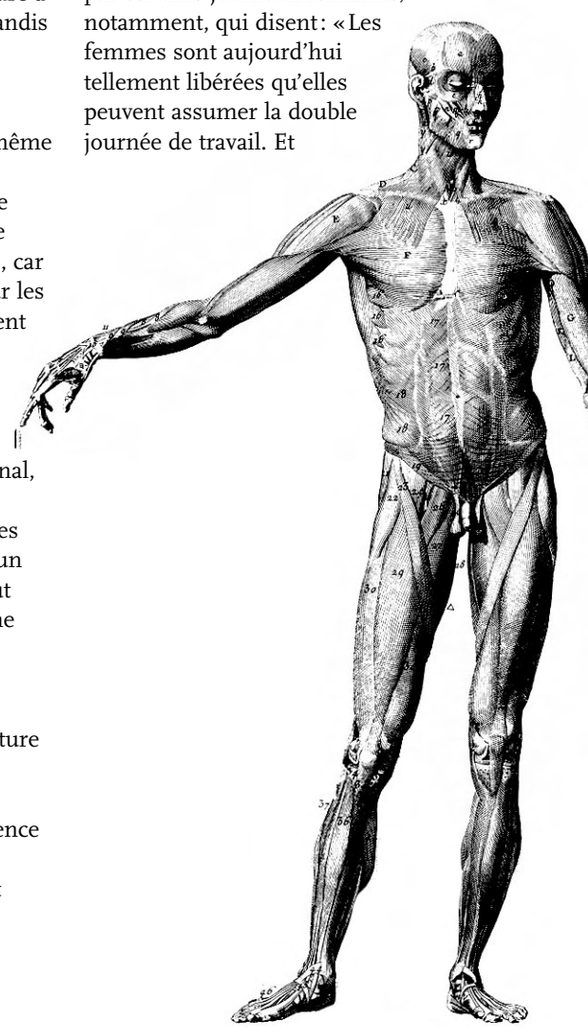
Ce petit dictionnaire avec ses entrées inattendues, qui vont de «jazz» à «cerveau» en passant par «chirurgienne», montre comme le genre se loge dans les moindres recoins du quotidien et de la pensée. Un livre accessible à toutes et tous, qui renvoie à de nombreux ouvrages de référence.

Les Empêcheurs de Penser en Rond
L'Invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin
Sous la direction de Delphine Bardey et Ilana Löwy, Éditions des Archives Contemporaines (2000)

l'opération: ils ne peuvent pas imaginer comment élever un enfant sans sexe déterminé. Des militants intersexes proposent de donner un sexe temporaire à l'enfant, de lui expliquer ensuite que ce n'est pas décidé et qu'il pourra changer d'avis plus tard. Je pense que, même si le nombre de cas de personnes intersexes n'est pas très important, il reste extrêmement important pour révéler l'absurdité de cette dichotomie dans notre société. Car il n'y a finalement aucune raison particulière de ne pas tolérer les personnes avec une identité sexuelle non déterminée ou changeante.

La science joue aussi un rôle majeur pour expliquer et, de fait, légitimer les inégalités entre les hommes et les femmes. En quoi ces justifications sont-elles antiféministes?
J'assimile ce genre de discours à un serpent de mer : lorsqu'on lui coupe une tête, une autre apparaît à la place. Il renaît tout le temps sous des formes totalement différentes. Il y a une différence entre les pays de langue anglaise et la France. Les premiers privilégient la biologie et pensent que l'on peut changer la culture, mais pas la biologie. En France, on privilégie plutôt la psychanalyse, les invariables anthropologiques, et l'on assume que l'on peut changer la biologie, mais pas la psyché. Selon la variante anglo-américaine, qui est celle de la sociobiologie, l'inégalité se justifie par nos gènes. Selon une vision abusive du darwinisme, chaque individu essaierait de maximiser la reproduction de ses gènes. Et, dans ce domaine, l'investissement des hommes et des femmes pour reproduire leurs propres gènes est très différent. Ça prend une demi-heure à un homme (s'il est très gentil), tandis qu'il faut compter trois ans pour une femme, avec la grossesse et l'allaitement. La stratégie pour optimiser les gènes n'est pas la même non plus. Les mâles essayent de fertiliser le plus grand nombre de femelles possible, ce qui explique qu'ils soient infidèles et agressifs, car il y a une compétition féroce pour les femelles fertiles, et qu'ils cherchent des femelles jeunes et belles. Les femelles, elles, vont chercher un mâle puissant et protecteur pour assurer la survie de leur descendance. C'est pour ça, au final, que les dames utilisent les cosmétiques et veulent acheter des vêtements de luxe, pour trouver un PDG ou un millionnaire. On peut donc voir Marilyn Monroe comme l'incarnation de la femelle dont l'adaptation aux demandes évolutionnaires est optimale...
Selon la variante française, la culture est ancrée dans les déterminants psychanalytiques. La culture humaine s'est créée sur la différence des sexes et sur la domination masculine. Ceux qui soutiennent que la différence des sexes est essentielle pour la culture humaine nient les privilèges que cette différence génère pour les hommes. Pour eux, c'est le fonctionnement normal de la société humaine. Si l'on nie cette différence, on sape les bases mêmes de notre culture, ce qui est «horriblement dangereux». Les défenseurs de la différence des sexes tentent ainsi de nous faire peur avec des idées selon lesquelles «on sera tous pareils», «il n'y aura plus de culture», «il n'y aura plus de diversité»...

Comme vous l'expliquer dans «L'Emprise du genre», dans le même temps, l'idéologie patriarcale actuelle s'appuie sur le mythe selon lequel les hommes et les femmes sont désormais totalement égaux. Pourquoi est-il si important de faire croire à cette égalité?
La domination masculine se reproduit très bien, et une des manières de la conserver est ce mythe de l'égalité des sexes. C'est une idéologie véhiculée par certains journaux féminins, notamment, qui disent: «Les femmes sont aujourd'hui tellement libérées qu'elles peuvent assumer la double journée de travail. Et



maintenant qu'elles ont un salaire, elles peuvent le passer dans les salons de beauté et dans les cosmétiques, etc. Elles n'ont plus besoin de faire comme les hommes, elles peuvent désormais faire comme les femmes. C'est le signe qu'elles sont vraiment libérées... ». Prenons l'exemple de la division du travail domestique et le problème de la prise en charge des enfants. Les femmes ont gagné le droit à la contraception, c'est formidable : il suffit de lire le récit de femmes qui ont avorté clandestinement pour le comprendre. Dans les pays occidentaux, les femmes peuvent avoir des enfants quand elles le veulent. Comme elles ont un projet d'enfants assumé, elles n'ont aucune excuse pour ne plus prendre cet enfant entièrement en charge. Les deux membres du couple trouvent donc parfaitement normal que la femme donne une priorité absolue à ses enfants, qu'elle soit disponible, pour les besoins matériels, mais aussi spirituels et émotionnels à l'intérieur de la sphère familiale. Aujourd'hui, on veut que les mères soient parfaites et on les culpabilise à mort si elles ne le sont pas. La contraception est un acquis, mais elle est utilisée pour reconstruire la différence.

Dans le système actuel, les hommes bénéficient de privilèges énormes. N'est-ce pas ce qui constitue un frein majeur à leur participation, notamment au mouvement féministe ou à la déconstruction des genres ?

Il faut dire que les hommes, dans leur grande majorité, ne sont pas d'horribles individus qui frappent leur compagne et qui veulent camper sur leurs privilèges. Mais je pense que les hommes ont beaucoup de mal à reconnaître qu'ils ont des privilèges. Si on leur demande de dire qui est discriminé, ils répondent toujours que ce sont les femmes, en général, sans se rendre compte qu'ils contribuent eux-mêmes à cette discrimination dans leur quotidien. Ils n'aiment pas penser aux avantages importants qu'ils ont du seul fait d'être né homme.

Les femmes les nient également pour d'autres raisons. Personne n'aime se sentir inférieur. D'autant plus qu'aujourd'hui, comme on pense que l'on est tous égaux, si je me trouve dans une mauvaise position, je penserais que c'est de ma faute. Dans *Pour en finir avec la domination masculine,* nous prenons l'exemple de la violence. Nous avons interrogé des jeunes filles sur la violence dans le couple. Et il se trouve que nombre d'entre elles étaient victimes de violence verbale ou physique (souvent de la part de leur compagnon). Vu que nous sommes tous « égaux », au lieu de voir la violence masculine comme un problème de société, elles ne voient que le problème privé, qu'elles préfèrent nier en disant que ce n'est qu'arrivé qu'une seule fois. Comme, dans le couple, c'est la fille qui assume la gestion des émotions, si son couple est violent, c'est qu'elle les gère mal et que, en plus, c' est une imbécile. Beaucoup culpabilisent en disant : « Ce n'est pas de sa faute, c'est moi qui ai dû le provoquer ».

L'idéologie actuelle joue donc sur deux registres à la fois : elle affirme une pseudo-égalité pour nier les différences du point de vue social, et elle naturalise les différences pour justifier les inégalités sociales. Cette idéologie est contenue dans la notion anglo-saxonne de « *care* ». Les femmes et les hommes sont égaux, mais les femmes sont naturellement douées pour les soins de la personne et naturellement dévouées. Celles-ci doivent donc naturellement se consacrer à des tâches de service, tandis que les hommes doivent naturellement avoir des tâches de direction. On dit aux femmes qu'elles sont à la fois parfaitement égales aux hommes et naturellement subordonnées. Ainsi, si les choses vont mal, les femmes ne peuvent pas se plaindre et ne doivent s'en prendre qu'à elles-mêmes.

« L'idéologie actuelle joue donc sur deux registres à la fois : elle affirme une pseudo-égalité pour nier les différences du point de vue social, et elle naturalise les différences pour justifier les inégalités sociales. »

Cela empêche de prendre conscience du fait que le privé est politique...

... Et que le politique est privé. Il ne faut jamais oublier que ça fonctionne dans les deux sens.■

Organisation internationale des intersexuées

Les intersexué-e-s sont des personnes « né-e-s de sexe intermédiaire – entre ce qui est dit standard pour homme ou femme dans nos sociétés ». La proportion d'enfants dans ce cas est évaluée à 1 ou 2 % des naissances. L'Organisation internationale des intersexués milite pour les droits de ces personnes. « Les personnes intersexuées en réalité posent un problème socioculturel à la société qui relèguent ceux-ci au domaine médical pour ne pas remettre en question le principe dogmatique de la dichotomie des sexes. Différentes catégories d'intersexués subissent par des mutilations génitales, dès l'enfance, l'oppression totalitaire de cette société sexiste. C'est pourquoi nous agissons contre toutes les formes de sexisme dont sont victimes essentiellement les femmes et les personnes intersexuées ainsi que d'autres communautés qui ne se conforment pas aux normes sexistes de notre société. »
www.intersexualite.org

NOUVEAUTÉS

Collectif
l'Echappée
2007, 160 p.

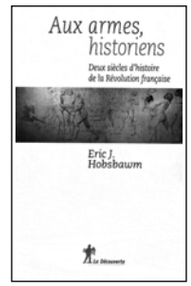
CONTRE LES JOUETS SEXISTES

Ecrit par des militant-e-s, cet ouvrage s'inscrit dans le prolongement de la Campagne contre les jouets sexistes qui depuis six ans au moment de Noël met en lumière la façon dont l'éducation construit le genre. On y apprend pourquoi les jouets sont politiques, en quoi ils façonnent la féminité et la virilité, comment ils transmettent le diktat de l'hétéronorme. On y découvre aussi quelques pistes pour interroger ces stéréotypes avec les enfants eux-mêmes, pour sortir de la centralité du jouet, et pour privilégier les relations humaines plutôt que les identités sexuelles. Avec en prime, une bibliographie antisexiste pour la jeunesse.

Xavier Vigna
PU Rennes,
2007, 378 p.

L'INSUBORDINATION OUVRIERE DANS LES ANNEES 68

Difficile de se retrouver dans la masse d'ouvrages parus ou à paraître autour de Mai 68. On peut retenir la publication de l'ouvrage de Xavier Vigna qui met l'accent sur la dimension sociale de 1968. A l'inverse de ceux qui font de 68 un épiphénomène, l'auteur en fait le point de départ d'une résistance ouvrière. Il clôt cette période en 1979. Dans l'intervalle, il met en lumière un nombre de luttes dont le fonds est politique : remise en cause des « petits chefs » et des rendements. Ce sont aussi les formes de luttes qui sont nouvelles, comme les grèves productives où les ouvriers redémarrent les usines (l'exemple le plus emblématique étant LIP). Dans les sorties, on notera **Mai-Juin 68** (Collectif, L'atelier) qui a pour prétention de laisser de côté les polémiques pour s'attacher aux faits et à l'histoire, que l'éditeur juge mal connu. **68. Une histoire collective, 1962-1981** (Collectif, La Découverte), quant à lui, aborde une période de 20 ans s'étalant de la fin de la Guerre d'Algérie à l'élection de François Mitterrand. Impressionnant par son contenu, cet ouvrage est quasiment un dictionnaire historique de la période. On attend aussi avec impatience, pour mi-avril, l'ouvrage de Jean-Pierre Duteuil, **Mai 68, un mouvement politique** (Acratie). L'auteur prendra notamment l'angle de l'engagement en abordant comment Mai 68 a influé sur les luttes politiques, dans leurs formes et revendications.



Eric-J Hobsbawm
La découverte,
2007, 153 p.

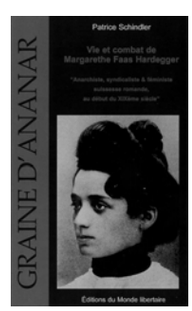
AUX ARMES, HISTORIENS
DEUX SIÈCLES D'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Sur la Révolution Française, nous aurions pu chroniquer l'infâme **Livre noir de la Révolution Française**. Depuis les travaux de François Furet, des théoriciens s'évertuent à montrer que la Révolution Française est un accident de l'histoire. Les transformations qu'elle a générées aurait eu lieu sans elle. Une attaque en règle des théories marxistes pour confondre toute révolution avec le totalitarisme. Hobsbawn, plutôt que de démonter ces analyses point par point, élargit la focale. Il revient sur 200 ans d'interprétation de la Révolution Française. On apprend que les libéraux du XIXe siècle affirment son caractère bourgeois pour justifier leur place. Les théoriciens marxistes vont peu à peu reprendre cette idée, alors que les bolcheviques d'Octobre 1917 se réfèrent aux Jacobins de 1789 ! Bref, Hobsbawm rappelle à merveille les enjeux de l'Histoire sur le présent.

Yves-Alexandre Thalmann
éditions Jouvence,
2006, 156 p.

VERTUS DU POLYAMOUR
LA MAGIE DES AMOURS MULTIPLES

Après avoir analysé la monogamie et sa « faillite », l'auteur définit ce qu'est le polyamour, tout en précisant aussi ce qu'il n'est pas (de l'adultère...). En effet il ne peut y avoir de polyamours sans respect, communication franche (qui n'est pas la transparence !), non-possessivité, et bien sûr égalité. L'auteur explore ensuite les objections les plus fréquemment faites au polyamour : il exacerberait la jalousie, serait un signe d'insatisfaction, etc. Parmi les « vertus » du polyamour, on entrevoit la possibilité d'une déconstruction de la famille patriarcale, sans pour autant tomber dans un libéralisme sexuel. Finalement cet ouvrage traite clairement un sujet difficile à aborder dans notre société où la monogamie est la norme.



Patrick Schindler
collection
Graine d'ananar
éditions du Monde
libertaire,
2007, 100 p.

VIE ET COMBAT DE MARGARETHE FAAS HARDEGGER
ANARCHISTE, SYNDICALISTE ET FÉMINISTE SUISSE

Cette biographie stimulante se concentre beaucoup sur les années 1907 et 1908 pendant lesquelles Margarethe fut secrétaire de l'Union Syndicale Suisse et anima le journal **l'Exploitée**. Margarethe et son journal n'étaient pas mieux perçus par les syndicalistes masculins que par les suffragettes bourgeoises, sans parler des patrons ! La partie biographique est suivie d'une sélection d'articles de **l'Exploitée**, qui reflète la grande diversités des thèmes abordés par cette parution, notamment : la maternité et ses problèmes, la contraception et l'avortement, les violences conjugales, la pédagogie, les luttes ouvrières et paysannes nationales comme internationales.

REVUE

LA BRIQUE
JOURNAL D'INFO ET D'ENQUÊTE DE LILLE ET D'AILLEURS
MENSUEL | 16 PAGES

La mal-information a conduit nombre de personnes, s'aidant des réflexions apportés par les critiques des médias, à lancer leur propre journal. Au ton facilement satirique, La Brique sévit à Lille et ses environs, voulant être le reflet de sa vie sociale. « La Brique se veut un canard «sérieux», documenté et non diffamatoire : il utilise les pratiques journalistiques de base (collecte d'info, recoupement des sources, déontologie). Il privilégie l'enquête de terrain et l'investigation à la tribune d'opinion. » Créé en 2007, le mensuel précise avec intelligence qu'il ne compte pas « atteindre une pseudo-objectivité » journalistique qui est un leurre.
www.labrique.net | 09 54 12 57 12

Anne Steiner
L'échappée
2008, 256 p.

LES EN-DEHORS
ANARCHISTES INDIVIDUALISTES ET ILLÉGALISTES À LA "BELLE ÉPOQUE"

Les très nombreux ouvrages sur la «Bande à Bonnot» se contentent d'un récit, parfois fantaisiste, des exploits de la fameuse bande en auto. Pourtant, les «bandits tragiques» comme certains les ont appelés faisaient bien partie du milieu des anarcho-individualistes et pratiquaient l'illégalisme. L'histoire de cette mouvance de la «Belle époque», mal connue, est retracée dans ce livre qui prend pour fil conducteur le parcours de Rirette Maîtrejean. Dans un style enlevé, l'auteure nous raconte les combats passionnants de ces jeunes gens qui ne voulaient pas attendre cent ans pour «vivre en anarchistes». Beaucoup le paieront cher.

Fabrice Nicolino
Fayard, 2007, 178p.

LA FAIM, LA BAGNOLE, LE BLÉ ET NOUS
UNE DÉNONCIATION DES BIOCARBURANTS

Les biocarburants, aujourd'hui en plein essor dans le monde, sont présentés comme une solution miracle de «développement durable». L'auteur démontre qu'ils permettent surtout l'écoulement de surplus agricoles, la perpétuation de l'agrochimie et de la bagnole, et l'introduction de nouveaux OGM. Les «cultures énergétiques» vont précariser davantage la survie des plus pauvres dans le monde (perte de terres cultivables, hausse des prix alimentaires) voire de la planète entière (perte de biodiversité, effet de serre accru). Le livre retrace les manœuvres de lobbying qui ont permis le développement de cette industrie ravageuse qui n'est que le dernier prolongement de l'agriculture intensive.

Jean-Marie Brohm
Homnisphères,
2008, 144 p.

PIERRE DE COUBERTIN, LE SEIGNEUR DES ANNEAUX
AUX FONDEMENTS DE L'OLYMPISME

«L'essentiel est de participer». Pierre de Coubertin connu pour cette phrase laisse imaginer un homme sympathique. Qui plus est, il a inventé les Jeux Olympiques, fête censée célébrée la paix comme du temps grecs. Dans le style incisif qu'on lui connaît, Jean-Marie Brohm présente un autre visage de l'homme : «Coubertin développait [...] une conception ouvertement ethnocentriste, raciste et colonialiste qui a toujours été soigneusement minimisée voire occultée par ses biographes ou exégètes officiels». Pour étayer son propos, il s'appuie directement sur les écrits –hallucinants– du Baron de Coubertin. La publication de cet ouvrage est une initiative à saluer dans une année olympique qui se déroulera en Chine, champion du monde, entre autres, de la peine de mort et de l'exploitation la plus sauvage.

INCONTOURNABLE

LA SOCIÉTÉ CANCÉRIGÈNE
LUTTE-T-ON VRAIMENT CONTRE LE CANCER ?

Geneviève Barbier, Armand Farrachi• Seuil• 2007• 219 p.

UN TIERS DES CANCERS seraient dus au tabac. Oui mais les deux tiers restant, demandent les auteurs ? Ils passent alors en revue les récentes (et moins récentes) évolutions de nos sociétés occidentales ultra-technologisées : composants chimiques dans l'atmosphère et l'eau, nourriture industrielle, ondes produites par la téléphonie mobile, déchets électroniques dégradés, etc. On comprend alors deux choses. La première est la raison pour laquelle on trouve la cause «mode de vie occidental» parmi les principaux facteurs prédisposants au cancer sur les sites spécialisés dans son dépistage. La seconde est que loin d'avoir été uniquement facteur et source de progrès, l'évolution techno-scientifique de nos sociétés ne mène pas vers un mieux permanent, comme le laisse suggérer le récent fléchissement des courbes d'évolution de l'espérance de vie. L'argument classique consistait à faire passer la vie contemporaine, faite d'isolement, de violence psychologique, de travail dénué de sens, d'antidépresseurs et de morts en voiture comme la pilule à avaler pour mériter le fait de vivre plus longtemps. Certes, mais si en sus, le déferlement technologique contemporain impliquait une diminution de l'espérance de vie ?

NOUVEAUTÉS

LA POSITION DU PENSEUR COUCHÉ

Sébastien Fontenelle, Libertalia, 2007, 196 p.

Pas un jour ne passe sans que se dévoile une mesure ou une déclaration nauséabondes du représentant du MEDEF à l'Elysée. Pourtant cette politique vient de loin et, comme aux Etats-Unis avec les néo-conservateurs, on ne comprendrait pas l'efficacité de sa communication sans les soutiens intellectuels qu'elle a su trouver. L'auteur analyse les thématiques et le dispositif mis en place autour de quelques intellectuels médiatiques, dont Alain Finkielkraut est la figure de proue, afin de faire les déclarations les plus contestables dans tous les lieux de la parole légitime, et sous prétexte de «briser des tabous» d'afficher des positions réactionnaires, sinon xénophobes. Comme l'écrit Noam Chomsky, «l'intelligentsia se sent maintenant si à l'aise qu'elle peut publier impunément de vrais mensonges [...] en pensant [...] qu'elle est intouchable dans le climat actuel» : ce livre est l'une des exceptions qui confirme la règle !

CHRONIQUES CARCÉRALES (2004-2007)

Jann-Marc Rouillan, Agone, 2008, 220 p.

Entré en prison en février 1987, Jann-Marc Rouillan a obtenu un régime de semi-liberté en décembre 2007. Durant les 4 années précédentes, il avait livré ses chroniques au mensuel **CQFD** qui sont réunis dans ce volume. Il y commente l'actualité du «pays du dedans» dans les établissements où il était incarcéré (Moulins, Fresnes, Lannemezan) et décrit comment les échos du monde dit «libre» parviennent en prison et y sont perçus, établissant des comparaisons éclairantes entre l'un et l'autre univers qui disent mieux que de longs discours la nature de la société dans laquelle nous vivons.

LIVRE ILLUSTRÉ

ESPAGNE 36-75
LES AFFICHES DES COMBATTANT-E-S DE LA LIBERTÉ (TOME 2)

Coord. par Wally Rosell et Ramon Pino
Editions libertaires, 2008, 172 p.

Ce second tome complète le premier : ajout de biographies d'artistes, affiches manquantes, cartes postales, timbres, affiches franquistes, dimension internationale, etc. Il traite aussi de créations postérieures à «la Guerre d'Espagne», liées à l'exil et à la résistance antifranquiste de 1939 à 1975. On constate une baisse de la qualité des productions après ce moment exceptionnellement riche d'un point de vue politique comme artistique que furent les années 36-39. Ce livre présente des œuvres souvent méconnues et des textes d'une grande érudition [voir au dos de ce numéro].

LITTÉRATURE

LE FEU SUR LA MONTAGNE

Edward Abbey, Gallmeister, 2008, 212 p.

Les lecteurs du **Gang de la clef à molette** retrouveront d'emblée le style et l'univers d'Edward Abbey dans ce roman, transposé d'un fait-divers réel, où un vieil homme irascible résiste jusqu'au bout, et quoi qu'il en coûte, à l'US Air Force qui veut l'exproprier de ses terres au Nouveau-Mexique pour agrandir un champ de tirs de missile. Les premières descriptions d'une nature sauvage aux allures de paradis où l'homme est en symbiose avec son milieu sont rapidement remplacées par l'intrusion des représentants de la mégamachine militaro-bureaucratique mortifère qui veut écraser et dominer l'un et l'autre. Il ne reste plus alors au vieux rancher solitaire qu'à mettre en pratique l'objection d'Henry D. Thoreau : «obéir peu, résister beaucoup !»

SARCLO EST MORT VIVE SARCLORET !

UN BON CRU. Lucide quand il décrit une Suisse plus verte qu'ouverte (ou alors seulement pour les riches) : « La petite vendeuse de la Migros/Peut vraiment rien pour ses impôts/Quand elle a payé son loyer/Elle est simplement lessivée ». Truculeusement excessif quand pour ses quatre-vingt huit ans il se propose de dézinguer politiciens et animateurs télé : « Une vie dans le divertissement/Il faut bien le dire, c'est futile/Bien gérer mes derniers moments/Faire enfin quelque chose d'utile » ! Mais Sarcloret distille aussi et bien sûr toujours des vers tendres et nostalgiques sur l'amour et le temps qui passe : « La vie savez-vous n'est pas longue/Et à faire les choses à moitié/On la traverse à peine et on/Voit qu'on est passé à côté ». Dans la lignée de ses chansons plus politiques, les paroles de ce dernier opus évoquent des sans-papiers expulsés « La fille qui nous sert à bouffer/Avec un sourire du tonnerre/Son mari Suisse est décédé/Avant la date réglementaire » ; un viol « Il faut vraiment aimer la mort / Pour faire un truc aussi minable/[...]/Et pour toi si elle est dehors/C'est qu'elle est sûrement pas dommage/Ça veut dire qu'une gonzesse en or/Pour toi c'est une gonzesse en cage » ; ou l'état de la Terre « Juste un coup d'oeil à la planète /Pauv'naze de riche avant que ça pète ». Sarcloret râle quand il en a envie, même si cela peut risquer de passer pour un écho de la pensée dominante : « Les godillots sous les slogans/Éclaffent des dizaines de mégots/À la manif y'a qu'un gagnant/British american tobacco ».
À ne pas louper en concert pour profiter au mieux de son énergie rock et du timbre de sa voix rocailleux !

À tombeau ouvert : chansons posthumes vol. 1, Côtes du Rhône 2006, Kiui prod 2007

ATAGATOMUZI-K

A l'origine d'**Atagatomuzi-k** (un nom étrange, un mot à multiples valises), on trouve une poignée de musiciens et avides auditeurs, passionnés de découvertes musicales, d'explorations sonores, friands de surprises et de rencontres, sans limite de genre, férus d'hybridation et d'expression libre.
A sa création en 2000, sur la pointe (très) nucléarisée de la Hague, cette association défend une idée simple : il faut faire écouter, ici, toutes ces pépites méconnues qui lui font aimer la musique, dans ce qu'elle a de plus riche, libre, drôle, bizarre, en bref, tous ces groupes rares et pourtant hyperactifs qui nourrissent la scène alternative. Elle décide rapidement de migrer en milieu urbain (Cherbourg), espérant faire entendre la nécessité de faire exister une véritable alternative culturelle, propice à l'éveil de la curiosité et de l'esprit critique. Malgré quelques invitations osées (**Pierre Bastien, Radikal Satan, Toychestra, Dogbowl, Steak from Delta**, et plein d'autres) qui réussissent à trouver leur public, l'activité n'a que peu d'écho auprès des élus locaux. En 2006, après avoir vu de nouvelles énergies se rallier à son projet, elle tente ce qui peut être son ultime coup de poker. En organisant La Terra Trema – Rencontres autour des musiques libres curieuses et sans complexe, elle joue à la fois sa crédibilité et son avenir. Cette première édition existe avec de tous petits moyens, mais elle existe. L'audace de la programmation (pas la moindre tête connue du « grand » public), mais surtout la nouveauté que constitue l'existence d'un événement musical à Cherbourg (la seule salle de « musiques actuelles » du coin ayant dû fermer à peine six mois plus tôt...) emballe à la fois le public et les acteurs de l'association.
Ce regain d'énergie la surmotive : elle investit un lieu désaffecté et voué à la démolition, et, sans le moindre soutien financier public, mobilise assez les énergies et les contributions de toutes sortes pour en faire un lieu de concerts. Sécurité oblige, elle redouble d'efforts pour faire de l'Epicentre (salle de concerts au bord de l'eau) un lieu « aux normes » mais toujours fidèle à l'esprit alternatif qui l'anime. Pendant une vingtaine de mois, elle s'investit sur des tas de chantiers, y compris la seconde édition de **La Terra Trema**, de nouveau saluée par les professionnels. Au jour le jour, malgré les nombreuses baffes, elle avance. Mais il lui faut absolument raisonner globalement, sous peine de voir le travail accompli devenir une « belle époque ». Pour perdurer, c'est simple(!) : il faut des emplois, il faut que la création musicale soit perçue comme une donnée essentielle de la vie citoyenne qui ne doit pas être cantonnée dans les bars. Il faut un projet fort à mener de concert avec les pouvoirs publics, sans concession aucune sur l'indépendance des associations... Tout un programme... Mais chez les tutelles, les oreilles se dressent : un lieu culturel est apparu comme par magie dans la ville, et les bons échos se répercutent comme jamais.
Aujourd'hui, **Atagatomuzi-k** est dotée de trois emplois à temps plein et gère l'Epicentre où elle programme un ou deux concerts chaque mois (parmi les plus récents, **Dirty Projectors, So So Modern, erikM/Doneda/Noetinger, De Kift / à venir Blurt, Old Time Relijun**). Elle porte aussi le réseau La Voix Des Oreilles (cinq associations locales dédiées à la promotion de différents genres musicaux) auprès des collectivités, désormais nombreuses à les soutenir, pour faire de Cherbourg une plateforme musicale incontournable, innovante et audacieuse en diable, sur le fond et la forme. Soutenue par 650 adhérents, elle travaille sans relâche à renouveler les modes d'écoute, envisage la création d'une webradio et prépare une troisième **Terra Trema** qui veut frapper fort. Il semble qu'au fin fond de la Normandie la terre n'ait pas fini de trembler... **Léonie pour Atagatomuzi-k et L'Epicentre**

L'Epicentre : 6 quai Lawton Collins, 50100 Cherbourg-Octeville
www.myspace.com/atagatomuzik (site provisoire)

RETOUR SUR...

WOODY GUTHRIE

CHANTEUR DE FOLK, Woody Guthrie (1912-1967) est le père des auteurs-compositeurs protestataires des années soixante, Bob Dylan et Joan Baez en tête. Né en Oklahoma, dans une petite ville qui prospéra grâce au pétrole avant de dépérir, Woody Guthrie vient d'une famille détruite par la misère et par des drames familiaux. Encore adolescent, il prend la route et devient «hobo». Il sillonne le pays d'Est en Ouest en levant le pouce et, surtout, en empruntant clandestinement les wagons de marchandise, comme des dizaines de milliers d'autres ouvriers itinérants fuyant les tempêtes de poussière du Dust Bowl et le désastre de la Grande Dépression. Trimbalant sa guitare, il gagne sa vie en chantant la dèche, la lutte et l'amour de la route. Il puise dans le blues, la country et la culture ouvrière, joue dans les ghettos et pour les travailleurs agricoles, s'oppose à la répression patronale et policière. Proche du parti communiste, il intègre dans les années quarante le groupe des Almanac Singers qui soutient la lutte syndicale et antifasciste. En tout, il écrira près de trois mille chansons, dont des chansons pour enfants, mais aussi des poèmes.
Il passera ses dernières années à Greenwich Village, à New York, couvert d'hommages officiels. Si «This Land is your land» est régulièrement chanté par les écoliers américains, il a pourtant été écrit en réaction à l'hymne national. Et «Deportee», écrit en mémoire de travailleurs agricoles mexicains morts dans l'avion qui les expulsait ou «Two good men», un hommage à Sacco et Vanzetti, disent le sens de la justice sociale du «Dust Bowl troubadour». Celui qui inscrivait sur ses guitares la phrase: «This machine kills fascists», écrivait aussi: «J'jouerais pour des haricots et du maïs, et j'boirais l'eau des flaques, ou n'importe quoi, pour jouer et chanter pour des gens qui aiment ça, des gens qui connaissent ça et qui vivent les choses que je chante.» Leila

À LIRE

En Route pour la gloire, de Woody Guthrie, Albin Michel/Rock & Folk, 1973 (éd. originale 1943).

Cette machine tue les fascistes, de Woody Guthrie, éd. Albin Michel, 1978.

LA NOURRITURE INDUSTRIELLE À L'ÉCRAN

DIS-MOI CE QUE TU MANGES et je te dirai qui tu es...
Qui sommes-nous, nous qui vivons à l'heure de la cuisine industrielle, «où dans un intestin de caoutchouc se mijote de la mâchure pour le peuple»[1]?
Notre société produit ses propres catastrophes alimentaires, sciant progressivement la branche sur laquelle elle est assise. Une société dont l'alimentation – qui n'est déjà plus nourriture – provient de chaînes industrielles, où l'exploitation de la nature la dispute à celle de l'être humain, peut-elle être autre chose qu'une perpétuation de la domination et de la catastrophe?
Malgré la diversité d'ersatz marqués par la publicité, l'industrie tend toujours à produire de l'uniformité, de l'appauvrissement, tant en termes de variété que de qualité ou de sens. Perte de sens que la mode du «naturel», perceptible sur les emballages aussi bien que dans les argumentaires commerciaux, est justement censée compenser: en accord avec la législation, un poulet (dont le bec est coupé pour limiter les possibilités de blessure) «élevé en plein air» aura simplement eu la chance de vivre sous un toit grillagé, plutôt que couvert.
Or, il ne faut pas oublier que la nourriture industrielle a une histoire, puisque «comme la bombe A, la transformation des nourritures en produit industriel est sortie de la guerre américaine. Ce prototype: le corned-beef, ce bœuf blindé comme un char, contribua à la défaite de Ludendorff, le festin plastifié à celle d'Hitler»[2].
Depuis peu, le cinéma documentaire s'intéresse au chemin qu'empruntent les produits qui terminent dans nos assiettes. Ces films engagés tant par la forme que par le contenu, se passent parfois même de commentaires, tant la surprise est mauvaise de découvrir l'envers d'un décor qui contribue à faire de nous des segments de marché, c'est-à-dire des produits, au même titre que ces poussins jugés défectueux lors de l'étiquetage magnétique et que l'on jette négligemment à la benne. **Guillaume Carnino**

1. Bernard Charbonneau, **Un Festin pour Tantale. Nourriture et société industrielle**, Sang de la terre, 1997, p. 25.
2. Ibid. p. 127.

LA GRANDE BOUFFE

Film franco-italien de **Marco Ferreri**, 1973, 125 min.
Le jusqu'au-boutisme d'une société obsédée par la nourriture mis à l'écran. Le raffinement reste la caution du mal-être grandissant de notre monde mortifère qui surinvestit de sens l'alimentaire puisque celui-ci échappe justement à sa maîtrise totale. Un film mythique qui fit scandale en son temps.

MEAT

Film documentaire américain de **Frederick Wiseman,** 1976, 112 min.
Usine Monfort, Greeley, nord de Denver, Colorado. Boucherie industrielle. Deux heures d'images sans commentaire, montées par l'orfèvre du cinéma. Des plans qui dissèquent le trajet des bêtes, depuis l'enclos jusqu'au morceau de bidoche sous plastique. «Ceux que mes images choquent doivent croire que les hot dogs poussent sur les arbres!», conclut Wiseman.

WE FEED THE WORLD

Film documentaire autrichien d'**Erwin Wagenhofer,** 2005, 96 min.
Intéressant documentaire, qui montre combien l'industrie, sous couvert de production maximisée, dégrade tout ce qu'elle touche. Des poissons dont les yeux explosent sous la pression des filets des bâteaux-usines restent des semaines congelés avant de voir la terre ferme, au moment où le pêcheur artisanal, celui qui nourrissait naguère toute la population locale, en vient à disparaître, chassé par les cadences insoutenables que lui impose le marché.

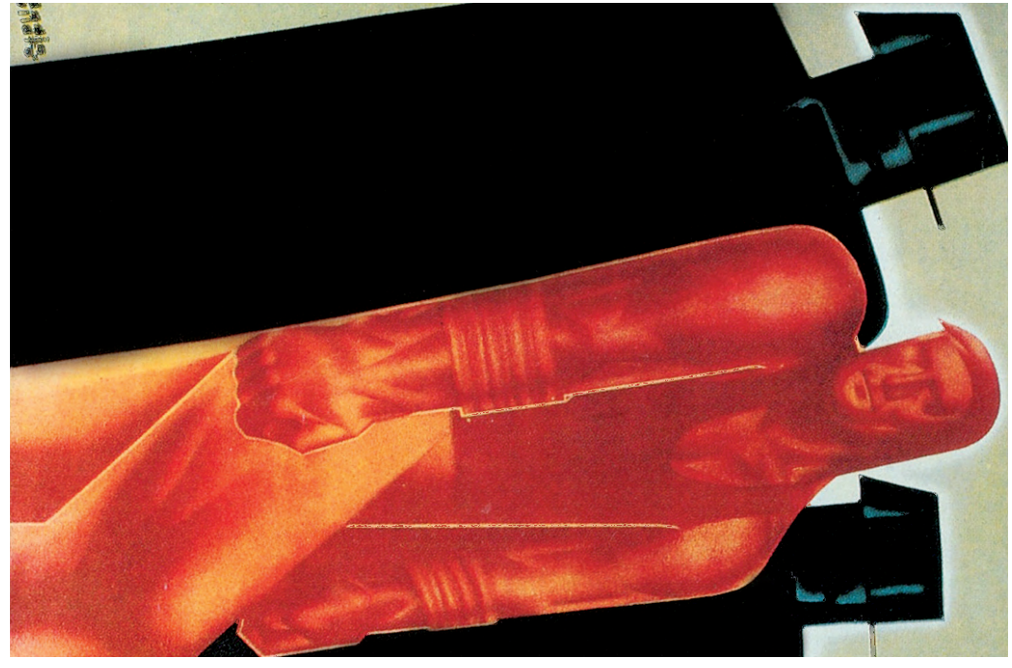
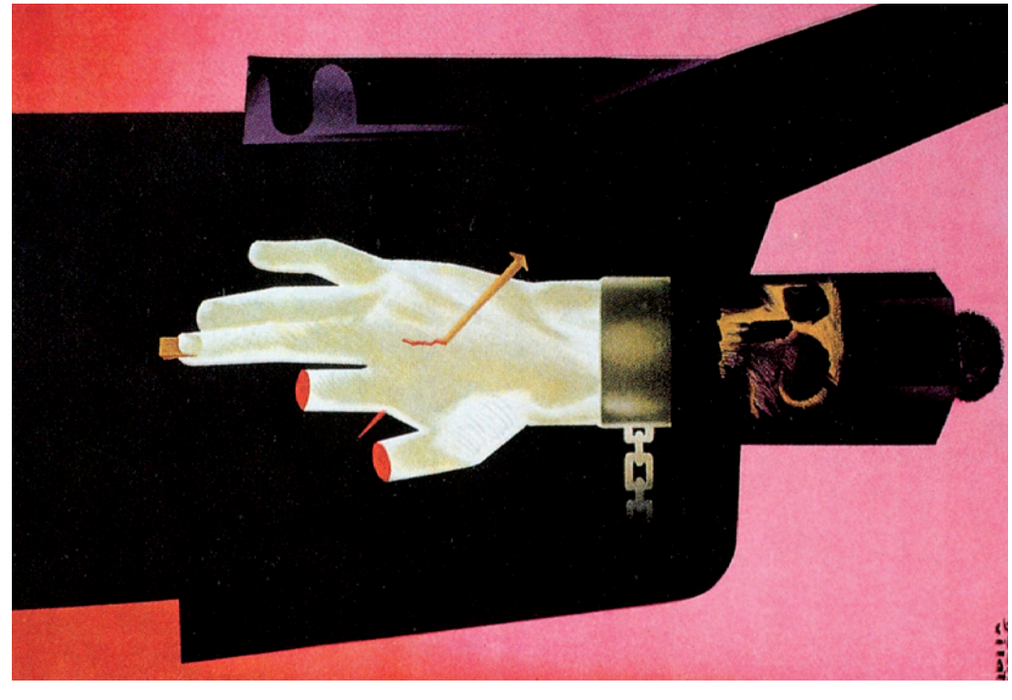
MONDOVINO

Film documentaire franco-américain de **Jonathan Nossiter** 2003, 135 min.
Petit voyage (malheureusement au moyen d'une caméra un peu maladroite) au pays de l'uniformisation et de la standardisation du goût. Incidemment, on apprend que ce pays n'est autre que notre monde tout entier, de l'Amérique du Sud aux vignobles français, en passant par l'Asie ou l'Afrique...

SUPER SIZE ME

Film documentaire américain de **Morgan Spurlock**, 2004, 98 min.
Le réalisateur décide ne se nourrir que de McDo pendant un mois, et de limiter son activité physique à celle de la moyenne nationale. Au-delà du pari stupide, une intéressante enquête sur la bouffe fast-food, et notamment ses effets délétères sur la santé. Le film met en lumière la puissance marketing qui nous vend de la nourriture qui n'est en fait qu'un conglomérat de sucres et de gras, même lorsque sous un vent diététique elle lance des salades! Cette expérience est un miroir grossissant de notre désastreux mode de vie industriel.

NOTRE PAIN QUOTIDIEN

Film documentaire autrichien de **Nikloaus Geyrhalter**, 2005, 95 min.
Images explicites, montage silencieux et lent pour mieux digérer, c'est-à-dire régurgiter jusqu'à l'envi, ces longs plans où l'on découvre les entrailles de notre société, ou plutôt ses gigantesques intestins aseptisés où la mécanique le dispute à la chimie pour le contrôle de l'humain, de l'animal et de la terre.

Œuvres du dessinateur espagnol Badia Vilato extraits de «Espagne 36-75, les affiches des combattant-e-s de la liberté» (Tome 2), Editions libertaires